



Les migrants

Lettre 86 aux cercles de silence

Juillet 2024

Voici le premier numéro de juillet 2024. Il comporte entre autres le ressenti de divers pays à propos des élections législatives de France. Il n'est malheureusement pas certains que des évolutions d'ouverture aux migrants soient de mise en France et en Europe. Les cercles de silence ont encore de beaux jours devant eux, ainsi que les associations d'aide aux migrants.

Michel Girard

Table des matières

CENTRE DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE.....	2
Cornebarrieu	2
Bézier.....	3
Cercles de SILENCE	3
FRANCE.....	4
A propos des conséquences des élections législatives	4
2023 : Montée des crispations identitaires, progression sensible" de l'antisémitisme et du rejet de l'immigration.....	10
A l'approche des élections législatives, poussée d'actes anti-migrants.....	12
Rappels sur ce qu'est le droit du sol, mal connu	13
Expulsions d'un Malien malgré l'opposition des passagers.....	14
femmes afghanes sont susceptibles d'obtenir "le statut de réfugiées"	15
Bayonne	16
Boulogne-sur-mer	16
Chassey-lès-Montbozon - en Haute-Saône.....	17
Modane	18
Paris	18
Paris - Jeux Olympiques	20
Strasbourg	21
MANCHE	22
MEDITERRANEE	23
Frontex.....	23
Des garde-côtes libyens, munis de bâtons, frappent des migrants qui venaient d'être secourus.....	24
Sea-Watch	25
SOS Humanity	25
Pêcheurs tunisiens.....	26
Ocean Viking	26

UNION EUROPÉENNE	27
La Hongrie à la tête de l'UE : quelles conséquences pour la politique migratoire européenne ?	27
Le sort réservé aux demandeurs d'asile, en Europe.....	29
Le parcours d'obstacles des africains pour obtenir un visa de court séjour en Europe.....	29
Allemagne.....	31
Bulgarie.....	32
Croatie.....	33
Danemark.....	34
Espagne.....	35
Finlande	40
Grèce.....	41
Italie	42
EUROPE.....	47
La Hongrie à la tête du Conseil de l'UE et migration	47
Albanie.....	47
Bosnie- Herzégovine.....	48
Royaume-Uni.....	48
Serbie	50
ASIE.....	51
Irak.....	51
Liban	51
Turquie.....	51
AFRIQUE	52
Algérie	52
Libye	53
Maurice	54
Sénégal.....	54
Soudan	54
Tunisie.....	55

CENTRE DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE

CORNEBARRIEU

Actuellement 85 retenus, uniquement des hommes. Les quatre femmes qui se trouvaient au CRA lors de l'incendie ont été envoyées en Normandie....

Il y a toujours des situations particulièrement douloureuses : une personne retenue, en crises d'épilepsie récidivantes, est maintenue au CRA malgré son état de santé. Un père de deux enfants, assigné à résidence à Rodez, a été interpellé alors qu'il allait chercher ses enfants à l'école et

il a été transféré à Cornebarrieu; il a été finalement libéré par le Juge des libertés. Et les “multi-séjours “ deviennent fréquents : ainsi un Maghrébin qu’aucun pays ne reconnaît, est à son huitième séjour en CRA; plusieurs autres personnes sont déjà à quatre ou cinq séjours !!!

BEZIER

La création d'un centre de rétention pour migrants à Béziers fait des remous

La création d’un centre de rétention administrative à Béziers a décidément bien du mal à passer comme dans de nombreuses villes en France. Le futur CRA (livré fin 2027) aura une capacité d'accueil de 140 étrangers en situation irrégulière, uniquement des hommes. L'agglomération de Béziers qui s'était portée candidate a été retenue par l'État. Le centre sera construit sur un terrain de cinq hectares jouxtant la prison au nord-ouest de Béziers, proche de Maureilhan. Les travaux s'élèvent à 37 millions d'euros. 200 postes de policiers seront créés d'après un rapport que France Bleu Hérault s'est procuré.

Mais cette construction suscite colère et indignation de nombreuses associations (Cimade, Ligue des Droits de l'Homme, Evab) et partis politiques (PCF, Insoumis, NPA). Ce collectif "anti-CRA" l'a fait savoir mercredi 10 juillet 2024 en installant une pancarte de 5 m² sur le bord de la route de Saint-Pons-de-Thomières, sur laquelle ils dénoncent un gaspillage financier dans l'une des villes les plus pauvres de France. *"Enfermer des personnes étrangères juste parce qu'elles sont en situation irrégulière, c'est contraire aux fondamentaux de notre société"* déplore la Cimade Béziers (Association de solidarité active avec les personnes étrangères). *"Ce n'est pas en enfermant des personnes qu'on crée de l'ordre public. Bien au contraire. Les centres de rétention administrative ne fonctionnent pas. Une partie de ces personnes ne sont pas expulsées et avec un tel budget, on pourrait très bien construire des écoles, améliorer les transports en commun et les services à l'hôpital de Béziers. Cette enveloppe peut être utilisée à autre chose"*.

Le collectif pointe du doigt les conditions de détention déplorables dans ces centres. *"La France a déjà été condamnée par la Cour européenne des droits de l'Homme"*. LFI se dit favorable à l'utilisation de logements vacants. Le terrain qui jouxte la prison de Béziers au nord-ouest de l'agglomération en bordure de la commune de Maureilhan appartient à l'agglo. Il est d'ailleurs prévu de construire à cet endroit un centre de tirs, une salle de sport pour la police nationale ainsi qu'un établissement psychiatrique géré par l'hôpital de Béziers (l'enveloppe globale du projet avec le CRA s'élève à plus de 40 millions d'euros).

Le collectif dénonce par ailleurs la méthode. *"Il n'y a eu aucune concertation. Il n'y a eu ni discussion en Conseil municipal, ni à l'agglomération"* déplore le représentant départemental du PCF, élu d'opposition à Béziers. *"Nous avons eu écho de ce projet dans la presse"*. La ville a répondu à un appel d'offres et a été retenue. *"C'est la seule manière efficace d'expulser un certain nombre de gens qui doivent l'être. Je suis favorable à ce que l'on applique les OQTF. Je ne veux pas que des gens en situation irrégulière restent en France. Quand quelqu'un est un délinquant, il doit être expulsé dans son pays. Aujourd'hui, le taux d'application, quand il n'y a pas de CRA, est de 8% à 10%. Ce taux est quatre fois plus élevé dès qu'il y a un centre de rétention administrative"* confie l'élu. Le collectif ne compte pas en rester là. *"La lutte ne fait que commencer"* conclût Daniel Martin de la Cimade. Des distributions de tracts et une sensibilisation des riverains sont d'ores et déjà prévues.

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/la-creation-d-un-centre-de-retention-pour-migrants-a-beziers-fait-des-remous-1097801>

CERCLES DE SILENCE

189° Cercle de Silence du 22 juin 2024 à Étampes.



Période exceptionnelle, mobilisation exceptionnelle pour affirmer notre désir de vivre notre humanité et notre fraternité avec tous en protégeant les personnes migrantes. 36 personnes sont passées dans le cercle, formé en permanence de près d'une vingtaine d'hommes et de femmes. Et de plus 8 personnes, qui viennent souvent, ont rejoint juste à midi pour marquer leur soutien.

FRANCE

A PROPOS DES CONSEQUENCES DES ELECTIONS LEGISLATIVES

- **En Allemagne, Macron estimé le seul responsable d'une "débâcle"**

L'Allemagne a les yeux rivés vers la France : "*La fin du macronisme*" : pour le quotidien conservateur Die Welt, c'est une page qui se tourne en France. Le journal de Munich Süddeutsche Zeitung parle d'une césure historique. Emmanuel Macron en prend pour son grade dans les commentaires à chaud : "*Par sa dissolution, il a ouvert les portes du pouvoir au RN*", estime le magazine Die Zeit. Le quotidien conservateur Frankfurter Allgemeine lui juge le président français seul responsable de cette "débâcle" : "*Un chef de l'État qui sans nécessité dissout et se prive de sa majorité ne peut pas espérer une mention positive dans les livres d'histoire*", assène le journal. Il s'inquiète pour les conséquences internationales des législatives françaises : "*La France pourrait être pour des années aux abonnés absents en Europe et au sein de l'Otan. Seule la Russie peut s'en réjouir*". La classe politique est restée très prudente. Seul l'ancien ministre des Affaires européennes et actuel président de la commission des Affaires étrangères du Bundestag, social-démocrate, a réagi estimant que "*cela ressemble à une nouvelle gifle pour Macron, l'Europe et l'amitié franco-allemande*". Le social-démocrate estime que son pays porte une part de responsabilité dans le résultat des législatives françaises : "*Nous nous sommes trop peu demandé comment nous pouvions plus soutenir le pro-européen Macron. Nous ne tenons pas suffisamment compte des débats politiques et des problèmes dans d'autres pays.*"

- **L'UE inquiète d'un affaiblissement et d'une cacophonie venue de Paris**

Au siège de l'Union européenne à Bruxelles, aucune réaction n'a eu lieu dimanche soir : officiellement, les institutions et les autorités européennes gardent le silence et elles continueront encore à le faire après ce premier tour. Mais Bruxelles craint l'arrivée du Rassemblement national, parti anti-européen, à la tête du gouvernement d'un des membres fondateurs de l'UE. D'autant que la France est également à la fois deuxième contributeur au budget de l'Union européenne et son deuxième pays le plus peuplé. De plus, le partage du pouvoir au sommet de l'exécutif français pourrait affaiblir la position du président Emmanuel Macron, qui continuera à siéger au Conseil européen. Cela en plus du risque d'avoir une cacophonie entre représentants français, menant à une politique européenne plus floue. Mais parmi les sujets qui inquiètent Bruxelles, il y a la question du soutien à l'Ukraine dans sa guerre contre la Russie. Cela notamment dans le contexte où le parti de Marine Le Pen a affiché depuis longtemps sa proximité avec la Russie, que ce soit via des prêts contractés auprès

de banques russes ou lorsque la cheffe de file de l'extrême droite française a été reçue par le président Russe.

- **L'Ukraine inquiète du soutien de Paris**

Cette proximité du RN vis-à-vis du Kremlin est une grande inquiétude pour Kiev également, Paris ayant été l'un des soutiens les plus constants de l'Ukraine dans son effort de guerre. Si les médias de Kiev n'ont pas encore réagi dimanche soir 30 juin 2024 aux résultats des élections en France, mais la situation politique française est suivie de très près à Bankova, le siège de la présidence ukrainienne à Kiev : cette semaine, le président ukrainien a en effet souhaité glisser des messages à l'opinion française, se disant convaincu "*que le gouvernement français issu des élections continuerait de soutenir l'Ukraine, quelle que soit la nouvelle donne politique, à la fois sur le champ de bataille et sur le chemin de l'adhésion à l'Union européenne*". Il adopte une attitude prudente. Un peu la même que lorsqu'on l'interroge sur la perspective d'une élection de Donald Trump aux États-Unis cette année. L'arrivée d'un nouveau gouvernement, à Paris, sera forcément scrutée de très près à Kiev, car les enjeux sont majeurs pour l'Ukraine. Le président Emmanuel Macron, depuis quelques mois, a affirmé un leadership de plus en plus fort en Europe dans le soutien à l'Ukraine, avec notamment l'annonce de l'envoi d'avions de chasse Mirage 2000 en Ukraine et la possibilité entrouverte de déployer des personnels militaires de formation sur le territoire ukrainien.

- **De nombreux candidats RN visés par des sanctions ukrainiennes après des visites en Crimée ou dans le Donbass**

Mais la perspective d'un gouvernement RN en France pourrait totalement changer la donne, car Jordan Bardella a bien entendu affirmé qu'il y avait des "lignes rouges". Ces lignes rouges sont notamment le déploiement de personnels militaires français en Ukraine et également les frappes avec du matériel occidental sur le territoire russe. Cela alors que le président ukrainien cherche justement à avoir l'autorisation explicite de frapper des installations militaires sur le territoire russe, comme les aérodromes d'où partent les avions qui bombardent l'Ukraine quasiment tous les jours.

Une autre question se pose : celle du personnel politique qui pourrait arriver au gouvernement français. Une quinzaine de candidats sur les listes RN pour les élections sont visés par des sanctions de la part de l'Ukraine pour s'être rendus en Crimée, en Fédération de Russie ou bien dans le Donbass lors d'élections. On parle notamment de personnalités : si ces personnes devaient jouer un rôle un peu plus important dans un gouvernement RN, cela pourrait poser des problèmes diplomatiques extrêmement sérieux entre l'Ukraine et la France.

- **Dirigée par l'extrême droite, l'Italie divisée entre inquiétude et félicitations**

Du côté de Rome, cette percée du Rassemblement national est particulièrement scrutée. Car l'Italie avait déjà franchi le pas et placé l'extrême droite au pouvoir. Alors les débats télévisés y font émerger des sentiments d'inquiétude face à l'éventualité d'une victoire du Rassemblement national au second tour des législatives. Cette victoire pourrait "*modifier le destin de l'Europe*", d'après l'ancien président du Conseil. "*Les jeunes sont encore ouverts, mais si le RN sort victorieux le 7 juillet, le gouvernement Meloni durcira sa position contre les choix pour les postes clés de l'Union européenne*". Seul le chef de la ligue – allié historique de Marine Le Pen - s'est exprimé. Il a félicité le Rassemblement national pour son succès: "*Tous mes compliments à Marine Le Pen. Honte à Macron qui sollicite un large rassemblement contre le RN et se comporte comme Von der Leyen en cherchant à s'opposer au changement*".

- **Les entreprises d'aide à la personne inquiétées : elles souffrent déjà d'un manque de personnel.**

Une personne, 95 ans, est très dépendante. Si elle peut encore vivre chez elle dans son appartement du nord-est parisien, c'est parce que des dizaines de personnes, soignants et aides à domicile, comme Olga, se relaient à son chevet. "*J'ai beaucoup de personnes qui m'aident le matin*

*pour me lever, puis pour me laver, l'après-midi pour me changer, le soir pour me coucher, énumère Renée. Tu te rappelles, Olga ? Presque toutes sont du Cameroun". Des femmes en majorité, pour la plupart immigrées. "Sur 30, peut-être une Française ou deux", précise-t-elle. Olga, 35 ans, est Moldave. Elle est arrivée en France en 2016. "Depuis que je suis venue ici, je travaille tous les jours". Olga tente de se rassurer, mais le climat politique l'inquiète. "Si j'ai bien compris, les personnes qui sont en règle, qui respectent la loi, qui payent les impôts, elles ne vont pas être touchées. J'espère que ça va être comme ça, comme ils disent, qu'on va pouvoir rester ici, parce qu'on est venus ici pour nos enfants, pour leur donner une plus belle vie". "Parce que s'ils enlèvent tout, il n'y a plus personne pour soigner", ajoute Renée. D'après l'Insee en Île-de-France, **six aides à domicile sur dix sont immigrées.***

la montée du RN inquiète les médecins étrangers

C'est un fait avéré : de nombreux secteurs de l'économie française ne fonctionneraient pas sans main d'œuvre étrangère. Parmi eux, le cas de l'hôpital est emblématique. D'après les chiffres du Conseil national de l'Ordre des médecins, 27 % des médecins à l'hôpital ont été formés hors de France. Pour la moitié d'entre eux, il s'agit d'un pays extérieur à l'Union européenne (UE), qui constituent les PADHUE - "praticiens diplômés hors Union européenne". Dans le cadre des Padhue, les docteurs en médecine ou en pharmacie, parfaitement opérationnels, sont recrutés au départ sous un statut étudiant, payés 1 700 euros brut, soit beaucoup moins qu'un médecin formé en France. En échange, il y a la promesse que leur diplôme puisse être un jour reconnu en France. En théorie, ils ont deux ans pour passer l'examen qui doit leur permettre de faire reconnaître leur diplôme. Dans les faits, les choses sont plus compliquées. *"Il y a deux-tiers d'échec, rappelle le médecin hospitalier à la retraite qui suit le dossier des Padhue pour la CGT. Ce n'est pas dû à leur faible valeur : leurs compétences sont très généralement reconnues par leur chef de service. Ces échecs sont dus à l'insuffisance du nombre de postes mis au concours."* D'après lui, il s'agit d'un quota arbitraire fixé pour ne pas faire concurrence aux médecins formés en France. Les médecins étrangers n'ont droit qu'à deux tentatives. *"Le retour au pays est illusoire quand on sait que la moitié d'entre eux a acquis la nationalité française"*. Au bout de deux échecs, la seule alternative qui leur reste est de se reconvertir dans un métier paramédical. Ainsi, alors que 15 000 postes de médecins sont aujourd'hui vacants à l'hôpital, chaque année plusieurs milliers de médecins en poste se voient donc refuser le droit de continuer à exercer. *"Un immense gâchis"*, commente le médecin. En janvier 2024, le président français avait reconnu l'absurdité de la situation appelant son gouvernement à *"assumer"* de *"régulariser nombre de médecins étrangers qui tiennent parfois à bout de bras nos services de soins"*, au nom de la lutte contre les déserts médicaux. Depuis, un nouveau statut facilitant leur recrutement temporaire a bien été imaginé, mais du fait de la dissolution de l'Assemblée nationale, on attend toujours le décret qui devait lui donner vie.

Dans le programme de Marine Le Pen pour la présidentielle de 2022, il était écrit noir sur blanc le souhait du RN de *"réduire drastiquement le recours aux médecins ayant obtenu leur diplôme hors de l'UE"*. La cheffe de file de l'extrême-droite a ensuite nuancé son propos, mettant en avant le besoin de « vraies équivalences entre les diplômes. Mais *"Entre 2002 et 2005, on a trouvé des critères d'équivalence entre un diplôme obtenu à Athènes et un diplôme obtenu à Stockholm. Pourquoi est-ce qu'on ne pourrait pas faire la même chose entre un diplôme obtenu à Beyrouth et un diplôme obtenu à Rennes ? Les effets néfastes de la préférence nationale ne passeront pas par l'hôpital"*.

La défaite du Rassemblement national saluée par nombre de partenaires de la France

L'alliance de gauche du Nouveau Front Populaire est ressortie en tête, dimanche 7 juillet 2024, du second tour des élections législatives anticipées en France, devant le camp présidentiel et le Rassemblement national. Les résultats étaient scrutés à l'international, notamment par les partenaires européens, qui ont majoritairement exprimé leur soulagement face à la défaite de l'extrême droite.

- **Pologne**

L'ancien président du Conseil européen et Premier ministre de la Pologne, s'est réjoui des résultats des législatives françaises et de ses implications pour l'effort européen dans le cadre de la guerre en Ukraine. *"À Paris l'enthousiasme, à Moscou la déception, à Kiev le soulagement. Suffisamment pour être heureux à Varsovie"*, a-t-il déclaré se félicitant du score moindre qu'attendu du Rassemblement national.

- **Un député allemand du SPD : "Le pire est évité"**

Un membre du Parti social-démocrate (SPD) du chancelier allemand, responsable des questions de politique étrangère du groupe parlementaire des sociaux-démocrates à la Chambre des députés a jugé que *"le pire" avait été "évité"*. *"Le RN ne peut pas constituer une majorité gouvernementale"* à l'issue des législatives. Le président Macron *"est politiquement affaibli"* par ce scrutin. Mais, dans le même temps, *"au vu de la situation incertaine"* sur les chances de voir émerger de la nouvelle Assemblée nationale une majorité parlementaire, *"il garde un rôle central"*. *"La constitution d'un gouvernement va être compliquée"*, a-t-il ajouté, appelant les *"partis démocratiques"* français à faire preuve de *"flexibilité"* et de *"capacité de compromis"*.

- **Le Premier ministre espagnol, se félicite du "rejet de l'extrême droite"**

Le Premier ministre espagnol a fait un parallèle entre les résultats des législatives en France et ceux des élections générales au Royaume-Uni – qui a vu une victoire historique du Labour. *"Cette semaine, deux des plus grands pays d'Europe ont choisi la même voie que l'Espagne, il y a un an : le rejet de l'extrême droite et un engagement décisif en faveur d'une gauche sociale"*, a-t-il écrit, rappelant qu'*"il n'y a pas d'accord ni de gouvernement avec l'extrême droite"*. Plus tôt, sa formation PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) a félicité le NFP, *"et plus particulièrement le Parti socialiste français"*, de sa *"grande victoire qui empêche l'extrême droite d'accéder au gouvernement"*. Le journal conservateur La Razon constate : *"La France se mobilise pour barrer la route à Le Pen"*, au prix d'un *"coup de volant de dernière minute"*.

- **Pour le commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires**

"Vive la République !", s'est exclamé le commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires.

- **Grèce : le président du parti grec Syriza, assure que "le peuple français a montré la voie"**

"Aujourd'hui, le peuple français a montré la voie", a réagi le président de Syriza, le principal parti d'opposition de gauche. *"Il s'est dressé contre le monstre de l'extrême droite et a discrédité le néolibéralisme (...). Aujourd'hui, le peuple français crie que l'espoir et le changement ne sont pas une utopie mais une réalité. Écoutons-les."*

- **Grèce : le président du Mouvement socialiste panhellénique (Pasok), salue une "grande victoire pour la démocratie"**

Le président du Mouvement socialiste panhellénique (Pasok), s'est réjoui d'une *"grande victoire pour la démocratie"*. *"Le peuple français a dressé un mur contre l'extrême droite, le racisme et l'intolérance et a défendu les principes intemporels de la République française : liberté, égalité et fraternité."*

- **Le président brésilien évoque une "inspiration pour l'Amérique du Sud"**

"Très heureux de la démonstration de grandeur et de maturité des forces politiques de France qui se sont unies contre l'extrémisme", a déclaré le président brésilien. Le leader de gauche a estimé que les résultats en France et la victoire des travaillistes au Royaume-Uni cette semaine *"renforcent l'importance du dialogue entre les segments progressistes pour défendre la démocratie et la justice sociale"*. *"Ils doivent servir d'inspiration à l'Amérique du Sud"*, a-t-il ajouté.

- **Le président vénézuélien, félicite le NFP pour sa "victoire historique"**

Le président vénézuélien a félicité le *"Nouveau Front populaire qui a remporté une*

grande victoire historique aux élections législatives en France". "Salutations au peuple français, aux mouvements sociaux et à leurs forces populaires, pour cette importante journée citoyenne qui renforce l'unité et la paix".

Le Nouveau Front populaire mise sur moins de répression et plus "d'accompagnement" des étrangers

Si le gouvernement du président Emmanuel Macron souhaite pérenniser sa politique migratoire actuelle – en défendant sa loi Asile et immigration et en insistant sur les expulsions d'étrangers délinquants – le Nouveau Front populaire (NFP), arrivé en tête des législatives dimanche 7 juillet, entend, lui, tout bouleverser. Dans son programme, l'alliance de gauche propose des mesures à l'opposé du camp présidentiel : **nulle part le mot "expulsion"** n'est écrit. Le NFP entend miser davantage sur l'accompagnement (administratif, social, médical) des immigrés en France.

Tour d'horizon des mesures proposées :

1/ L'abrogation de la loi Asile et immigration

Appelée aussi "Loi Darmanin" par de nombreux immigrés en France, la loi « Asile et immigration » adoptée en janvier 2024 regroupe plusieurs mesures :

- La mise en place d'un "titre exceptionnel" pour les travailleurs sans-papiers (qui justifient d'au moins trois ans de résidence ininterrompue en France et d'au moins 12 mois, consécutifs ou non, d'activité au cours des 24 derniers mois dans un des métiers en tension).

- L'expulsion d'étrangers en situation régulière en France condamnés pour des crimes ou délits punis d'au moins trois ou cinq ans d'emprisonnement, et qui constituent une "menace grave pour l'ordre public". Sont concernés notamment : les étrangers arrivés sur le territoire français avant 13 ans, ou résidant en France depuis plus de 20 ans. Auparavant, ces catégories étaient protégées et inexpulsables.

- Passer un examen de français "obligatoire" pour l'obtention d'un titre de séjour.

Le Nouveau Front populaire entendu lui abroger cette loi et :

-Faciliter l'accès aux visas

-Ouvrir des voies légales et sécurisées d'immigration, sans en préciser les contours

-Régulariser les travailleurs sans-papiers (sans conditions) et régulariser les parents d'enfants scolarisés en France

-Instituer la carte de séjour de 10 ans comme titre de séjour de référence. Pour rappel, il existe différents types de "titres de séjour" en France (vie privée et familiale, étudiant, salarié, travailleur temporaire...). Toutes ont des validités différentes : de plusieurs mois à plusieurs années.

2/ La création d'une agence de sauvetage en mer

Cette annonce est défendue par la gauche à l'heure où les traversées de la Méditerranée sont plus que jamais meurtrières. Plus de 1 000 personnes dont des femmes et des enfants sont mortes noyées depuis le début de l'année, selon les chiffres de l'Organisation internationale des migrations (OIM). Plus de 25 000 noyés ont été recensés ces dix dernières années.

Actuellement, il n'existe aucune agence de sauvetage française ou européenne. Frontex, l'agence européenne de surveillance des frontières et des côtes de l'UE, sillonnent la zone de la Méditerranée centrale, mais son rôle est avant tout de sécuriser les frontières européennes, moins de sauver des migrants en détresse.

Ce sont donc les ONG qui se chargent d'assurer les secours des exilés dans l'immensité

de la mer : l'ONG française SOS Méditerranée et son navire Ocean Viking, par exemple. Il existe aussi des ONG en mer allemandes (Sea Watch, Humanity, ResQship...), espagnole (Open Arms) ou encore italienne (Mediterranea et son navire Mare Jonio).

3/ Créer un statut de réfugié climatique

C'est un sujet "*urgent*" pour l'aile écologiste du NFP, en raison des canicules, de la sécheresse, de la montée du niveau de la mer, de la pollution de l'air... qui s'intensifient partout sur la planète et forcent des millions de personnes à se déplacer. Selon la Banque mondiale, la planète fera face à 216 millions de déplacés climatiques d'ici 2050.

4/ Garantir l'accès à l'Aide médicale d'État (AME)

Contrairement au camp présidentiel qui souhaite "*réformer*" l'Aide médicale d'État (AME), le Nouveau Front populaire ne veut pas y toucher. L'AME est une aide financière destinée à permettre l'accès aux soins des personnes en situation irrégulière. Attention, contrairement aux rumeurs sur le sujet, l'AME rembourse 100% d'un tarif de la sécurité sociale, pas 100% d'une dépense médicale. Le Nouveau Front populaire considère que l'AME permet de soigner une population vulnérable et que soigner une population fragile, c'est protéger la société dans son ensemble. C'est notamment empêcher des épidémies de se développer, ou la résurgence de maladies disparues en Europe (comme la rougeole, ou la tuberculose).

5/ Garantir le droit du sol intégral pour les enfants nés en France

Jusqu'à présent, le "*droit du sol*", n'existe pas en tant que tel en France. Un enfant né en France de parents étrangers n'est pas "*automatiquement*" français. Il peut obtenir la nationalité française à sa majorité, sous la condition d'avoir résider au moins cinq ans en France - de manière continue ou discontinue - depuis l'âge de ses 11 ans. En France, on applique plutôt le "*double droit du sol*" : "Double" parce qu'il y a deux conditions à remplir : l'enfant doit être né en France tout comme l'un de ses parents. Le NFP veut revenir au "*droit du sol*" simple : tout enfant né en France devient automatiquement français, peu importe la nationalité de ses parents.

6/ Autoriser les demandeurs d'asile à travailler

Le Nouveau Front populaire veut ouvrir l'accès au marché du travail aux demandeurs d'asile. Aujourd'hui, les demandeurs d'asile peuvent travailler au bout de six mois de résidence en France mais, dans les faits, très peu y parviennent. Les entreprises se découragent face à la complexité du système : l'employeur doit faire une demande d'autorisation de travail, fournir une promesse d'embauche, puis attendre dans un délai de deux mois que l'administration donne son feu vert (ou pas). Pour le Nouveau Front populaire, les demandeurs d'asile gagnent à ne pas rester oisifs à leur arrivée en France : en travaillant, ils perfectionnent la langue française et s'intègrent plus vite à la société.

« Ce Nouveau Front Populaire ne devra pas se contenter d'une posture simplement défensive » pour les migrants à Lyon. Nos actions quotidiennes (auprès des voisins des campements et des squats, des milieux culturels et sportifs pour créer des événements de solidarité et les succès de ceux-ci, etc.) nous permettent de constater et de démontrer que la société française est bien plus prête à accueillir que ce que disent les discours anti migrants sur les plateaux de CNews. Dans les quartiers, villes et villages, où l'on fait vivre concrètement les conditions d'un réel accueil, de l'hospitalité, de la rencontre, de l'égalité de dignité de toutes et tous, là recule le poison de la haine des uns contre les autres. L'urgence d'un barrage contre cette vague mortifère est criante. La constitution d'un Nouveau Front Populaire en quelques jours, qui s'engage dans son programme à abroger la Loi Asile Immigration, est en ce sens porteuse d'espoir.

Mais ce Nouveau Front Populaire ne devra pas se contenter d'une posture simplement défensive. Il doit, avec les premiers concernés ainsi que les collectifs de solidarité, associations,

syndicats, travailleurs sociaux, chercheurs agissant sur le terrain, porter avec vigueur la voix de l'égalité des droits, du respect de la dignité des personnes, de la solidarité avec les exilés. Il faut montrer le chemin d'une alternative concrète aux politiques migratoires actuelles.

Pour nous elle doit inclure rapidement :

- La régularisation massive et pérenne des sans-papiers vivant en France ;
- L'organisation d'un accueil digne des exilés avec les moyens nécessaires partagés sur tout le territoire national et entre tous les pays européens afin que, dans l'intérêt de toutes et tous, nous fassions société entre égaux ;
- Le respect des droits fondamentaux et des conventions internationales, notamment ceux des demandeurs d'asile et des mineurs non accompagnés avec le respect du principe de présomption de minorité ;
- La promotion de la voix de la raison et de l'humanité en Europe pour que cesse enfin l'hécatombe à ses frontières : construire des ponts et non pas des murs.

Tribune signée par plus d'une trentaine d'associations, de collectifs et de structures de la région de Lyon : <http://www.coordination-urgence-migrants.org/medias/files/20240629-rue89-lyon-migrants-contre-le-poison-de-la-haine-l-urgence-de-faire-barrage-a-lyon-copie.pdf>

Matérialiser un espoir, celui de la mise en œuvre de politiques fondées sur l'égalité et la solidarité

Le résultat final des élections dessine ainsi une Assemblée recomposée, avec les partis du nouveau front populaire arrivés en tête : ceci doit maintenant matérialiser un espoir, celui de la mise en œuvre de politiques fondées sur l'égalité et la solidarité, dans un débat public où le rejet de l'Autre et la stigmatisation de l'étranger ne constitueront plus le centre de gravité de toutes les discussions et choix politiques.

Mais il demeure certain que c'est un profond travail de transformation de la société qui doit à présent intervenir. Parce que l'extrême-droite demeure à un niveau historique, sur fond de libération toujours plus inquiétante des paroles, des actes racistes et xénophobes. Parce que sans action structurelle sur les leviers faisant prospérer l'extrême-droite, les mêmes causes produiront à l'avenir les mêmes effets. La Cimade, aux côtés de nombre de ses partenaires, continuera ainsi à se mobiliser pour des mesures fortes, pour la justice sociale et le renforcement des services publics ; pour le respect des libertés associatives, impliquant la remise en cause du contrat d'engagement républicain ; pour une transformation en profondeur des politiques migratoires, passant par l'abrogation de la loi asile et immigration de janvier 2024, la régularisation de toutes les personnes sans-papiers, la garantie du respect des droits fondamentaux de toutes les personnes étrangères.

Ces dernières semaines ont été l'occasion d'une large dynamique d'alliance au sein du monde associatif, syndical, culturel... Celle-ci doit perdurer pour contribuer à ce travail de transformation, d'impulsion de politiques alternatives, auquel La Cimade prendra toute sa part.

<https://www.lacimade.org/soulagement-espoir-et-determination/>

2023 : MONTEE DES CRISPATIONS IDENTITAIRES, PROGRESSION SENSIBLE" DE L'ANTISEMITISME ET DU REJET DE L'IMMIGRATION

C'est une année 2023 sans précédent. Selon "le baromètre racisme" de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH), jamais les "crispations identitaires" n'ont été aussi vives en France, dans son rapport annuel publié jeudi 27 juin 2024. Le pouvoir d'achat reste

néanmoins parmi les préoccupations principales.

"Les Français restent avant tout préoccupés par les enjeux socio-économiques liés à la montée de l'inflation", affirme la CNCDH dans son rapport. Cette étude réalisée par Ipsos en novembre et décembre 2023 cite notamment le niveau de vie (28 %, -5 pts), les inégalités sociale (26 %, -5) et le système de santé (20 %, -4) parmi les principales inquiétudes. Les sujets régaliens gagnent en importance, 26 % des sondés citant "la délinquance" (+3 pts), 15 % l'immigration (+2) et 11 % "la perte d'identité de la France" (+3). "Dans un contexte difficile, la demande d'autorité reste très forte", ajoute la CNCDH.

Le rapport note aussi "une **dégradation sensible de la perception de l'immigration**" avec un fléchissement de l'indice de tolérance pour la seconde année consécutive, après plusieurs années de hausse. "2022 avait témoigné de l'arrêt de cette dynamique. Cette année, on constate même un début de reflux avec une montée des crispations identitaires sur de nombreux indicateurs", ajoute le rapport. Ainsi, 56 % de Français (+3 pts) estiment qu'"il y a trop d'immigrés en France", et 51 % (+3) qu'"aujourd'hui en France, on ne se sent plus chez soi comme avant". Pour la CNCDH, ce rejet est "étroitement lié au rejet d'une France perçue comme étant de plus en plus multiculturelle". La part des Français estimant que "les étrangers devraient avoir les mêmes droits que les Français" recule de 5 points à 52 %. Dans un paysage où "certains préjugés restent fortement ancrés", les Roms sont la minorité la plus stigmatisée, et les musulmans sont vus de façon clivante : 32 % ont une "opinion positive" de la religion musulmane, et 32 % une mauvaise. Enfin le contexte du conflit au Proche-Orient semble "avoir eu un impact non négligeable" sur l'antisémitisme qui a atteint en 2023 "un niveau sans précédent", et qui reste selon le rapport largement structuré "par les vieux stéréotypes associant les Juifs au pouvoir et à l'argent".

Alors que les actes visant des Juifs battent des records, la CNCDH souligne l'existence d'un antisémitisme d'extrême gauche, toutefois "sans comparaison" avec celui de l'extrême droite. "L'année 2023 a été marquée par un nombre d'actes antisémites très élevé" et "en nette recrudescence" après les attaques du Hamas en Israël le 7 octobre 2024, souligne le rapport. Le ministère de l'Intérieur a recensé 1 676 fait antisémites en 2023, "soit quatre fois plus qu'en 2022", et au premier trimestre 2024 la hausse a atteint 300 %. Ces violences "alimentent l'idée que l'antisémitisme, sous ses formes les plus brutales, est de retour", estiment des chercheurs cités dans le rapport, qui tentent, sur la base d'un baromètre fouillé, de dresser un état des lieux, entre "vieil et nouvel antisémitisme".

Premier constat, il y a "des stéréotypes anciens, spécifiques aux Juifs, et reflet de leur longue histoire, qui résistent voire progressent": croyance en un pouvoir excessif, rapport supposé à l'argent, soupçon de double allégeance à Israël et à la France... Ce "vieil antisémitisme" reste "plus marqué à droite qu'à gauche" et il "continue à battre des records à droite et plus particulièrement à l'extrême droite", ajoute le texte. Dans le sillage de la guerre Israël/Hamas, le débat "s'est polarisé sur l'émergence d'un 'nouvel antisémitisme', attribué non plus à l'extrême droite mais à l'islamisme radical et plus largement aux musulmans", note le texte. Le baromètre a été réalisé en novembre-décembre 2023 mais "son constat reste valable car il s'inscrit dans des séries longues, qui existent depuis les années 90", explique la secrétaire générale de la CNCDH. Le sujet s'est emballé avec la campagne pour les élections européennes, alors que LFI plaçait le soutien à la cause palestinienne au cœur de sa campagne, et s'est poursuivi avant les législatives. L'extrême gauche est aujourd'hui accusée de relayer voire d'alimenter l'antisémitisme, et se retrouve renvoyée dos à dos avec l'extrême droite sur le sujet.

Pour les chercheurs cités par la CNCDH, "il existe de l'antisémitisme à gauche, tout particulièrement à la gauche de la gauche, chez les proches des Insoumis et d'EELV notamment", mais à un niveau "sans comparaison avec celui observé à l'extrême droite et chez les proches du Rassemblement national", estime le texte. "Dire que l'antisémitisme aurait migré à l'extrême gauche est totalement faux".

La CNCDH, qui avait appelé le 12 juin à faire barrage à l'extrême droite, rappelle que l'antisémitisme a toujours existé à gauche en France, associant les Juifs au grand capital au XIX^e siècle, jusqu'à l'affaire Dreyfus qui "*marque un tournant*". "*Mais depuis la Guerre des Six jours (en 1967), l'occupation et la colonisation des territoires palestiniens, sous couvert d'une critique légitime d'Israël et du sionisme, favorisent parfois des glissements*", ajoute le texte. Contrairement au "vieux" antisémitisme articulé sur des préjugés ancestraux, le "*nouvel*" antisémitisme est structuré "*par les perceptions d'Israël et de ses responsabilités dans la perpétuation du conflit*", ajoute le rapport.

L'enquête a pour la première fois inclus une question liée à l'antisionisme : au vu du peu de personnes souhaitant se prononcer, le rapport estime "*difficile*" d'y voir "*le ressort clé de l'antisémitisme contemporain*". Dans ce climat dégradé, "*la bonne nouvelle est que les Français n'ont jamais été aussi nombreux à considérer qu'il faut une lutte plus vigoureuse contre l'antisémitisme*". La responsable déplore toutefois une "*position très attentiste*" de l'exécutif sur le sujet, puisque le rapport est publié sans remise en mains propres. "*C'est la première fois en 34 ans que le gouvernement n'a pas donné suite à nos demandes de rencontre*", déplore-t-elle.

L'enquête a été réalisé par Ipsos du 21 novembre au 9 décembre 2023, auprès d'un échantillon de 1 210 personnes représentatif de la population et constitué d'après la méthode des quotas.

A L'APPROCHE DES ELECTIONS LEGISLATIVES, POUSSEE D'ACTES ANTI-MIGRANTS

La vice-présidente de l'association d'aide aux migrants Salam, ne décolère pas. "*Mme Bouchard [la maire de Calais] fait peur depuis des années aux gens : 'Vos enfants sont en danger'. Mais en danger de quoi ?*", enchaîne-t-elle. "*Les migrants vont pas partir avec un gamin sous le bras ! C'est irresponsable de tenir ce genre de propos. Et maintenant, regardez la situation...*" A 50 km de là, à Dunkerque, plus précisément, dans le campement de Loon-plage où survivent des centaines de migrants, dans la nuit du 13 au 14 juin 2024, la cuve qui alimente en eau potable les exilés a été volontairement contaminée par un agent étranger. Un liquide bleu s'en échappait au petit matin. "*Il y avait comme un goût sucré nous ont dit les témoins. Ce ne sont pas les autorités qui sont responsables de ça, on pense plutôt à un acte isolé*", continue-t-elle. Une plainte a été déposée et un flacon est parti en analyse. "*Je ne pense pas, je n'espère pas, que ce soit du poison... Mais bien quand bien même le message est clair*". "*Pas besoin de vous l'expliquer... Oui, on a peur de ces actes racistes, on a peur de ce que certains peuvent faire aux exilés*".

Dans le nord de la France, entre Calais et Dunkerque notamment, où patientent depuis des années des milliers de migrants rêvant d'Angleterre, les relations entre immigrés et locaux se sont progressivement dégradées. L'extrême droite s'est enracinée peu à peu sur ce territoire, devenu, pour les cadres du Rassemblement national (RN), le symbole d'une "*immigration incontrôlée*". Calais en est l'illustration : la ville a crédité Marine le Pen, la présidente du groupe RN à l'Assemblée nationale, de 57 % des voix aux élections présidentielles de 2017. Cinq ans plus tard, elle lui a accordé 61 % des suffrages. Même envolée pour les européennes. De 41% en 2019, le président du RN, a raflé plus de 50% au scrutin de 2024 à Calais.

Une percée de l'extrême droite et une libération de la parole raciste qui poussent les associations à plus de vigilance dans leur déplacement et dans la protection des personnes exilées. "*J'ai reçu des témoignages de personnes exilées qui ont reçu des jets d'eau de javel, à un arrêt de bus, le soir de la dissolution [le 9 juin 2024]*", explique une personne du Secours catholique à Calais. "*Un autre m'a dit qu'il s'était fait jeter dessus une bombe à eau, avec un liquide sale à l'intérieur*". D'autres militants évoquent encore un caillassage devant les locaux du Secours catholique. Une voiture a ralenti à proximité de l'association et des individus ont jeté des projectiles contre des exilés qui se trouvaient sur le trottoir. "*Depuis deux semaines, nous notons qu'il y a des incidents...*",

renchérit une personne de l'association l'Auberge des migrants. "Et nous pensons que ces incidents sont liés à des électeurs RN, des électeurs qui estiment avoir gagné par avance. Ça serait bizarre de pas faire le lien avec les élections législatives, non ?" "C'est triste, précise-t-il. Ce sont sûrement des gens qui, parce qu'ils ont un fort sentiment de déclassement, se retournent sur les personnes encore plus précaires qu'elles". Dans la même semaine, les murs d'un ancien squat d'exilés à Calais ont également été recouverts de tags racistes. Sur une photo, on distingue des messages écrits en noir sur un mur blanc. "Leave or Burn" (Partez ou brûlez) peut-on lire sur l'une d'entre elles. Ou encore : "A bas la tyrannie migratoire".

"On savait que ça arriverait un jour...", commente la militante de Salam. "Je milite dans le nord depuis des années, je n'ai jamais craint les violences de ce genre. Mais maintenant, je fais davantage attention". "Je vérifie que ma maison ne soit pas taguée quand je pars de chez moi, que ma messagerie n'héberge pas de mails d'insultes. Parce que je sais, que maintenant, ça pourrait arriver". L'association Utopia 56 dit se tenir sur ses gardes aussi. "C'est pas nouveau de faire face à l'extrême droite. On a déjà eu des dégradations de nos locaux, de nos véhicules", développe la coordinatrice nationale de l'association, à Paris. "On craignait l'amplification de ce phénomène avec le score du RN... Et il n'a pas fallu plus d'une semaine avant que des actes hostiles arrivent et ça, c'est hyper inquiétant. On craignait des menaces, on est face à des passages à l'acte". Le leader RN a annoncé que s'il devenait Premier ministre au mois de juillet "la question de l'immigration et du contrôle des frontières" serait "l'une de ses priorités". Au programme : une "loi d'urgence" qui aura notamment vocation à faciliter et accélérer les expulsions. Elle permettrait aussi de supprimer le droit du sol et l'aide médicale d'Etat (AME) (voir numéros précédents).

RAPPELS SUR CE QU'EST LE DROIT DU SOL, MAL CONNU

Il est nécessaire de rappeler les possibilités d'obtenir la nationalité française, car les récents discours de certain candidats, montrent qu'ils connaissent fort mal le code civil français.

Qu'est-ce que le droit du sol en France ?

Le droit du sol est le fait d'obtenir la nationalité du pays dans lequel l'enfant est né. Ce n'est pas le cas en France, mais celui des Etats-Unis.

La nationalité française est attribuée de façon systématique à tout enfant né en France dont **au moins l'un des parents, étranger, est également né en France**. Seul cas d'attribution automatique dès la naissance, avec le "droit du sang" (régé par l'article 18 du Code civil) : "Est français l'enfant dont **l'un des parents au moins est français**".

Pour les enfants nés en France de parents étrangers nés dans un autre pays, la règle diffère : ils peuvent obtenir la nationalité française à leur majorité, mais sous la condition d'avoir résider au moins cinq ans en France depuis l'âge de leur 11 ans.

Il est également possible d'obtenir la nationalité française par déclaration anticipée : avant la majorité sur demande des parents (entre 13 et 16 ans) ou sur demande personnelle (entre 16 et 18 ans). Les conditions de résidence demandées sont les mêmes.

En 2021, près de 79 000 personnes sont nées en France de parents étrangers, soit 10,5% du total des naissances cette même année, selon des données de l'Insee. En 2021 toujours, près de 33 000 personnes ont obtenu la nationalité française par déclaration anticipée (sur demande, avant 18 ans) et un peu plus de 2 300 personnes l'ont obtenu sans formalité à leur majorité.

L'exception de Mayotte, qui a une législation particulière :selon la loi Immigration de 2018, un enfant né sur l'archipel peut devenir français à sa majorité s'il remplit la condition de résidence de cinq ans et si un de ses parents a résidé de manière régulière sur le sol de Mayotte depuis au moins trois mois de manière ininterrompue. Ce délai de résidence "ininterrompue" n'existe nulle part ailleurs.

EXPULSIONS D'UN MALIEN MALGRÉ L'OPPOSITION DES PASSAGERS

La mobilisation des passagers du vol Paris-Bamako n'aura pas suffi. Moussa Sacko a finalement été expulsé vers le Mali mardi 2 juillet dans l'après-midi. Sous le coup d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF) faute de titre de séjour valide, le jeune homme de 25 ans qui a vécu toute son existence en France, se retrouve éloigné de sa famille pendant au moins trois ans. Une mesure d'éloignement qui illustre la dureté de la nouvelle loi asile et immigration.

Né au Mali, mais arrivé en France alors qu'il était enfant, Moussa Sacko est sous le coup d'une obligation de quitter le territoire (OQTF) faute de titre de séjour valide. Toute sa famille vit à Montreuil, en région parisienne, là où il a passé l'essentiel de son existence.

Des gens debout, refusant de s'asseoir et retardant le départ d'un avion : la scène s'est produite à deux reprises en quatre jours sur des vols Paris-Bamako à Orly. Les voyageurs ont été invités à se mobiliser contre l'expulsion d'un passager natif du Mali, qui a embarqué sous escorte policière. Quelques heures plus tôt, sur les réseaux sociaux, les soutiens du jeune homme lancent l'hashtag #LiberezMoussa. L'appel, relayé notamment par la militante anti-raciste Assa Traoré ou par le chanteur Kalash, compte sur une mobilisation collective à l'intérieur de l'avion pour empêcher le décollage. La première protestation porte ses fruits : Moussa est finalement ramené au sol.

Après la mobilisation des passagers le vendredi 28 juin 2024, il est renvoyé au centre de rétention administratif (CRA) du Mesnil-Amelot en Seine-et-Marne, où il est enfermé depuis un mois. Son expulsion est toujours programmée, mais un point d'interrogation demeure sur la date.

Mardi 2 juillet 2024, un nouvel appel : Moussa serait en partance pour l'aéroport. Un nouveau vol Paris-Bamako était effectivement prévu à 13h55. Une information que l'administration du CRA a gardée pour elle. Contactée quelques heures avant l'horaire affiché du départ, l'avocate de Moussa, ne savait toujours pas où se trouvait son client. *"Tout le monde refuse de me répondre. On me dit que je n'ai pas le droit de connaître ces informations et on me répond finalement qu'il y a un vol à 11 h 00, de l'aéroport de Roissy, vol qui en réalité n'existe pas."* Le jeune homme n'a lui non plus été informé de rien, alors que *"c'est son droit d'être averti d'un départ"*, précise son avocate. Elle dénonce une pratique de *"vols cachés"*, car les voyages sont censés être systématiquement inscrits sur les registres du CRA, mais celui-là n'y figurait pas. *"On nous dit que ce sont des erreurs de l'administration, mais quand ces erreurs se répètent beaucoup, ça interroge"*. Rapidement, la photo d'une *"note d'information"* distribuée aux passagers du vol Corsair à destination de Bamako confirme la présence de Moussa Sacko à bord. Une note précisant : *"Vous avez peut-être été sollicité, à titre personnel ou par des incitations, pour vous opposer à l'embarquement d'une personne expulsée de France [...] et qui embarquera sur le vol que vous empruntez aujourd'hui"*. Quelques lignes signées de la Police aux Frontières (PAF), qui détaillent la liste des peines encourues par quiconque tenterait de s'opposer au décollage de l'appareil. Quelques minutes plus tard, une vidéo tournée à l'intérieur de l'avion donne à entendre un message d'avertissement diffusé dans les haut-parleurs, menaçant les passagers d'une garde à vue et de *"la perte du billet aller-retour"*. Malgré la pression honteuse de la préfecture de police, des dizaines de passagers sont debout contre l'expulsion de Moussa. La solidarité est notre arme. Malgré cette pression policière sur les passagers, plusieurs personnes restent debout et parviennent à bloquer l'appareil pendant plus d'une heure. Mais la protestation ne suffit pas. L'avion finira par décoller avec Moussa à son bord. Un membre de son collectif de soutien, contacté par RFI était encore sous le choc du départ forcé de son ami : *"Nous, on va continuer à le suivre là-bas et à prendre de ses nouvelles le plus possible. On est très touché parce qu'on a beaucoup donné. On est persuadé qu'il aurait dû rester et que tout ça résulte d'une profonde injustice. Il y a énormément de vices de procédure. En même temps, on est touché par le fait que des gens se soient mobilisés pour lui. D'un autre côté, j'ai du mal à réaliser, on est révolté profondément et très touché pour lui. On espère que ça se passera bien pour lui là-bas."*

En 2022, Moussa Sacko avait reçu une première OQTF, suspendue à l'époque par le

Tribunal administratif. *"Il rentrait dans les dispositions prévues dans l'article L-611.3 qui protégeait les ressortissants étant arrivés avant l'âge de 13 ans, précise son avocate. Ces clauses de protection avaient une vraie importance pour la vie privée des individus. Elles visaient des cas spécifiques, des gens présents depuis 10 ou 20 ans de façon régulière sur le territoire français, des enfants scolarisés, des protections qui avaient du sens"*. Lorsqu'il est arrêté par la police en mai 2024, lors de l'évacuation du lieu associatif, le "En Gare", à Montreuil, une nouvelle OQTF est prononcée. Depuis le précédent jugement, la Préfecture n'a jamais délivré le titre de séjour auquel le Tribunal administratif lui donnait droit. Mais cette fois, la clause de protection n'existe plus : elle a été supprimée par la nouvelle loi Asile et Immigration, promulguée en janvier 2024.

En situation irrégulière, il est donc envoyé dans un Centre de rétention administratif en vue d'être expulsé. *"C'est dur pour lui, il a toute sa vie ici, déplore l'avocate. L'appel qu'on interjettera contre le jugement du tribunal administratif validant l'Obligation de quitter le territoire n'est plus suspensif. Donc un recours sera interjeté devant la Cour administrative d'appel, mais ça ne changera pas le fait que Moussa Sacko sera à Bamako au Mali, pays qu'il ne connaît pas du tout puisqu'il est arrivé à l'âge de cinq ans en France."* À Bamako, Moussa Sacko a donc été accueilli par des membres de l'association malienne des expulsés qui fournit assistance à tout migrant refoulé. Le président de l'organisation : *"Nous allons voir avec son collectif de soutien et son avocat pour qu'il puisse rentrer dans son droit. On va essayer de faire un plaidoyer auprès des autorités et les personnes compétentes, c'est-à-dire le ministère et le Haut conseil des Maliens de l'extérieur, et on verra comment ils peuvent nous aider à trouver les moyens faire repartir Moussa Sacko si c'est possible"*.

LES FEMMES AFGHANES SONT SUSCEPTIBLES D'OBTENIR "LE STATUT DE REFUGIEES"

La Cour nationale du droit d'asile (CNDA) a indiqué, dans une décision publiée jeudi 11 juillet 2024, que *"l'ensemble des femmes afghanes"* qui fuient leur pays en raison des mesures discriminatoires prises à leur encontre par les Talibans étaient désormais susceptibles d'*"obtenir le statut de réfugiées"* du fait de *"leur appartenance au groupe social des femmes afghanes"*.

"Les femmes et jeunes filles afghanes sont, dans leur ensemble, perçues d'une manière différente par la société afghane" et *"doivent être considérées comme appartenant à un groupe social susceptible d'être protégé comme réfugié"*, ont décidé les juges de la CNDA. Les Talibans, depuis leur retour au pouvoir en août 2021, ont *"porté atteinte"* aux *"droits et libertés fondamentaux des femmes et des jeunes filles afghanes"*, notamment en les excluant du gouvernement provisoire, *"ainsi qu'en remettant en cause leur droit à la santé, à l'éducation et leur liberté d'aller et venir"*, relève encore la Cour française. Les femmes, qui doivent se couvrir entièrement lorsqu'elles sortent de chez elles, n'ont plus le droit, également, de travailler pour les ONG et sont exclues de la plupart des postes de fonctionnaires. Ces *"graves mesures discriminatoires"* constituent des *"actes de persécution"* au sens de la convention de Genève, poursuit-elle.

Selon cette Convention établie en 1951, le statut de réfugié est accordé dans les cas où un étranger fait face à des persécutions *"en raison de sa race, sa religion, sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques"*. En prenant cette décision, la CNDA suit l'arrêt rendu le 16 janvier par la Cour de Justice de l'Union européenne, qui avait jugé que *"les femmes, dans leur ensemble, peuvent être regardées comme appartenant à un groupe social"* et prétendre au statut de réfugié si *"dans leur pays d'origine elles sont exposées, en raison de leur sexe, à des violences physiques ou mentales"*. *"C'est la première fois qu'en France est reconnu un groupe social de femmes, en raison de leur genre, pour un pays"*, commente-t-on à la CNDA, où l'on souligne que la question pourra ultérieurement être posée pour d'autres pays. Jusqu'ici en France, seules les femmes fuyant un mariage forcé, les fillettes craignant l'excision ou les femmes s'étant extraites d'un réseau de prostitution pouvaient bénéficier de la protection de la convention de Genève, du fait de leur appartenance à un *"certain groupe social"*.

"C'est une décision que nous espérons. Cela fait deux ans que nous plaçons pour que la France accepte de faire venir des femmes afghanes au motif qu'elles sont persécutées du fait de leur genre", a déclaré la directrice générale de France Terre d'Asile. "Nous espérons que cette décision nous permettra de mettre en place un programme pour les accueillir."

L'Afghanistan est le premier pays d'origine des demandeurs d'asile en France depuis cinq ans : 17 103 premières demandes d'asile ont été déposées en 2022, soit 15 % du total, selon l'Ofpra. À l'été 2021, le président Emmanuel Macron avait promis que la France resterait *"aux côtés des Afghanes"*, en pleine opération d'évacuation – 15 769 personnes entre le printemps 2021 et fin juillet 2023, selon les autorités. Deux ans plus tard, *"les femmes, en particulier les femmes seules et qui ne disposaient pas de l'entregent nécessaire, ont été largement délaissées"*, avait déploré le collectif Accueillir les Afghanes, notamment piloté par des journalistes. En août 2023, les experts des Nations unies sur l'Afghanistan avaient déjà appelé à accorder l'accueil inconditionnel aux afghanes, considérant que le système de discrimination mis en place à l'encontre des femmes, visant leur domination totale, *"constitu[ait] un crime contre l'humanité"*.

BAYONNE

Un Espagnol de 53 ans a été condamné ce jeudi 4 juillet 2024 par le tribunal correctionnel de Bayonne à quinze mois de prison avec sursis. Lors de son interpellation mardi 2 juillet 2024 à Bayonne devant le centre Pausa, il était en compagnie de trois hommes sans-papiers qu'il avait pris dans sa voiture à Irun. Ce procès est l'aboutissement d'une collaboration entre la France et l'Espagne. Ce sont les policiers de la police nationale espagnole qui ont alerté les policiers français de l'Oltim (office de lutte contre le trafic illicite de migrants) en octobre 2023. Sa voiture, une Mégane verte, est repérée. Elle est géolocalisée, tout comme son téléphone portable. En six mois, il a effectué à une trentaine de reprises le même trajet. Il faisait monter les migrants à proximité du centre de la Croix-Rouge d'Irun. Il franchissait la frontière par le col d'Ibardin et déposait ses passagers à Pausa, (le centre d'accueil des migrants) à Bayonne ou à la gare de Saint-Jean-de-Luz.

À la barre du tribunal, l'homme reconnaît les faits, mais affirme avoir agi par pur humanisme, c'est ce que plaide d'ailleurs son avocate. Lui-même est arrivé il y a quelques années du Maroc. Il a été aidé, alors oui, il a transporté des migrants. Il se faisait payer, lui dit défrayer et sans fixer le prix. Les migrants lui donnaient entre vingt et cinquante euros. *"Avec la sémantique, on peut tout dire et tout habiller"*, ironise le procureur de la République de Bayonne. *Il est plus séduisant d'habiller les infractions pénales par le prisme de la solidarité"*. Il requiert **15 mois de prison ferme** et l'interdiction de territoire français pendant cinq ans. Le tribunal a suivi ces réquisitions en partie. L'homme écope de quinze mois avec sursis simple et l'interdiction de territoire français pendant cinq ans. Il habite Hendaye depuis des années !

<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/pays-basque-un-passeur-condamne-pour-avoir-fait-franchir-une-trentaine-de-fois-la-frontiere-a-des-migrants-4003887>

BOULOGNE-SUR-MER

Pour venir en aide aux migrants qui tentent de traverser la Manche, les secours investissent dans les dernières technologies optroniques. Des caméras infrarouges viennent ainsi d'être installées au Sémaphore de Boulogne-sur-Mer, sur les hauteurs de la ville. Cet outil technologique vient compléter un dispositif de secours en mer très renforcé depuis deux ans, avec deux bateaux en plus, un doublement des effectifs humains de coordination des sauvetages en mer, au Cross (le centre opérationnel du cap Gris-Nez) et des survols de drones.

Un joystick entre les mains, les yeux rivés sur un écran, le quartier-maître recherche une embarcation au loin. Ses yeux et ses jumelles ne suffisent pas : *"Si on veut zoomer sur un bateau en particulier, on va se mettre ici et activer le tracker et après on va pouvoir zoomer. La caméra va suivre le bateau tout au long de son périple."* Ces deux grosses caméras scannent en permanence le littoral,

raconte le directeur chez John Cockerill défense : *"Le système va détecter jusqu'à 20 kilomètres. Un autre système est asservi à celui-ci qui permet de aller faire une levée de doute et caractériser si ce bateau part du port, s'il revient vers le port, est-ce que c'est un bateau dangereux, quels sont les équipiers qui sont à bord ... Du coup, les opérateurs de la Marine vont pouvoir donner une meilleure information."* À cette distance-là, le système permet de repérer un homme sur une petite embarcation et de voir s'il porte ou non un gilet de sauvetage, ce qui va permettre aux opérateurs chargés de la surveillance d'être plus efficaces, explique le chef de quart au Sémaphore de Boulogne : *"La caméra va nous permettre de couvrir l'intégralité de la zone des eaux territoriales françaises, de jour comme de nuit. Après, le système permet, vu qu'il y a une partie automatisée via son scanner, de donner du temps à l'opérateur. il peut ainsi se concentrer sur d'autres tâches annexes, comme par exemple la veille phonique et la veille visuelle sur d'autres bateaux."* Une fois le bateau suivi par la première caméra, la seconde poursuit le travail de scan sur le plan d'eau. Un bond technologique pour sauver des vies, rappelle le Préfet maritime de la Manche et de la mer du Nord : *"Dans l'organisation des secours, cela veut dire précocité de la détection et de l'identification, quelle que soit la météo, puisque ces caméras percent le brouillard, donc une information transmise en quasi temps réel au Cross, qui pourra déclencher les secours et lever les doutes sur les vraies et les fausses urgences."*

Ce système, qui sera installé également au Sémaphore de **Dunkerque**, représente un investissement unitaire d'1,3 million d'euros. Il est financé par les Britanniques dans le cadre du traité de Sanshurst. Depuis le centre opérationnel de sauvetage du cap Gris-Nez, près de 3.000 migrants ont pu être secourus depuis le début de l'année.

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/le-semaphore-de-boulogne-sur-mer-s-equipe-de-cameras-infrarouges-pour-mieux-detecter-les-embarcations-de-migrants-3316904>

CHASSEY-LES-MONTBOZON - EN HAUTE-SAONE

Le propriétaire du domaine du Val de Bonnal à Chassey-lès-Montbozon, en Haute-Saône, a été condamné à neuf mois de prison avec sursis ce jeudi 4 juillet à Vesoul, plus de cinq ans après la mort d'un jeune migrant de 15 ans, retrouvé noyé dans son lac. Le drame avait ému le département de la Haute-Saône, et bien au-delà.

Le 24 juillet 2019, un adolescent de 15 ans est mort noyé au plan d'eau de Val Bonnal. Ce jeune Camerounais, arrivé quelques semaines plus tôt en France, participait à un camp de vacances au centre de Beaumotte, près de Rioz. L'association, le propriétaire du domaine du Val de Bonnal, ainsi qu'un surveillant de baignade ce jour-là, ont été jugés au tribunal correctionnel de Vesoul, jeudi 4 juillet 2024, pour homicide involontaire.

Le tribunal correctionnel a rendu son jugement après plus de 4 heures de débats. L'association du centre de Beaumotte est condamnée à une peine d'amende de 6.000 euros assortis d'un sursis simple (le sursis simple est soumis à la simple condition de ne pas commettre de nouvelle infraction). L'association est reconnue coupable de négligence. D'après l'enquête, aucune consigne de sécurité n'avait été donnée aux 13 jeunes emmenées ce jour-là au lac. *"Une sortie, organisée à la hâte, sans aucune organisation"*, complète le procureur de la République. Le surveillant de baignade écope lui d'une amende de 4.000 euros avec sursis. Le 24 juillet 2019, il surveille le lac alors que son brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique (BNSSA) n'est pas à jour. *"Il a accepté le poste sciemment, alors qu'il s'avait qu'il n'était pas en règle. Une telle faute aurait dû conduire à l'interdiction de la baignade ce jour-là, ce qui aurait évité ce drame"*, estime la présidente. Mais le plus sévèrement condamné, c'est le propriétaire du domaine du Val de Bonnal. L'homme, âgé de 76 ans aujourd'hui, est reconnu coupable. Et condamné à neuf mois de prison avec sursis. Sa société devra régler 10.000 euros d'amende, dont 5.000 avec sursis. *"La cause de la mort de jeune garçon, c'est la noyade. Si Monsieur DM n'avait pas ouvert le lac ce 24 juillet 2019, il n'y aurait pas eu de noyade. Monsieur n'aurait jamais dû ouvrir en sachant que le diplôme de son surveillant de baignade n'était pas à jour"*, conclut la présidente. Maître Lassus-Philippe, avocate du propriétaire du lac et de sa société, annonce qu'elle conseillera à son client *de faire appel de ce jugement*.

<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/jeune-migrant-mort-noye-en-haute-saone-le-propretaire-du-lac-condamne-a-de-la-prison-avec-sursis-5245668>

MODANE

Deux ressortissants turcs sont en garde à vue à Modane. Il leur est reproché d'avoir tenté de faire entrer en France des personnes en situation irrégulière dans la nuit du mardi 9 au mercredi 10 juillet 2024. C'est vers trois heures du matin qu'ils ont été contrôlés sur la RD 1006 au niveau de Lanslevillard alors qu'ils arrivaient d'Italie. Les policiers ont constaté qu'il y avait à bord de la voiture trois personnes en situation irrégulière et un mineur non-accompagné. Les personnes en situation irrégulière sont en rétention administrative

<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/savoie-deux-passeurs-arretes-a-modane-avec-trois-personnes-en-situation-irreguliere-dans-leur-voiture-8463788>

PARIS

Les jeunes migrants de la Maison des métallos évacués dans des gymnases

Mercredi 3 juillet, les 230 occupants ont été évacués de l'établissement culturel du 11^e arrondissement de Paris, vers des gymnases de la capitale. D'après l'adjointe aux solidarités de la mairie de Paris, l'essentiel des jeunes migrants ont été transférés vers un gymnase du XVII^e arrondissement. Les autres ont été emmenés dans deux gymnases déjà ouverts pour ces publics, dans les Xe et XIV^e arrondissements. Les jeunes avaient été avertis, la veille, par des agents de la mairie. *"La nouvelle en a angoissé certains, puisque la municipalité nous avait dit n'avoir que 195 places disponibles, pour 230 personnes. Et puis finalement, le jour J, c'était le soulagement : tout le monde a été mis à l'abri"*. Cette occupation était la septième d'un bâtiment municipal parisien depuis fin 2023. Saisie par la mairie de Paris, qui évoquait un *"préjudice financier important"* causé par l'annulation des spectacles prévus dans ce lieu, la justice avait ordonné le 5 juin 2024 l'évacuation du bâtiment.

La plupart des exilés de la Maison des métallos sont en procédure de recours pour la reconnaissance de leur minorité. Mais en attendant la décision du juge pour enfants qui peut prendre plusieurs mois, ils sont livrés à eux-mêmes dans les rues. Certains ont passé des mois sans toit, avant de finalement trouver refuge dans la Maison des métallos. *"C'est vraiment la galère. Trouver de la nourriture, dormir au sec... C'est très dur"*. *«Tous les petits endroits qu'on trouve, la police finit par venir nous en chasser". "Tout ce qu'on demande, c'est d'être traité dignement, un logement, avoir accès à une formation, pouvoir travailler et vivre..."*.

Le Collectif des jeunes du parc de Belleville - qui soutient les mineurs depuis le début de l'occupation - demandent que les occupants puissent *"rester à l'intérieur de leur gymnase 24h/24 pendant toute la durée des Jeux olympiques et paralympiques et au-delà"*, et que tous les jeunes reçoivent *"une attestation d'hébergement"*, précieux sésame pour bénéficier de l'Aide médicale d'État (AME) notamment. *"La mairie nous a dit que les jeunes pourront rester dans le gymnase le temps des JO, et des attestations d'hébergement leur seront bien délivrées. Mais pour l'instant, cela reste un accord oral. Nous n'avons pas de confirmation officielle"*. Les mineurs sont en revanche assurés d'être hébergés dans les gymnases pour une *"durée indéterminée"*. *"Il n'y aura pas de remise à la rue, au moins jusqu'au transfert des jeunes dans d'autres dispositifs appartenant à l'États"*.

Le sort de 21 familles hébergées aux côtés des mineurs est lui, beaucoup plus incertain. Car la mise à l'abri de la mairie prend fin, officiellement, mercredi 9 juillet 2024. *"On ne sait si après cette date, les personnes seront prises en charge ailleurs, ou si elles seront remises à la rue"*.

"Pour les jeunes, cette mise à l'abri est une victoire, car ils ont enfin obtenu une solution d'hébergement. Et puis ils sont contents d'être ensemble, en trois mois, ils ont tissé des liens. Mais ils dénoncent aussi des conditions de vie peu adaptées à la cohabitation de 150 personnes sur un

même lieu. Ils continuent donc de se battre pour obtenir d'autres solutions, pour eux, comme pour d'autres mineurs qui peuvent se retrouver dans cette situation". Dans les gymnases, les jeunes migrants dorment sur des lits picots, alignés les uns à côté des autres sur le terrain de sport principal. Quelques douches et toilettes sont à leur disposition. Et jusqu'au début des JO, ils doivent quitter chaque jour le gymnase entre 8h et 9h le matin, et en revenir le soir, entre 20h et 22h.

À Paris comme ailleurs en France, le quotidien des mineurs isolés s'avère souvent très difficile. Une enquête menée par Action contre la faim et publiée en mai 2024 dresse un constat alarmant : dans la capitale française, 53% des mineurs isolés de moins de 16 ans, en majorité guinéens et ivoiriens et en errance sur le sol français, sont en situation de "faim sévère". *"C'est évidemment indigne pour la France qui n'est pas à la hauteur de ses obligations en matière de faim". "C'est même intolérable"*. Des mineurs en recours ne peuvent pas se déplacer dans Paris pour manger : certains sont trop fatigués de marcher, après des nuits "chassés par la police", préféreraient attendre "un seul repas" dans la zone où ils se reposent. D'autres ont peur de se faire arrêter dans les transports publics sans tickets ou passe Navigo. D'autres encore n'ont pas connaissance des points de distribution, perdus dans un pays qu'ils découvrent totalement. *"Évidemment, il faut être prudent avec les chiffres, ne pas comparer avec l'incomparable car tout dépend de l'échantillonnage de personnes interrogées, mais 53 % de faim sévère, c'est un niveau qu'on trouve plutôt dans des contextes de crises humanitaires aigües, comme en Afrique de l'Ouest"*. *"C'est un chiffre qui marque une tendance inquiétante, dont on ne peut pas détourner le regard"*.

Sept hommes sont jugés pour proxénétisme aggravé des femmes nigérianes sans papiers

Entourées par une flopée de travailleuses sociales, des Nigérianes se sont assises pour la première fois sur les bancs de la cour criminelle départementale de Paris lundi 24 juin 2024. Le regard inquiet, elles ont brièvement tourné la tête vers le box des accusés. Sept hommes, tous Nigériens, y sont assis. Ils sont âgés de 27 à 44 ans et se connaissent. Ils sont suspectés d'avoir exploité plusieurs femmes, toutes nigérianes, au sein d'un réseau de proxénétisme actif entre l'Italie et la France. Arrêtés en juin 2021, ils sont mis en examen pour proxénétisme aggravé (car en bande organisée) et traite des êtres humains et risquent jusqu'à vingt ans de prison. Entre 2019 et 2021, ils auraient mis en place un redoutable stratagème basé sur la *"gestion partagée des femmes, impliquant des menaces et une surveillances mutuelles accentuant l'effet de groupe"*, comme l'a indiqué la présidente de la cour criminelle, juridiction intermédiaire entre la cour correctionnelle et la cour d'assises.

L'un des principaux mis en cause, est soupçonné d'avoir fait travailler jusqu'à sept femmes à la fois. Son avocat n'a pas souhaité faire de commentaire avant l'ouverture des débats. L'une des parties civiles, dit lui avoir rapporté entre 6 000 et 7 000 euros en se prostituant. Une autre, estime lui avoir remis entre 11 000 et 12 000 euros sur l'année 2018-2019. Si certaines ont entretenu des relations intimes voire amoureuses avec leurs proxénètes, toutes les accusent de violences physiques, notamment de coups de ceinture. Plusieurs d'entre elles dénoncent également des avortements forcés, soit à l'aide de coups dans le ventre, soit par l'absorption de Cytotec, un médicament provoquant l'expulsion du fœtus.

Comme souvent pour ce type de procès, l'affaire pénale a débuté par une dénonciation. Une association, la Mist, spécialisée dans la traite d'être humain à caractère sexuel, a multiplié les maraudes depuis 2020 pour détecter les femmes sous emprise et tenter de les sortir des réseaux de prostitution. *"Elles mettent du temps à comprendre ce qu'il leur est arrivé. Il y a des systèmes d'emprise amoureuse, explique une avocate au barreau de Paris qui connaît bien ce genre de dossiers. Tous les jours à Bénin City [capitale de l'État d'Edo, au Nigeria], il y a des choses atroces. Ces femmes-là portent la responsabilité de leur famille, car ce sont souvent les aînées. En venant en Europe, elles sauvent leur famille, mais contractent aussi une dette. Il y a un sentiment sacrificiel qui rentre en jeu"*. Et pour cause, les dossiers de proxénétisme nigériens se sont enchaînés depuis dix ans, de Bordeaux à Paris en passant par Marseille. Selon un rapport ministériel publié en 2021, 63% des

victimes d'exploitation sexuelle en matière de traite d'être humain étaient originaires du Nigéria.

Mais contrairement aux précédents procès, il s'agit d'un des premiers à se tenir devant une cour criminelle départementale, et non une cour correctionnelle, la peine encourue sera donc plus lourde. La justice soupçonne en effet les sept accusés d'appartenir à une branche française du cult "Maphite". À l'origine conçus comme des fraternités étudiantes dans les universités nigérianes, les cults sont devenus dans les années 1990 des organisations criminelles hiérarchisées, dont certaines collaborent avec la mafia italienne. *"Ils ont tissé un lien avec la mafia italienne, puisque celle-ci faisait transiter la cocaïne d'Amérique du Sud par le port de Lagos, au Nigéria"*, indique l'avocat. À partir de 2015, ils ont profité de l'arrivée massive de migrants nigériens pour opérer dans la traite d'êtres humains, et notamment le proxénétisme. En 2016, ce sont pas moins de 40 000 Nigériens qui ont ainsi débarqué en Italie. Quasiment tous originaires de l'État d'Edo, les sept accusés sont arrivés en Europe à la même période. Certains ont travaillé quelques années en Italie avant de gagner la France. Pour la plupart sans emploi déclaré, ils se défendent d'avoir exploité des femmes, même si certains connaissent leur activité de prostituée. Plusieurs reconnaissent leur adhésion au cult "Maphite" mais le décrivent comme une organisation d'entraide communautaire, bien loin de l'image criminelle, mafieuse, à laquelle il est désormais associé. Lors des perquisitions, les enquêteurs ont pourtant retrouvé chez certains d'entre eux des bérets militaires verts, leur couleur distinctive. D'autres ont mis la main en Italie sur une "Green Bible", document qui fixe les objectifs de l'organisation.

Prévu jusqu'au 9 juillet 2024, le procès devrait permettre d'en apprendre davantage sur l'organisation obscure des "cults" en Europe, et surtout d'entendre les parties civiles sur leur calvaire. *"Ma cliente est pleine de courage, elle tient à venir témoigner au procès et à dénoncer ces agissements"*, a ainsi déclaré par téléphone l'une des avocates d'une d'entre elles.

PARIS - JEUX OLYMPIQUES

L'équipe paralympique des réfugiés dévoilée

Le 10 juillet 2024, les noms des membres de l'équipe paralympique des réfugiés ont été dévoilés. Huit athlètes originaires du Cameroun, de Syrie, d'Afghanistan ou encore d'Iran et un coureur guide ont été sélectionnés pour les Jeux de Paris 2024, soit la plus grande équipe paralympique de réfugiés jamais créée, a annoncé le Comité international paralympique (CIP). Représentant plus de 120 millions de personnes déplacées de force et 1,2 milliard de personnes ayant un handicap dans le monde, ces huit athlètes sont basés dans six pays et concourront dans six sports : para-athlétisme, para-haltérophilie, para-tennis de table, para-taekwondo, para-triathlon et escrime en fauteuil roulant.

"Ces athlètes ont persévéré et fait preuve d'une incroyable détermination pour se rendre à Paris 2024 et donner de l'espoir à tous les réfugiés du monde entier. L'équipe paralympique des réfugiés met en lumière l'impact transformateur du sport", a déclaré le président du CIP.

Le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, a affirmé pour sa part que *"les réfugiés s'épanouissent lorsqu'on leur donne la possibilité d'utiliser, de développer et de mettre en valeur leurs compétences et leurs talents, dans le sport et dans de nombreux autres domaines de la vie"*. *"Le sport est essentiel à leur bien-être mental et physique, ainsi qu'à leur inclusion et leur intégration dans les communautés qui les accueillent"*.

Parmi les sportifs appelés à concourir : le Camerounais, 4e d'une épreuve du 400m à Tokyo 2020. Plus jeune, le jeune homme aspirait à une carrière de footballeur. Il s'est finalement tourné vers l'athlétisme lorsqu'il est devenu malvoyant. *"Lorsque j'ai perdu la vue, je pensais que sans le sport, ma vie était finie"*, raconte-t-il au CIP. *"C'est pourquoi le jour où j'ai réalisé que je pouvais continuer a été un très grand jour pour moi"*. À Paris, il sera accompagné de son guide et camarade réfugié. Au-delà de la performance sportive, il souhaite passer un message. *"Il faut se faire confiance et ne jamais abandonner. Je veux montrer au monde qu'être aveugle ne signifie pas que votre vie est finie. Vous pouvez toujours faire de grandes choses"*.

Un autre, triathlète cette année et déjà participant au 50 m et 100m nage libre à Tokyo en 2021 et Rio en 2016, fera aussi partie du voyage. Né à Deir ez-Zor, en Syrie, l'athlète de 35 ans a perdu une jambe en 2012 lors d'une explosion, alors qu'il tentait de secourir un de ses amis. Il a fui peu de temps après vers la Grèce en fauteuil roulant, sans argent en poche.

Du côté des femmes, l'équipe pourra compter sur la combattive, para-taekwondoïste afghane. L'athlète avait fait la une des journaux lors de sa participation à Tokyo 2020, quelques jours seulement après sa fuite éprouvante d'Afghanistan. Née en 1998 avec un bras atrophié dans la province d'Hérat, Zakia elle est la première femme de son pays à poursuivre une carrière internationale en ce sport. *"J'ai commencé à m'entraîner en secret [en Afghanistan] dans une salle de 9m², sans aucune installation. En faisant du sport, je voulais briser les barrières et déjouer les contraintes qui m'enfermaient. Je voulais réaliser mon rêve"*.

Les autres athlètes qui composent l'équipe sont : Iraniens lanceur de poids), (dynamophilie), (tennis de table), l'Afghan (taekwondo) et le Colombien (escrime). L'équipe paralympique sera dirigée par le chef de mission représentant du Zimbabwe en tennis-fauteuil aux Jeux paralympiques de Londres en 2012. *"Nous avons l'équipe paralympique des réfugiés la plus forte et la mieux préparée de l'histoire. Elle est un modèle pour nous tous"*.

STRASBOURG

Près de 200 personnes sont installées depuis plusieurs semaines sur un campement à quelques mètres du stade de la Meinau à Strasbourg. La justice étudie depuis mercredi 10 juillet 2024 la demande d'évacuation formulée par l'Eurométropole.

Cela fait plus de deux mois, qu'elles sont installées sous des tentes, dans un campement de fortune à quelques pas du stade de la Meinau à Strasbourg. Près de 200 personnes, venues d'Afghanistan, de Syrie, mais aussi de Géorgie et d'Albanie, tentent de trouver refuge en France. Plus pour longtemps : la justice s'est emparée du dossier mercredi 10 juillet 2024, avec une audience en lien avec la procédure d'expulsion lancée par l'Eurométropole de Strasbourg. *"Depuis 2022, on est dans l'obligation de demander l'expulsion pour ces sites-là, pour pouvoir mettre à l'abri les personnes qui y sont"*, justifie l'adjointe en charge de la Ville inclusive. La décision a été mise en délibéré par la justice et devrait être traitée dans les jours à venir.

Dans une des tentes installée juste à côté d'un cours d'eau, la tente est scotchée par endroit, après avoir été abimée par des ragondins. *"Chaque nuit ils viennent manger la nourriture, les baguettes tout ça... Les conditions de vie sont difficiles ici. Il y a beaucoup d'eau, tout est mouillé. Parfois il fait très chaud, parfois très froid. Et puis il y a les moustiques."*

Un peu plus loin, une famille de onze personnes vivent dans la tente. Ils voyagent depuis trois ans et l'arrivée des talibans en Afghanistan. *"On a pris nos visas et nos billets pour l'Iran. Après, on est allé au Brésil, ensuite à Cayenne en Guyane. Mais il n'y avait pas de sécurité là-bas. Alors on est arrivé ici il y a deux mois."* Chaque jour la famille appelle le 115 pour avoir un hébergement d'urgence à l'abri de la pluie. Sans succès. Elle attend désormais la décision de la justice avec fébrilité. *"On espère qu'elle va nous trouver un logement ici. On ne veut pas encore voyager ailleurs. On souhaite rester à Strasbourg parce que l'école est de qualité, les soins sont bien"*, poursuit-elle.

"Tous les jours des gens s'installent. les toilettes, l'eau, ce n'est pas suffisant", pour cette syrienne partie depuis bientôt dix ans. La Mairie de Strasbourg, pour une *"d'une politique de réduction des risques"*, a installé des cabines de toilettes, un point d'eau et travaille avec une association pour faire un diagnostic social des personnes sur place. *"On fait notre maximum mais le but ce n'est pas que le site perdure. Tant qu'il n'y a pas une réforme sur l'hébergement d'urgence, sur l'accès au logement et sur la régularisation des personnes qui arrivent sur notre territoire, le problème restera le même. Avec quatre autres villes, on a fait un recours contre l'Etat sur sa politique d'hébergement d'urgence. On attend de voir ce que proposera le prochain gouvernement"*. Si la justice valide l'évacuation, les personnes résidant dans les tentes auront 8 jours pour quitter les lieux, avant que la

police n'intervienne. Un gymnase devrait être alors réquisitionné par la préfecture pour qu'elle étudie les demandes.

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/tous-les-jours-des-gens-s-installent-la-justice-etudie-la-demande-d-evacuation-du-campement-de-la-meinau-3747175>

MANCHE

Quatre personnes sont mortes noyées

Vendredi 12 juillet 2024, 4 personnes sont mortes noyées en tentant de rejoindre l'Angleterre via la Manche. 60 migrants avaient quitté les côtes jeudi soir 11 juillet 2024 lorsque leur bateau pneumatique s'est retrouvé en difficulté vers 4h du matin, l'un des boudins s'étant dégonflé. Le navire de sauvetage des autorités françaises et un bateau de pêche qui se trouvaient à proximité du naufrage au large de Boulogne-sur-Mer sont intervenus rapidement. Les équipages ont passé une heure à récupérer les passagers, dont beaucoup étaient tombés à l'eau.

56 migrants ont été secourus. Malgré l'intervention des secours, 4 autres sont décédés. C'est un hélicoptère des autorités qui a repéré les quatre corps inanimés dans l'eau, trois étaient à la dérive, un quatrième se trouvait sur l'épave du canot. Les dépouilles ont été récupérées. Une équipe médicale dépêchée sur place n'a pas pu les ranimer et a constaté leur décès. La nationalité des victimes pourrait être "somalienne, érythréenne ou éthiopienne". Neuf rescapés ont été hospitalisés en urgence relative. Après la présence d'un hélicoptère, un survol par drone se poursuivait vendredi matin sur les lieux du drame pour vérifier qu'aucun autre naufragé ne s'y trouvait. "*Un seul migrant était porteur d'un gilet de sauvetage, et (...) quelques autres étaient munis de chambres à air*", a encore déploré le préfet, décrivant "*des embarcations de très mauvaise qualité, car sous-gonflées, sans plancher*", "*sous motorisées*".

Cette tragédie porte à 19 le nombre de personnes mortes en tentant de rallier le Royaume-Uni clandestinement depuis les côtes françaises depuis le début de l'année. Plus de 14 000 personnes ont atteint les côtes anglaises clandestinement en 2024, selon des chiffres officiels britanniques rendus publics mi-juillet. Cela représente une hausse de 10 % par rapport à la même période l'an dernier, malgré le durcissement opéré par les gouvernements conservateurs de ces dernières années. Avec ces nouveaux décès, 2024 devient l'année la plus meurtrière depuis 2021, lorsque 27 migrants, majoritairement des Kurdes irakiens, âgés de 7 à 46 ans étaient morts noyés dans le pire drame migratoire jamais enregistré dans la Manche.

153 migrants secourus par les autorités françaises

153 migrants, qui tentaient d'atteindre le Royaume-Uni, ont été secourus jeudi 27 juin 2024 par les forces françaises. "*Deux embarcations en difficulté dans le détroit*" du Pas-de-Calais sont "*signalées au Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage (CROSS) Gris-Nez*". Dans la nuit de mercredi à jeudi 27 juin 2024, un canot "*très chargé*" prend la mer et "*après quelques heures de navigation*", les exilés à bord "*demandent assistance*". Les secours récupèrent sur cette embarcation 77 naufragés et les déposent au port de Calais. Jeudi matin, une seconde embarcation en difficulté est secourue avec à son bord 76 personnes déposées au port de Boulogne-sur-Mer. Une fois à quai, les naufragés ont été "*pris en charge par les services de secours terrestres et la police aux frontières*". Lors de ces opérations, les forces françaises n'obligent jamais les migrants à être secourus. "*Si personne ne demande d'assistance, que le canot avance à allure régulière, on reste à distance et on le suit. On ne force personne à être secouru, mais en cas de problème, on est là pour agir*", a expliqué la porte-parole de la Premar. En agissant ainsi, les autorités veulent éviter à tout prix un accident. "*Les conséquences d'un sauvetage forcé, comme l'effet de foule, peuvent être dramatiques. Les dernières personnes décédées en mer ne sont pas mortes noyées mais piétinées par les passagers, au large, après un mouvement de panique*"

Augmentation des départs en Baie de Somme

En France, des interceptions d'exilés ont eu lieu, sur la terre ferme. Mardi 18 Juin 2024, 36 migrants ont été arrêtés dans une forêt entre Monchaux et Quend Plage, à près de 100 km au sud de Calais (voir lettre 85). Depuis plusieurs mois, les départs d'embarcations se font de plus en plus loin des côtes anglaises. "*Si avant, les migrants mettaient six ou huit heures pour aller de Calais à Douvres, désormais ils partent de Berck, du Touquet... Ils doivent donc doubler voire tripler ce temps de trajet en mer*", s'est inquiétée une personne de l'association Utopia 56. La pression exercée par les forces de l'ordre pousse les exilés à chercher d'autres voies de passage, notamment dans la Somme (voir Cayeux-sur-mer, lettre 85). De cette région jusqu'au littoral de Dunkerque, des milliers de migrants continuent, malgré les effectifs policiers déployés à cet endroit, à prendre la mer pour l'Angleterre. Depuis le début de l'année, plus de 12 000 personnes ont traversé la Manche depuis les côtes françaises, soit une hausse de 18% par rapport à la même période l'an dernier. Les naufrages sont également nombreux. Au moins 16 exilés sont morts dans le détroit en 2024.

Un nouveau barrage anti-migrants dans la Canche

Un nouveau barrage anti-migrants va être installé dans la Canche, selon un article publié le 25 juin 2024 par la Voix du nord . Il sera posé, comme les précédents, sur les berges de la ville d'Étaples, dans le Nord de la France. Le dispositif consiste en l'installation d'une ligne de bouées qui traversent le fleuve de part en part, fixées à deux piliers en béton. Le but : contrer le phénomène des "taxi-boats", qui prennent la mer depuis les cours d'eau en amont pour éviter les contrôles renforcés le long du littoral. Un premier barrage flottant avait été installé en été 2023. Puis, une seconde ligne de bouées avait ensuite été posée au même endroit, en septembre 2023, pour renforcer ce premier dispositif. Pour le chef de l'Office de lutte contre le trafic illicite de migrants (OLTIM), qui traque les filières d'immigration clandestine dans toute la France, ces bouées permettent de contrecarrer les plans des trafiquants. "*Le bateau [des passeurs] gonflé est mis à l'eau sur des cours d'eau qui rejoignent la mer. Les passeurs espèrent ensuite charger les passagers à un endroit bien précis [de la Canche], ce qui permet d'éviter l'interception sur les plages*". Les autorités françaises espèrent ainsi bloquer les embarcations avant que ces dernières n'atteignent la mer – et ensuite le Royaume-Uni.

Mais quelques mois après leur installation, dans la nuit du 30 au 31 mars, l'un des barrages avait été détruit, puis endommagé le 11 mai 2024. Certainement l'œuvre de passeurs, selon les autorités. Preuve que le dispositif dérange. Pourtant, plus de 12 000 migrants ont traversé la Manche depuis le début de l'année, un record, soit 35 % de plus qu'en 2023 à la même période.

Le nord de la France compte deux autres installations de ce type : un dans l'Authie construit en amont du port de la Madelon (près du Fort-Mahon) en janvier, et un autre dans le canal des Dunes, près de Dunkerque inauguré en 2021. Selon les associations d'aide aux migrants, présentes dans le nord de la France, ces barrages flottants augmentent au contraire les risques liés aux traversées. En mars, un syrien et une fillette ont péri noyés dans le canal de l'Aa en tentant de monter dans une embarcation de fortune.

MEDITERRANEE

FRONTEX

Frontex accuse les garde-côtes grecs de la mort de quatre migrants en mer Égée

Une enquête du journal espagnol El País, publiée le 6 juillet 2024, révèle que l'agence de surveillance des frontières européennes (Frontex) était au courant du rôle joué par les garde-côtes

grecs dans la mort de quatre exilés en mer Egée en 2022. Des exilés ont été arrêtés par des hommes masqués, renvoyés en Turquie par la mer et forcés de se jeter à l'eau, certains les mains menottées. Quatre personnes ont trouvé la mort au cours de ces refoulements violents menés par des garde-côtes grecs. Le journaliste du quotidien espagnol, a eu accès à des rapports du Bureau des droits fondamentaux de Frontex dans lesquels l'agence accusait, dès mars 2023, les garde-côtes grecs de tels agissements.

Le premier rapport évoque en effet la mort de trois migrants au cours d'un refoulement depuis l'île grecque de Chios vers la Turquie, le 6 août 2022. Le second texte rapporte des faits qui ont eu lieu en septembre 2022, sur l'île grecque de Samos. Sept exilés ont été arrêtés et expulsés vers la Turquie. Selon le document, ils ont été forcés de se jeter à l'eau dans les eaux territoriales turques. L'une des personnes s'est noyée, les autres ont pu être secourues par des garde-côtes turcs.

"Les deux documents ont été mis à la disposition du public par Frontex (...) Mais la collaboration des garde-côtes grecs avec des hommes cagoulés et armés lors d'expulsions collectives illégales est également constatée dans deux autres rapports internes du [Bureau des droits fondamentaux de Frontex], auxquels El Pais a eu accès, et qui n'ont pas été publiés jusqu'à présent", indique le journal. Cette reconnaissance de l'implication des garde-côtes grecs dans les refoulements en mer Égée contredit une nouvelle fois la version officielle des autorités grecques qui n'ont jamais admis pratiquer de telles expulsions. De nombreuses enquêtes journalistiques ainsi que des rapports d'ONG ont pourtant prouvé le contraire ces dernières années.

Frontex poursuivie en justice

La connaissance de ces faits par Frontex relance également la question du bien-fondé de la présence de l'agence européenne en Grèce si de tels agissements sont tolérés. Une plainte est en cours d'instruction devant la Cour de justice de l'Union européenne à ce sujet, rappelle El Pais. Un survivant du refoulement de septembre 2022 a porté plainte contre Frontex avec l'aide de l'ONG juridique Front-Lex. Le plaignant est un Congolais dont le meilleur ami est mort dans le refoulement en question. Dans sa plainte, le Congolais demande même le retrait de Frontex en Grèce, au vu de ses nombreuses défaillances. Il faut dire que le rôle de l'agence européenne est régulièrement décrié dans la région de la mer Egée, notamment pour son manque d'implication dans les opérations de sauvetage de migrants en Méditerranée. Un retrait pointé du doigt à la suite du naufrage meurtrier de Pylos, en juin 2023. Frontex avait repéré le bateau en difficultés mais n'avait pas envoyé de signal de secours.

En février dernier, la médiatrice de l'Union européenne avait dit regretter que Frontex n'ait pas « joué une rôle plus actif » pour sauver les exilés. Ce jour-là, plus de 500 exilés sont morts, faute d'une opération de sauvetage menée dans les temps. Plus récemment, les organisations Refugees in Libya et Front-LEX ont déposé un recours afin que Frontex, cesse sa surveillance aérienne de la Méditerranée centrale. Ses activités de géolocalisation permettent aux Libyens d'intercepter les canots de migrants en mer et de les ramener en Libye. Aux yeux des plaignants, Frontex se rend complice des crimes commis par le pays (détention arbitraires de migrants, meurtres, tortures, viols...).

DES GARDE-COTES LIBYENS, MUNIS DE BATONS, FRAPPENT DES MIGRANTS QUI VENAIENT D'ETRE SECOURUS

Nouvelle preuve de violences de la part des garde-côtes libyens à l'encontre des migrants. Le Sea Bird, l'avion de surveillance de l'ONG allemande Sea-Watch qui survole la Méditerranée centrale, a été témoin d'une interception brutale au large de la Libye. Les humanitaires ont publié sur leurs réseaux sociaux mercredi 19 juin 2024 une vidéo montrant des hommes frapper violemment des personnes subsahariennes à bord d'un navire commercial. Les bourreaux sont des garde-côtes libyens, selon Sea-Watch, et les victimes des migrants.

La scène s'est déroulée la veille, mardi 18 juin 2024, en Méditerranée centrale. Une soixantaine d'exilés, à bord d'une embarcation qui coule, sont secourus dans les eaux internationales par un pétrolier battant pavillon du Panama. Les garde-côtes libyens, responsables de la zone, interviennent peu de temps après pour prendre en charge les migrants. Ils montent à bord du bateau, "menacent l'équipage" et, munis de bâtons, "forcent les naufragés à monter" sur leur patrouilleur, relate Sea-Watch. L'ONG tente d'interrompre ce "refoulement brutal" en contactant l'équipe du pétrolier par radio. La discussion a été enregistrée et diffusée dans la vidéo :

- "*Si vous remettez ces personnes aux garde-côtes libyens, elles risquent la détention, la torture ou la mort*", prévient un membre du Sea Bird.

- "*Je ne peux pas refuser car sinon ils vont m'arrêter moi et mon équipage*", répond le capitaine du Maridive Zohr 1.

- "*En transmettant [ces migrants] aux garde-côtes libyens, vous commettez un crime*", insiste l'ONG.

- "*Désolé, je n'ai pas les mains libres*", dit le capitaine.

La soixantaine d'exilés sont ainsi renvoyés en Libye, où ils sont exposés à des violences, des tortures, du travail forcé, des viols ou encore des extorsions.

Lorsque les migrants sont interceptés en mer et ramenés sur le sol libyen, ils sont transférés en centre de détention. Les conditions de vie dans ces structures ont été maintes fois documentées par les ONG et des médias ces dernières années.

"*En finançant la violence des milices libyennes, l'Italie et l'Europe se rendent complices des violations des droits de l'Homme en Méditerranée*", a tancé mercredi Sea-Watch. Ces refoulements "*sont illégaux en vertu du droit international et national italien*", rappelle l'ONG.

SEA-WATCH

Le Sea-Eye 4, de l'ONG allemande éponyme, a enchaîné les opérations en mer entre dimanche 7 et lundi 8 juillet 2024 matin : en 24 heures, le navire humanitaire a **secouru 231** personnes, réparties dans cinq bateaux. Le premier sauvetage s'est déroulé dimanche midi au large de la Libye après une alerte de la plateforme d'aide aux migrants en mer Alarm Phone. Quarante-six exilés à bord "*d'un canot pneumatique en détresse*" ont alors été pris en charge. Quelques heures plus tard, un autre message d'alerte a permis au Sea-Eye 4 de **secourir 60** personnes, dont une mère et son bébé. Leur canot était "*innavigable, prenait l'air et [était] partiellement rempli d'eau*". Puis, dans la nuit de dimanche à lundi vers 2h du matin, le navire humanitaire a porté **assistance à 10** autres personnes. Deux dernières opérations survenues lundi matin ont permis de mettre en sécurité **58 et 57 exilés**. Parmi les personnes secourues, beaucoup "*sont affaiblies et gravement déshydratées. Certaines souffrent de brûlures de carburant, des brûlures chimiques qui se produisent lorsque l'essence se mélange à l'eau de mer et se retrouve au contact de la peau*", a signalé la médecin à bord du Sea-Eye 4. Rome a désigné le port de **Gênes**, dans le nord de l'Italie, au navire humanitaire pour y débarquer les naufragés, ce qui représente six jours de voyage supplémentaires. "*Cinq sauvetages en 24 heures : cela montre l'état d'urgence qui règne actuellement en Méditerranée, et combien il est important que nous soyons là pour sauver des vies*", a affirmé Sea-Eye.

SOS HUMANITY

Le Humanity 1, de l'ONG allemande SOS Humanity, a porté assistance à 291 migrants entassés sur trois bateaux vendredi 5 juillet 2024. Les exilés avaient pris la mer depuis les côtes libyennes, selon l'équipage. Les opérations ont débuté dans la matinée lorsque le navire humanitaire a "*découvert un bateau pneumatique surpeuplé et inutilisable*" au large de la Libye, a indiqué SOS Humanity. Cent onze migrants ont été pris en charge. Puis, 102 personnes, à bord "*d'un [canot] pneumatique voisin*", ont été secourues. Enfin, une troisième embarcation a été repérée. "*L'eau était*

déjà entrée dans le canot lorsque l'équipage a sauvé de la détresse les 78 personnes qui s'y trouvaient", a précisé l'ONG. Parmi ces 291 exilés secourus par le Humanity 1 se trouvent "plus de 70 mineurs non accompagnés, quatre jeunes enfants et plusieurs femmes, dont au moins trois enceintes".

Le centre de coordination de sauvetage italien (MRCC) a demandé aux humanitaires de déposer une partie de ces exilés au port de **Lampedusa**. Finalement, les garde-côtes italiens sont venus samedi à la rencontre du Humanity 1 et ont pris en charge les 111 rescapés, secourus lors de la première opération. Les 180 autres naufragés devront, eux, débarquer au port de **Bari**, dans les Pouilles, à trois jours et demi de navigation. Ils "*se voient refuser le droit à un débarquement rapide. Les demandes pour un port plus proche ont été ignorées*", a déploré SOS Humanity. Et ce alors que "*des vents forts avec des vagues de plus de 1,5 mètres*" étaient attendus lundi soir et mardi en Méditerranée, selon l'ONG.

PECHEURS TUNISIENS

Si certains exilés sont secourus par des navires humanitaires, d'autres n'ont pas cette chance. Samedi, 44 migrants ont été pris en charge par des pêcheurs tunisiens au large de Lampedusa mais trois passagers manquaient à l'appel. Selon les survivants, ils n'ont pas survécu à la traversée de la mer.

OCEAN VIKING

Des hommes cagoulés et armés sèment la panique pendant un sauvetage

Dans la matinée de mardi 9 juillet 2024, vers 6h, l'Ocean Viking se dirige vers une embarcation en détresse en mer Méditerranée. L'alerte a été donnée par Alarme Phone. Les équipes de SOS Méditerranée arrivent sur zone et procèdent au sauvetage. Alors qu'ils sortent un à un les 93 passagers, deux vedettes, non identifiées, s'approchent d'eux. Deux hommes armés montent alors à bord du canot en bois, créant la panique chez la quinzaine d'exilés encore dessus. "*Ils ont sauté à l'eau, ils ont peur que ce soit des Libyens*". Les exilés se jettent effectivement à l'eau avec leur gilet de sauvetage pour essayer d'atteindre à la nage les sauveteurs de SOS Méditerranée. Un homme armé, visible à l'image, débout sur l'embarcation en bois, ne bouge pas et observe la scène. Il ne sort pas son arme. Il est cagoulé. "*Ils se parlaient en arabe entre eux*", mais ils n'ont pas adressé la parole aux passagers, ni aux sauveteurs. Aucune revendication n'est lancée. "*Les équipes n'ont pas pu identifier ces hommes. Ils n'avaient pas de signes distinctifs, ni sur eux, ni sur leurs zodiacs [...] Nous ne sommes donc pas en mesure de dire s'ils sont affiliés aux garde-côtes ou à d'autres réseaux*". SOS Méditerranée, qui a filmé la scène, tente actuellement d'analyser les images pour avoir plus de détails. "*C'est la première fois qu'un tel scénario se produit*", précise encore l'ONG. Les deux hommes, montés sur l'embarcation en bois, n'ont pas frappé les exilés ni fait usage de leurs armes. "*Il n'y a pas eu de menaces. Ils ont laissé le sauvetage se dérouler puis ensuite ils sont repartis avec l'embarcation vide*". Tous les passagers ont pu être récupérés par l'Ocean Viking. Une personne en état de choc et souffrant d'hypothermie s'est effondrée sur le pont du navire humanitaire. Elle a été prise en charge par l'équipe médicale à bord.

Peu après ce sauvetage, l'avion Seabird de l'ONG Sea Watch a repéré une autre petite embarcation en bois. L'Ocean Viking a procédé au sauvetage en coordination avec un patrouilleur libyen – présent sur zone – qui n'a pas interféré avec l'opération en cours. **27 personnes ont été hissés** à bord du navire de SOS Méditerranée.

Une troisième embarcation avait également été repérée par le Seabird. Mais en arrivant sur zone, l'Ocean Viking a été informé que le canot avait été intercepté par les garde-côtes libyens.

Toutes les personnes secourues ne se trouvent pas à bord de l'Ocean viking car certains sauvetages ont été réalisés avec le soutien des garde-côtes italiens. Plusieurs dizaines d'exilés ont été pris en charge sur leurs bateaux. SOS Méditerranée a indiqué mercredi avoir "261 personnes, dont 13 femmes, 11 enfants et 41 mineurs non accompagnés" à bord de l'Ocean Viking.

Au total, 120 personnes se trouvent à bord du navire humanitaire. Ce dernier se dirige vers **Marina di Carrara**, le port sûr attribué par les autorités maritimes italiennes.

UNION EUROPÉENNE

LA HONGRIE A LA TÊTE DE L'UE : QUELLES CONSEQUENCES POUR LA POLITIQUE MIGRATOIRE EUROPEENNE ?

Le Premier ministre eurosceptique et d'extrême-droite hongrois assume la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne (UE) jusqu'à la fin de l'année 2024. A Bruxelles, le malaise est évident. La Hongrie et l'UE sont dans un bras de fer permanent sur de nombreuses questions, dont celle de la politique migratoire, qui vaut à Budapest des condamnations de la justice européenne.

Au sein de l'UE, il cultive sa réputation de "*provocateur en chef*", mais la Hongrie assure que son objectif est de faire de ces six mois de présidence une "*période normale et fructueuse*", comme le note le site d'information Politico. Pourtant il collectionne les dossiers qui fâchent à Bruxelles : liberté d'expression menacée en Hongrie, stigmatisation des personnes LGBTQ+, droit d'asile - presque - inexistant, droits de l'Homme bafoués, manque d'indépendance de la justice... De plus, le dirigeant hongrois est un proche du président russe, et freine des quatre fers lorsque l'UE veut soutenir l'Ukraine ou sanctionner la Russie. Il est aussi un admirateur de Donald Trump. C'est ainsi que la Hongrie a choisi le slogan "*Make Europe Great Again*" (rendre sa grandeur à l'Europe) pour sa présidence, copiant le slogan de campagne de l'ex-président américain, qui pourrait revenir au pouvoir aux Etats-Unis à la faveur de la prochaine élection présidentielle en novembre.

Un eurodéputé allemand, du parti des Verts, estime que "*l'utilisation du slogan de Trump pour cette présidence du Conseil est absolument de mauvais goût [...]. Cette phrase montre où Orban veut mener l'UE : vers des conditions autocratiques. Le fait qu'il soit autorisé, en tant que chef d'Etat autocratique, à occuper ce poste de premier plan au sein de l'UE est inacceptable*".

À Bruxelles, les diplomates restent sceptiques et s'inquiètent des répercussions sur les principaux dossiers d'actualité. Par le passé, donc, la Hongrie a retardé les sanctions contre la Russie, bloqué l'aide militaire à l'Ukraine, rejeté le pacte européen sur la migration et enfreint les principes de l'État de droit, amenant l'UE à bloquer le versement de fonds européens à Budapest.

La Hongrie est aussi redoutée sur la dimension politique. Le président pourrait en profiter pour renforcer ses liens avec Donald Trump mais aussi avec le président chinois et le président russe. Lors d'une visite à Kiev le 2 juillet 2024, sa première depuis le début de l'invasion russe en février 2022, il a appelé l'Ukraine à un cessez-le-feu, bien que le président ukrainien et les Etats européens alliés de Kiev soient fermement opposés à cette option, estimant qu'elle profitera à l'armée russe.

Lors des dernières élections législatives européennes, son parti Fidesz, a certes enregistré sa plus mauvaise performance depuis que la Hongrie a rejoint le bloc il y a 20 ans, mais les bons résultats de l'extrême-droite dans d'autres Etats membres pourraient consolider son influence. "*Les forces nationales conservatrices, souverainistes et chrétiennes sont en hausse dans toute l'Europe. Nous ne représentons pas les idées progressistes, nous représentons le peuple. Nous sommes le pire cauchemar des bureaucrates de Bruxelles*", se félicite le président hongrois. La présidence hongroise ne coïncide toutefois pas avec une importante période de scrutin : sur la politique migratoire, les États membres ont déjà voté le nouveau pacte sur la migration et l'asile au début de l'année. Celui-ci vise à établir des mécanismes de solidarité entre les Etats et à parvenir à une répartition équitable des responsabilités en matière d'asile au sein de l'UE. La réforme comprend également des mesures afin de renforcer les contrôles sanitaires et de sécurité aux frontières, ainsi que pour accélérer les

procédures d'examen des demandes d'asile. Malgré cette opposition de Budapest et Varsovie, la réforme a été adoptée à la majorité qualifiée et doit être mise en œuvre au cours des deux prochaines années. La Commission européenne a agité le spectre de poursuites judiciaires à l'encontre des pays qui ne respecteraient pas les règles.

Un eurodéputé hongrois du parti Fidesz explique que le pacte *"ne changera rien, car il s'appuie sur des mesures qui ont déjà échoué, telles que les quotas et la redistribution des migrants à travers l'UE"*. Il accuse également les institutions européennes d'avoir une *"idéologie pro-migration"*, qualifiant la politique migratoire actuelle de l'UE d'*"inefficace"* et de *"contraire aux intérêts des Européens"*. En raison de sa situation géographique, la Hongrie est depuis longtemps un pays de transit pour les migrants qui veulent poursuivre leur route vers d'autres États membres de l'UE. Le gouvernement hongrois prétend que ses politiques restrictives, qui comprennent des barrières physiques et juridiques, protègent les frontières extérieures de l'UE et le bloc dans son ensemble. Pour ce député, *"l'immigration doit être stoppée, et non gérée. Nous ne pouvons pas permettre aux migrants d'abuser de nos systèmes d'asile et d'enfreindre nos lois"*.

Dans le même temps, le système d'asile hongrois actuel a été complètement externalisé et exige des demandeurs d'asile qu'ils se manifestent auprès des ambassades hongroises de Belgrade ou de Kiev, avant de pouvoir éventuellement se rendre en Hongrie pour déposer leur demande d'asile. Or, depuis mai 2020, seules 21 personnes ont reçu une autorisation de se rendre en Hongrie en suivant cette procédure. L'eurodéputé affirme que l'approche actuelle de Bruxelles *"encourage la migration vers l'Europe"* et envoie *"le mauvais signal"* en donnant l'impression que *"l'Europe accueillera tout le monde et attaquera les pays de l'UE qui rejettent cette position pro-migratoire"*. La politique de la Hongrie n'a pourtant guère contribué à mettre un terme à l'immigration clandestine, rendant en réalité le voyage plus dangereux pour ceux et celles qui fuient la violence.

Pour le gouvernement hongrois actuel, *"la rhétorique anti-migrants et anti-réfugiés est vraiment centrale"*, note la directrice du programme pour les réfugiés au Comité Helsinki de Hongrie. *"Ils ont investi massivement dans cette propagande, avec de nombreuses publicités et des campagnes d'affichage dans tout le pays"*. La cheffe de projet à Menedek, une association hongroise de défense des migrants, explique qu'à partir de 2015, le gouvernement a commencé à imposer une connotation négative au terme de *"migrant"*, les accusant notamment de vouloir *"venir ici pour prendre nos emplois"*. Une propagande que *"le gouvernement répète depuis près de dix ans"*. Et le discours fonctionne. *"Il est très difficile pour les migrants de trouver un emploi, de louer un appartement et de s'occuper des questions administratives"*. Toutefois *"ce n'est pas seulement l'extrême droite qui influence la politique d'immigration de la Hongrie, c'est aussi le populisme et la peur. Il est plus facile de manipuler les gens quand le peuple a peur"*.

Depuis que la Russie a lancé son invasion de l'Ukraine, cette rhétorique anti-migrants semble avoir perdu en efficacité. L'accueil des déplacés ukrainiens a entraîné un changement dans la perception des réfugiés par la population hongroise. *"Nous avons constaté une grande solidarité et un accueil chaleureux de la part de la population, ce qui est encore plus remarquable après des années de campagnes de haine contre les réfugiés et les migrants"*, estime un membre du Comité Helsinki. *"Il est donc probable que la carte anti-migrant devienne un peu plus difficile à jouer à l'avenir"*.

Bien que la présidence de l'UE soit dépourvue de pouvoir réel, certains craignent que le président ne profite de cette position pour obtenir le déblocage de 19 milliards d'euros de fonds européens gelés. Ces dernières années, la Hongrie est devenue un cas à part au sein de l'UE et de l'Otan. Elle est parvenue à freiner les sanctions européennes contre la Russie et ne soutient pas l'aide de l'Alliance atlantique à l'Ukraine. Au début de l'année, des députés européens ont même demandé que la présidence soit retirée à la Hongrie.

Budapest est aussi dans un bras de fer permanent avec les juridictions européennes. Dernier épisode en date : au début du mois, la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a

condamné la Hongrie à une astreinte d'un million d'euros par jour de retard pour ne pas s'être mise en conformité avec le droit de l'UE en matière d'asile et pour avoir expulsé illégalement des migrants. Le président a fait part de son indignation, affirmant que l'UE donnait la priorité aux migrants irréguliers plutôt qu'à ses propres citoyens. Un porte-parole de la Commission européenne a assuré avoir recours à "*divers outils*" pour assurer le respect de la législation européenne par les Etats membres, y compris le dialogue et les procédures d'infraction.

LE SORT RESERVE AUX DEMANDEURS D'ASILE, EN EUROPE

Ils étaient plus de 130 000 en 2023 aux portes de l'Europe à entrer, après la Libye et la traversée de la mer, dans le parcours du combattant de la demande de protection internationale. Coincés dans les villes italiennes, ils sont contraints d'attendre des semaines, voire des mois, sans ressource, sans abri. Les associations qui leur viennent en aide s'alarment de cette vie impossible et de la violation de leurs droits. Et leur inquiétude a augmenté encore après l'adoption, par le Conseil européen, du "Pacte sur la migration et l'asile", le 14 mai 2024. Mais du côté des services de l'État italien, c'est la saturation. Les fonctionnaires en charge de ces milliers de dossiers sont même entrés en grève pour dénoncer les conditions d'exercice de plus en plus difficiles de leur métier. Mais leur donneur d'ordre, le gouvernement de leur impose quand même une accélération des examens des demandes d'asile.

La Pologne, devenue l'une des antichambres de la guerre en Ukraine, pour ce qui est des livraisons d'armes et de l'aide humanitaire. Alors que les vols commerciaux vers l'Ukraine sont suspendus et que certains soins sont impossibles dans les hôpitaux du pays, les blessés et les malades transitent par la Pologne avant de rejoindre des hôpitaux européens pour être soignés.

Après les élections européennes, c'est désormais dans l'enceinte du Parlement que se jouent les équilibres politiques qui vont gouverner l'Union, ces prochaines années. La présidente sortante de la Commission européenne, l'Allemande Ursula Von Der Leyen, a de grandes chances de voir son mandat renouvelé. Et ce malgré les polémiques qu'elle a suscitées, les critiques qui l'ont visée, y compris dans son propre camp politique, le groupe de droite du Parti populaire européen, le PPE. Elle a donc aujourd'hui besoin de nouveaux alliés. Elle explore bien sûr du côté des socio-démocrates, mais aussi du côté de l'extrême-droite, en courtisant notamment la Présidente du Conseil italien. Dès lors, une question se pose : où se situe politiquement Ursula Von der Leyen ? Et quel est son parcours ?

Au Royaume-Uni, le Premier ministre britannique des Conservateurs a parié gros en appelant à des élections le 4 juillet 2024. Il pourrait être celui qui va tourner la page de quatorze ans d'hégémonie des Conservateurs.

LE PARCOURS D'OBSTACLES DES AFRICAINS POUR OBTENIR UN VISA DE COURT SEJOUR EN EUROPE

La grande majorité des personnes qui entrent en Europe disposent d'un visa. Mais obtenir cette autorisation de voyager peut s'avérer particulièrement compliqué, notamment pour les personnes originaires d'Afrique. C'est ce que révèle une étude du cabinet de conseil spécialisé dans migration Henley and Partners, basé au Royaume-Uni. Le cabinet de conseil a évalué « le pouvoir des passeports », c'est à dire le taux d'obtention d'un visa de court séjour à travers le monde selon la nationalité des demandeurs. Les passeports issus de l'Union africaine ont obtenu un score de 28%, soit nettement moins que les passeports des ressortissants italiens, français, britanniques, américains, allemand, canadiens et japonais qui affichent un score de réussite de 85%. Plus largement, les passeports de l'Union européenne ont obtenu un score de 84%.

Un développeur web algérien de 29 ans a demandé deux visas pour la France pour rendre visite à sa sœur. Ses deux demandes ont été rejetées. Il se veut optimiste, mais est forcé de constater que la procédure est "ardue". *"C'est comme ça. Tout plaisir mérite de la souffrance"*, se console-t-il, qui dit n'avoir obtenu qu'une seule fois un visa pour la France malgré ses multiples demandes. L'étude indique que les citoyens des pays africains peuvent être confrontés à des taux de refus jusqu'à 10% plus élevés que la moyenne mondiale.

Pour l'Afrique, nombre de personnes peinent à obtenir un rendez-vous pour effectuer leur demande de visa. Dans certains pays, les demandeurs doivent se rendre dans un État voisin pour déposer leur demande. Par exemple, les demandeurs de la Sierra Leone qui souhaitent obtenir un visa pour l'Allemagne doivent soumettre leur demande par l'intermédiaire de l'ambassade d'Allemagne à Accra, au Ghana. En effet, l'ambassade d'Allemagne en Sierra Leone *"ne dispose pas d'une section consulaire"*, selon les autorités allemandes. Certains demandeurs sierra-léonais ont par conséquent expliqué qu'ils avaient dû se rendre plusieurs fois au Ghana pour se voir délivrer un visa.

Pour de nombreuses destinations, les candidats doivent également prouver qu'ils disposent d'une certaine somme d'argent à la banque afin de garantir qu'ils seront en mesure de financer leur séjour dans l'Union européenne (UE). Les pratiques des pays de la zone Schengen sont discriminatoires. En 2022, selon l'étude, l'Algérie, la Guinée et le Nigéria y ont tous vu leur taux de refus de visa avoisiner les 45 %. À titre de comparaison, seul un demandeur américain sur 25 s'est vu refuser les mêmes types de visas pour les pays européens membres de l'espace Schengen.

Plus largement, les voyageurs originaires des pays les plus pauvres du monde ont le moins de chances de décrocher un visa. Les ressortissants d'Inde et de Turquie auraient essuyé moins de refus que les demandeurs de la majorité des pays africains. L'auteur de l'étude y voit des rapports de force politiques. Selon lui, les refus ou délivrances de visas sont régulièrement utilisés comme un outil de pression par les gouvernements européens dans leurs négociations avec des pays tiers, en particulier lorsque ces négociations portent sur l'expulsion de ressortissants qui sont entrés en Europe illégalement.

L'obtention d'un visa pour la France peut s'avérer difficile, notamment pour les ressortissants de pays du Maghreb, malgré les nombreux liens familiaux avec la France. Les accords bilatéraux entre les pays d'arrivée et les pays d'origine facilitent les processus d'expulsion. Sans ce type d'accord de coopération, le renvoi d'un demandeur d'asile débouté peut s'avérer impossible dans la pratique. Récemment encore, les gouvernements nord-africains ont refusé de fournir des documents consulaires à leurs ressortissants menacés d'expulsion, compliquant la tâche des pays de l'UE. Cette situation a indirectement entraîné une augmentation du nombre de demandes de visa rejetés pour ceux et celles qui veulent se rendre en Europe légalement. Le taux de refus pour les Algériens s'explique également par le grand nombre de demandes déposées, en particulier pour se rendre en France, pour des raisons géographiques, économiques et historiques.

Pour les mêmes raisons, l'Italie et l'Espagne enregistrent également un niveau élevé de demandes de visas en provenance du Maghreb.

"Lorsque nous parlons d'une hausse des barrières pour les demandeurs potentiels, il ne s'agit pas seulement du taux de refus, mais aussi des restrictions au dépôt de la demande. En Algérie, le dépôt d'une demande de visa peut également se heurter à des phénomènes locaux. Pendant des années, de nombreuses personnes ont critiqué les autorités françaises, affirmant qu'une *"mafia des visas"* dominait le système en Algérie. Les rendez-vous auprès des autorités pour lancer la procédure ont longtemps été réservés par des courtiers peu scrupuleux, puis revendus au public. *"Il s'agit d'une bande d'escrocs qui font fortune depuis des années sur le dos des pauvres citoyens en leur faisant payer cher un rendez-vous pour demander un visa"*. L'ancien système aurait conduit certains à déboursier plus de 800 euros simplement pour obtenir le premier rendez-vous. Pour tenter de répondre à ces critiques, la France a fait appel à la société VFS Global pour gérer le processus de demande à sa place. Selon un rapport de la Direction générale des étrangers de France datant de 2023, 78 % des

étudiants algériens espèrent rester en France après y avoir fait leurs études, notamment à cause du manque de perspectives d'emploi en Algérie. Sans visa, certains se tournent alors vers des voies d'émigration irrégulières.

ALLEMAGNE

La réforme, entrée en vigueur jeudi 27 juin 2024, raccourcit les délais pour la naturalisation

Une des réformes sociétales centrales de l'actuel gouvernement est entrée en vigueur jeudi 27 juin 2024. Elle facilite l'obtention de la nationalité allemande en raccourcissant les délais. Il faudra désormais cinq ans de résidence dans le pays - au lieu de huit actuellement - pour l'obtenir. Pour des personnes bien intégrées, actives socialement, ce délai pourra même être réduit à trois années. Autre changement : la double nationalité devient la règle, alors que l'Allemagne ne l'autorisait jusqu'à présent que pour les ressortissants de l'Union européenne et de la Suisse. Les autorités s'attendent à un afflux de demandes malgré des délais d'attente souvent longs. Environ 200 000 dossiers sont aujourd'hui en suspend rien que dans les grandes villes, d'après un sondage. En 2023, 200 000 personnes ont été naturalisées, le chiffre le plus élevé depuis l'an 2000. Pour les uns à gauche, à commencer par les Verts, c'est une révolution copernicienne qui modernise le pays en le rendant plus accueillant pour les migrants. Pour d'autres, à droite et à l'extrême droite, on brade la nationalité allemande et on crée un appel d'air pour de nouveaux arrivants alors que l'heure devrait être à un contrôle strict de la migration.

La plupart des allocations sont créditées une fois par mois sur les cartes de paiement.

Les dirigeants des 16 régions fédérées allemandes sont tombés d'accord pour limiter les **versements en espèces aux demandeurs d'asile à 50 euros par mois**. Depuis cette année, les exilés ne reçoivent plus leurs allocations en espèces mais via une carte de paiement. Les demandeurs d'asile n'ont pas le statut de résident en Allemagne et ne peuvent donc pas ouvrir un compte bancaire à leur nom, ni travailler légalement pendant au moins les premiers mois de leur séjour dans le pays. Les demandeurs d'asile peuvent utiliser cette carte de paiement dans tous les magasins qui acceptent les cartes de crédit classiques. Mais, en Allemagne, de nombreux petits commerces ne prennent que du liquide. L'utilisation de la carte peut aussi être limitée géographiquement à certains codes postaux. De plus, elles ne permettent pas d'effectuer des achats en ligne.

Officiellement, les cartes doivent empêcher les transferts d'argent à l'étranger et le paiement éventuel de trafiquants. Les autorités assurent aussi vouloir rationaliser la distribution des allocations, alléger la charge administrative et enfin rendre l'Allemagne moins attractive pour les migrants. Des experts et groupes de défense des migrants dénoncent un dispositif discriminatoire, d'autant que l'économie allemande fonctionne encore beaucoup à l'argent liquide, contrairement à de nombreux Etats européens.

Le but des autorités est d'empêcher les transferts d'argent à l'étranger. Mais il est "Très improbable" que la carte freine les demandes d'asile. Aussi, un chercheur à l'Institut de Kiel, l'objectif affiché de limiter les transferts d'argent à l'étranger est illusoire. *"Tant que les réfugiés vivent de prestations sociales, ils n'ont que très peu d'argent à transférer. Il ne reste pas grand-chose à la fin du mois sur les 460 euros mensuels d'aide. Les personnes qui transfèrent de l'argent à l'étranger sont généralement des immigrés qui travaillent et gagnent de l'argent ici. Ils pourront évidemment continuer à transférer leur argent"*. Un syndicat de police a également mis en garde contre les effets contre-productifs du dispositif. De nombreux demandeurs d'asile doivent rembourser des dettes à des passeurs ou participent à couvrir les frais médicaux de leurs proches dans leur pays d'origine. Le syndicat estime que cette pression pourrait amener des personnes à trouver de l'argent illégalement et encourager l'économie informelle. Des doutes subsistent également quant à l'effet dissuasif espéré. Il est *"très improbable"* que la carte entraîne une diminution du nombre de demandeurs d'asile. Il n'existe pas de corrélation significative entre le niveau des prestations sociales et les demandes de protection.

L'Allemagne agitée par le débat sur la possibilité d'expulser des criminels afghans

Les agressions brutales commises par des migrants en Allemagne, l'émotion causée par la mort d'un policier et les attaques frontales de l'extrême droite contre les responsables accusés d'inertie : toutes ces raisons provoquent un intense débat sur l'expulsion de ces criminels, notamment Afghans, malgré l'absence de relations diplomatiques entre Berlin et Kaboul et bien que de telles expulsions soient exclues depuis le changement de régime en Afghanistan. Ces questions figurent au menu d'une rencontre entre la ministre de l'Intérieur et ses homologues régionaux.

"Encore un week-end où les couteaux afghans ont sévi. Expulser sauve des vies" : sur les réseaux sociaux, le parti allemand d'extrême droite AfD dénonce régulièrement les actes criminels commis par des étrangers et prône des mesures drastiques, à commencer par leur expulsion. La mort fin mai d'un policier poignardé par un afghan qui a attaqué le stand d'un mouvement anti-islam a bouleversé l'Allemagne. Le chancelier a dans la foulée estimé que des expulsions d'étrangers criminels, y compris vers la Syrie ou l'Afghanistan, devaient de nouveau être possibles. Le week-end dernier, un Afghan a tué un compatriote avant d'attaquer au couteau des Allemands qui suivaient un match de l'Euro dans leur jardin. L'agresseur a été abattu par la police.

"*Nous négocions de manière confidentielle avec différents pays*", a déclaré la ministre de l'Intérieur. Pour éviter de renouer des relations diplomatiques avec le régime Taliban, les migrants indésirables pourraient être envoyés ailleurs comme par exemple en Ouzbékistan, ce pays les transférant dans leur pays d'origine. Des discussions sont également en cours avec les voisins de la Syrie. Dans ce contexte, un autre débat s'est ouvert : celui d'une délocalisation des procédures de demandes d'asile dans un pays tiers, à l'image du projet britannique au Rwanda ou du "*modèle italien*" en Albanie. Le ministère de l'Intérieur a consulté une trentaine d'experts pour étudier la faisabilité de telles procédures, qui se sont déclarés en grande majorité très sceptiques.

"*Nous devons limiter la migration avec des mesures comme le modèle rwandais. La politique migratoire de la dernière décennie a échoué*", a estimé de son côté le secrétaire général du parti libéral FDP, membre de la coalition gouvernementale. Mercredi, plus de 300 ONG et associations caritatives ont publié une lettre ouverte demandant au chancelier de "*rejeter clairement*" toute délocalisation, rappelant que "*le droit d'asile est un droit humain*".

BULGARIE

Le droit d'asile en Bulgarie, pays de transit – un test pour le futur pacte européen

Une fois arrivés en Bulgarie, les migrants peuvent se faire enregistrer comme demandeurs d'asile dans trois types de lieux : les postes de police à la frontière, les centres de détention, et les centres d'accueil et d'enregistrement. "*Même s'ils atteignent par eux-mêmes des centres pour demandeurs d'asile, beaucoup de migrants sont envoyés dans un premier temps dans des centres de détention. Ils y passent des contrôles de sécurité, obtiennent une autorisation de circuler de la police... Et y déposent leur demande d'asile*", indique une personne de l'ONG Voice in Bulgaria. Pour une personne qui vient d'arriver sur le sol bulgare, comprendre ce qui se joue n'a donc rien d'évident. "*Personne ne m'a rien expliqué. Ils prenaient des photos sans dire pourquoi*", raconte un Syrien passé au centre de détention de Lubiméts à son arrivée en Bulgarie il y a sept mois. "*Un jour, ils m'ont juste transféré en voiture au centre d'hébergement de Harmanli. Je crois que ma demande d'asile a été enregistrée là-bas, mais je n'en suis même pas sûr.*" Ce centre d'accueil et d'enregistrement, est un lieu ouvert et dédié aux demandeurs d'asile en Bulgarie. S'ils ont leurs documents d'identité sur eux, les migrants peuvent s'y présenter directement pour faire enregistrer leur demande d'asile.

Un syrien de 21 ans, venu de Damas en Syrie, il y a un mois, passeport syrien en main, s'est présenté directement au centre d'enregistrement de Harmanli, où il a été pris en charge. Le 7 juin, dans le bureau climatisé de l'ONG Mission Wings à une quinzaine de minutes à pied du centre d'enregistrement, le jeune homme est venu là pour échapper à la forte chaleur du dehors, et surtout trouver l'oreille attentive des bénévoles, qui l'aident dans ses démarches. "*Le centre est très sale. La*

nourriture là-bas, c'est pour les animaux. La police fouille parfois nos chambres je l'ai déjà vu frapper des personnes si elle trouve des objets qui ne lui vont pas", assure le jeune homme. Il a besoin d'un suivi médical. "Mais depuis que je suis dans ce centre, on ne répond pas à cette demande".

Les demandeurs d'asile ont le droit de rester tout le temps de la procédure dans ce type de centres d'hébergement. Au bout de trois mois, ils peuvent accéder au marché du travail. Une fois que les autorités leur transmettent la réponse à la demande d'asile, ils n'ont que 15 jours maximum pour quitter le lieu d'hébergement. *"Je ne sais pas où je vais aller. Je ne connais personne ici en Bulgarie", s'inquiète un Syrien de 25 ans qui vient d'obtenir aujourd'hui même la protection subsidiaire.*

D'après les statistiques de l'Agence d'État pour les réfugiés, en 2023, 22 518 demandes d'asile ont été déposées. Seules 106 statuts de réfugiés ont été délivrés, tandis que 5 862 protections subsidiaires ont été accordées. Soit un taux de protection de 26 %. Peu ou prou les mêmes statistiques qu'en 2022. En 2024, entre janvier et avril, l'État bulgare a enregistré 2 772 demandes, un chiffre en baisse par rapport aux années précédentes. La Syrie demeure le premier pays d'origine à demander l'asile, suivi de loin par l'Afghanistan, puis le Maroc en troisième position. *"Avant 2015, les Syriens qui obtenaient une réponse positive recevaient en immense majorité un statut de réfugié. Aujourd'hui, presque tous reçoivent la protection subsidiaire".*

Reste que la plupart des migrants enregistrés comme demandeurs d'asile en Bulgarie n'attendent même pas la réponse des autorités. Il s'agit à leurs yeux d'un simple **pays de transit**. Un passage obligé, avant de poursuivre leur route vers des pays d'Europe de l'Ouest où se trouvent de la famille, ou de meilleures perspectives de travail et d'insertion.

Un ancien militaire afghan, est à cette image. Dès sa sortie du centre de détention de Busmantsi, les autorités l'avaient transféré au centre d'accueil et d'enregistrement de Ovcha Kupel, à Sofia. Un mois après, il quittait déjà la Bulgarie pour poursuivre sa route : Serbie, Croatie, Italie... Jusqu'en Suisse, sa destination finale. Mais en 2023, après sept mois passés là-bas, il a été renvoyé en Bulgarie dans le cadre du règlement Dublin. Il avait laissé ses empreintes à Busmantsi. En Bulgarie, il existe deux étapes de recours, auprès de deux instances, pour tenter de faire réévaluer la demande. *"La demande d'asile est généralement d'une durée de neuf mois, avec la possibilité de faire appel deux fois - ce qui peut l'allonger sur un an ou deux."*

Le droit d'asile en Bulgarie risque de devenir plus chaotique encore, dans les années à venir. Courant 2023, un projet pilote européen a été testé au **centre de transit** de Pastrogor. En six mois de test, près de 1 200 demandes ont été traitées. Principalement des demandes de ressortissants nord-africains, issus de pays dits "sûrs". Les conclusions de ce test, parues fin 2023, sont peu convaincantes. *"On y apprend que la majorité de ces gens, puisqu'il s'agissait d'un centre ouvert, quittait Pastrogor avant la fin de la procédure". "L'inclusion d'enfants en détention aux frontières extérieures à des fins de filtrage, comme le prévoit le règlement relatif au 'screening', est contraire à la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant", a récemment alerté le réseau d'ONG Eurochild. "Cela pourrait conduire à la détention systématique de familles avec enfants, ce qui est très préoccupant."*

CROATIE

Le dernier rapport de l'Asylum Information Database (AIDA) fait le point sur la situation de l'asile en Croatie, pays membre de l'Espace Schengen depuis le 1er janvier 2023. En effet, refoulements et pratiques policières violentes à la frontière ont continué d'être documentées en 2023. Selon le Conseil danois pour les réfugiés (DRC), 3323 refoulements ont été signalés depuis la Croatie vers la Bosnie-Herzégovine. Parmi eux, 825 personnes ont déclaré s'être vu refuser l'accès au système d'asile. Les données de l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés indiquent également que 89 personnes ont été refoulées de Croatie vers la Serbie en 2023.

En 2023, il y a eu 68 144 demandes de protection internationale (contre 12 872 en 2022). Plus de la moitié (35 992) ont été effectuées dans les postes de police aux frontières. Toutefois, seules 1783 demandes de protection internationale ont ensuite été déposées (1685 nouvelles demandes et 98

ultérieures). Cela indique que la Croatie continue d'être un pays de transit pour la plupart des demandeurs d'asile. Plus de 34 000 personnes ont été hébergées dans les centres d'accueil pour demandeurs de protection internationale à Zagreb et Kutina en 2023. Selon le ministère de l'Intérieur, la durée moyenne de séjour dans les centres d'accueil était inférieure à trois jours et que le plus grand nombre de personnes ont quitté le centre d'accueil dans les 24 heures suivant leur arrivée. Les ONG ont signalé que l'augmentation du nombre de demandeurs de protection internationale en 2023 avait entraîné des problèmes de capacité dans les centres et que certains demandeurs avaient dû dormir dans les couloirs du centre de Zagreb.

<https://www.courrierdesbalkans.fr/Refugies-Balkans-Les-dernieres-infos>

DANEMARK

témoignage d'un Congolais incarcéré pour entrée illégale

Rodrigues a quitté la République démocratique du Congo (RDC) à sa majorité. En raison de marques de naissance sur le corps, le jeune homme aujourd'hui âgé de 22 ans devait être tué en sacrifice à la famille de son père à ses 18 ans. En Afrique subsaharienne, de nombreux enfants qui présentent des troubles du sommeil, un handicap, une malformation ou des marques de naissance peuvent être victimes de rites sacrificiels ou rejetés par leurs proches. Avec l'aide de ses parents qui refusent de le voir mourir, Rodrigues parvient à s'enfuir de RDC et à atteindre la Turquie par avion. Il débarque en Grèce, à Lesbos, en décembre 2019 après avoir traversé la mer Égée. Débuté de sa demande d'asile dans le pays, le Congolais gagne, avec de faux documents, le Danemark en novembre 2022. Il en est persuadé : il pourra s'installer dans ce pays d'Europe du nord et construire une vie stable. Il veut témoigner aujourd'hui de son expérience au Danemark pour "que les gens sachent que ce qu'il s'y passe est inhumain".

« À la sortie de l'avion à Copenhague, j'ai été arrêté par la police aux frontières. Ils ont très vite remarqué que les documents présentés à l'aéroport en Grèce n'étaient pas les miens. Les agents m'ont conduit dans la prison de Vestre, car j'étais entré de manière illégale dans le pays. Je leur ai pourtant dit que je souhaitais demander l'asile mais ils n'ont rien voulu entendre. Le lendemain de mon incarcération, je suis passé devant un tribunal. Il y avait beaucoup de monde dans la salle, j'étais étonné de voir un dispositif aussi important pour moi. Je me demandais ce que je faisais là. À l'issue de l'audience, la juge m'a condamné à 10 jours de prison. Mais au final, j'ai été incarcéré 14 mois. Tous les mois, je devais retourner au tribunal et chaque fois, ma détention était prolongée. Je leur disais pourtant tout le temps que je voulais déposer un dossier d'asile au Danemark, et que je risquais de mourir au Congo si j'étais expulsé. Mais ils n'en avaient rien à faire. J'ai passé sept mois à Vestre, puis sept mois à Ellebaek. La prison, c'est horrible : on ne voit jamais la lumière du jour, les cellules sont sombres et on est avec des criminels. Je pleurais tous les jours, car je ne comprenais pas ce que je faisais là. Je n'ai pas volé, je n'ai pas eu de mauvais comportement, je voulais simplement demander l'asile. Et en fait, je me suis retrouvé avec des personnes dangereuses. Je ne mangeais quasiment plus rien, je n'avais des nouvelles de personne car les policiers ont confisqué mon téléphone à mon arrivée. J'étais dans une profonde détresse. J'ai perdu connaissance à de nombreuses reprises et j'ai fait plusieurs tentatives de suicide. On n'avait le droit qu'à 30 minutes de promenade par semaine, sous des barbelés. J'avais l'impression d'être un chien en cage. Lors de ces moments dans la cour, des prisonniers m'ont agressé physiquement et sexuellement à plusieurs reprises. Je ne veux pas en dire plus car en parler me rappelle trop de mauvais souvenirs.

J'étais parti de chez moi pour fuir la mort, puis de Grèce pour tromper l'ennui, mais au Danemark, c'était l'enfer. Chaque jour, ma vie était de pire en pire. Depuis que j'ai quitté mon pays, je n'ai jamais connu la paix. Finalement, début 2024, un juge a décidé de me libérer car les autorités danoises n'étaient pas parvenues à m'expulser. Je voulais fuir ce pays, où je n'avais connu que la prison. En avril, je suis arrivé en France par le train. Aujourd'hui, je suis dans un centre pour demandeur d'asile à Besançon [dans l'Est de la France, ndlr]. Mais les autorités françaises m'ont

dit que j'étais 'dubliné et donc que je devais retourner au Danemark. Mais je vais faire quoi là-bas ? J'ai failli mourir dans ce pays, pourquoi j'y retournerais ? Je veux simplement aller à l'école, avoir un travail et mener une vie normale. Mais j'ai l'impression que je n'y arriverai jamais."

ESPAGNE

Asile : l'Espagne affiche le taux de protection le plus bas d'Europe

D'après l'organisme chargé de l'accueil des demandeurs d'asile dans le pays, qui cite les chiffres du ministère de l'Intérieur, le taux de protection en Espagne s'élève à 12%, "*très loin de la moyenne européenne de 42 %*". Ce que confirme la Commission espagnole d'aide aux réfugiés (CEAR) dans son rapport annuel sur les réfugiés en Espagne et en Europe, publié le 17 juin 2024. Sur les 88 042 nouveaux dossiers déposés en 2023, 11 162 ont reçu une réponse favorable, statut de réfugié ou protection subsidiaire. La protection pour raisons humanitaires - qui n'est pas prise en compte dans le calcul car définie par l'État et non par la Convention de Genève - a été octroyée, elle, à un plus de 41 000 personnes. Pour l'année 2023, 163 220 demandes d'asile au total étaient en attente, ce qui place l'Espagne en troisième position des États membres de l'Union européenne (UE) en nombre de dossiers, derrière l'Allemagne (351 510) et la France (166 880). Durant la présentation du rapport un membre de la CEAR a pointé du doigt le "*modèle migratoire*" propre à l'Espagne, selon lui "*très restrictif*" en termes d'évaluation des conditions d'octroi de la protection internationale.

Les exilés les plus impactés par le taux de rejet sont les ressortissants de pays d'Amérique latine, nombreux dans la péninsule ibérique. Ainsi, le Venezuela, la Colombie, le Pérou, le Honduras et Cuba figurent parmi les cinq nationalités les plus rejetées. Arrive ensuite le Maroc, avec un peu plus de 3 000 demandes déboutées en 2023. Une situation qui s'explique par la non éligibilité de ces nationalités à l'asile, les autorités considérant que la situation dans ces pays ne remplit pas les critères fixés par la Convention de Genève.

Pour résider en Espagne, les Marocains optent en général pour un titre de long séjour, un visa saisonnier ou étudiant. Dans une interview, l'ambassadrice du royaume souligne "*l'incorporation réussie de nombreux migrants marocains dans le tissu social et économique espagnol*". Selon les chiffres de juin 2022 publiés par l'Institut national espagnol de la statistique (INE), ils constituent la première communauté étrangère légalement installée en Espagne, avec près de 760 000 membres, devant les Roumains et les Colombiens.

Les Sénégalais pointent au huitième rang des nationalités les plus rejetées, avec 2 173 refus l'an passé. La grande majorité d'entre eux empruntent la route migratoire des Canaries, qui a concentré en 2023 70% des arrivées irrégulières en Espagne. Depuis l'année dernière, de nombreux départs ont été détectés depuis le Sénégal, les contrôles policiers ayant été renforcés au large du Maroc. Le 3 juin 2024, la Marine sénégalaise a intercepté une embarcation de 219 personnes au large de Dakar. Au mois de mai, 500 migrants ont été arrêtés au même endroit à bord de quatre pirogues. A contrario, les nationalités les plus enclines à obtenir une protection sont l'Ukraine, le Mali, le Burkina Faso, la Somalie, le Soudan et la Syrie, dont le taux dépasse 90%.

Canaries

400 mineurs transférés sur la péninsule pour répondre à la "crise humanitaire"

L'archipel espagnole héberge actuellement près de 6 000 mineurs accompagnés, pour une capacité de 2 000 places. Le 9 juillet 2024, l'antenne espagnole de l'Unicef inquiète indique : il s'agit de mineurs "*dont les droits ne sont pas respectés en raison de la saturation absolue du système de protection*". "*Ces enfants et adolescents arrivés aux îles Canaries après un voyage dangereux ont besoin d'espaces sûrs*", martèle l'institution onusienne. À l'issue d'une réunion, le 10 juillet 2024, entre le gouvernement espagnol et les membres des communautés autonomes – équivalent des régions en France – le transfert sur la péninsule de 400 jeunes a été décidé. Y compris dans des régions

dirigées par la droite espagnole, le Parti populaire (PP), qui jusqu'ici rechignait à accueillir ces mineurs.

La région des Asturies (nord-ouest) a par exemple accepté de recevoir 24 mineurs, et touchera 1,28 million d'euros de la part du gouvernement pour les prendre en charge. L'Andalousie et l'agglomération de Madrid, accueilleront 30 jeunes, et la Catalogne, 31. Le délégué du gouvernement en Estrémadure a indiqué que sa région hébergera 30 mineurs. Il a appelé par ailleurs à davantage de "*solidarité*" face à "*un authentique drame humain*".

La ministre madrilène de la Famille, de la Jeunesse et des Affaires sociales, a regretté que le gouvernement espagnol ait décidé de "*faire endosser*" aux communautés autonomes "*une répartition imposée*" qui "*ne résout rien*". Aucune modification de la loi sur les étrangers n'a en revanche été actée. L'Unicef avait pourtant appelé les autorités à trouver un accord qui permette "*une politique de transfert efficace, agile et solidaire*" des enfants. Le texte proposé initialement par le gouvernement proposait en effet de modifier de l'article 35 de la loi sur l'immigration, en rendant obligatoire la solidarité entre communautés. L'accueil de mineurs en provenance des Canaries reste donc dépendant du bon-vouloir des communautés autonomes.

Les îles des Canaries voient débarquer chaque jour ou presque des dizaines de migrants, originaires d'Afrique subsaharienne pour la plupart et du Maroc. Depuis le 1er janvier 2024, un peu plus de 19 000 personnes sont arrivées dans l'archipel, soit en augmentation de 167% par rapport à la même période l'année dernière. Parmi eux figurent de nombreux mineurs non accompagnés, hébergés sur les îles espagnoles en attendant leur transfert dans d'autres régions d'Espagne. Ces derniers mois, des polémiques ont surgi après plusieurs témoignages faisant état de mauvais traitements au sein de ces structures. En avril 2024, cinq personnes travaillant dans le centre pour mineurs La Santa de Lanzarote ont été provisoirement suspendus. Ils sont soupçonnés d'avoir forcé au moins 5 jeunes à commettre des délits (vol, destruction de mobiliers...) dans la structure, pour saboter son fonctionnement. Les jeunes qui refusaient étaient privés de sortie, et d'activités de loisirs. Les employés retardaient aussi leur procédure d'obtention de papiers en Espagne. Ceux qui acceptaient percevaient un " *salaire hebdomadaire*". Ailleurs dans l'archipel, un autre centre pour mineurs a été, à plusieurs reprises, pointé du doigt. Mi-novembre 2023, 12 jeunes migrants ont assurés à la justice espagnole avoir été maltraités par des éducateurs et le directeur du centre d'accueil Acórán de Las Palmas, à Grande Canarie. L'un des mineurs, immobilisé par un éducateur, a reçu des "*coups violents*" de la part du directeur de la structure gérée par l'ONG Fundación Respuesta Social Siglo XXI.

"Les garde-côtes mauritaniens ont retrouvé les corps de 89 personnes à bord d'un grand bateau de pêche traditionnel qui a chaviré le lundi 1er juillet 2024 sur les côtes de l'océan Atlantique" à 4 km de la ville de Ndiago (sud-ouest de la Mauritanie). Parmi les neuf survivants secourus, se trouve une fillette de 5 ans. Selon les survivants, le bateau était parti de la frontière entre le Sénégal et la Gambie avec à son bord 170 passagers, ce qui porterait à 72 le nombre de disparus. L'embarcation aurait donc remonté les côtes sénégalaises vers le nord et venait juste d'entrer dans les eaux mauritaniennes quand elle a sombré.

Les candidats au départ, depuis les côtes sénégalaises, mauritaniennes ou gambiennes, fuient la pauvreté, le chômage ou l'absence de perspectives d'avenir. Ils embarquent clandestinement moyennant finances sur des pirogues ou des embarcations précaires, complètement inadaptées à de telles traversées. Il faut au moins 5 jours de navigation pour parcourir les 1 500 kilomètres jusqu'aux Canaries dans des conditions décrites comme terribles par les survivants, à la merci de la faim et la soif, du soleil, des éléments et des avaries. Pour tenter d'enrayer ces départs, la Marine sénégalaise multiplie les interceptions de pirogues au large de ses côtes. Elle a récupéré une pirogue avec 74 personnes, dont 20 enfants. En juin, ses patrouilleurs ont intercepté plus de 470 personnes au cours de quatre opérations. Trois ONG basées au Sénégal ont écrit dans un communiqué commun que la plupart des victimes du récent naufrage au large de la Mauritanie étaient sénégalaises. Elles se sont

émues d'un "énième drame [qui] met en lumière les conditions de désespoir qui poussent de nombreux jeunes à risquer leur vie dans des traversées périlleuses".

Elles estiment les dispositifs pour lutter contre l'émigration clandestine, y compris en collaboration avec l'Union européenne, ne produisent pas les résultats attendus. Elles réclament des nouvelles autorités en place depuis avril "une politique de jeunesse plus efficace", ainsi qu'une "amélioration des conditions de vie des populations sénégalaises et la promotion de voies de migration sûres et légales".

Cette voie maritime pour rejoindre les Canaries, archipel espagnol et porte d'entrée de l'Europe, est extrêmement dangereuse et meurtrière. Dans l'Atlantique, les vents violents et les forts courants peuvent faire dériver des embarcations de migrants à des milliers de kilomètres de leur destination finale. Le nombre de migrants ayant débarqué en 2023 aux Canaries a plus que doublé en un an pour atteindre le chiffre record de 39 910, selon le gouvernement espagnol. Et depuis le 1er janvier 2024, un peu plus de 19 000 personnes sont arrivées dans l'archipel, soit en augmentation de 167% par rapport à la même période l'année dernière. Plus de 5 000 migrants ont péri au cours des cinq premiers mois de 2024 en tentant de rallier les côtes espagnoles, la plupart sur la route des Canaries, estime l'ONG espagnole Caminando Fronteras.

Cinq corps de migrants retrouvés dans une embarcation à environ 800 km au sud de Tenerife

Mercredi 19 juin 2024 dans la soirée, cinq corps de migrants ont été retrouvés par les autorités espagnoles dans une embarcation à la dérive à environ 800 km au sud de l'île de Tenerife, ont indiqué les sauveteurs. La pirogue, partie de Gambie, a été repérée dans l'après-midi par un bateau commercial propriété de la société Oceania Cruises basée à Miami, et qui peut accueillir jusqu'à 670 passagers. Il effectuait depuis janvier un voyage de 180 jours autour du monde et était en route vers le Brésil. L'équipage a prévenu les Espagnols, qui ont rejoint le canot en détresse. **Soixante-huit personnes ont été prises en charge par les sauveteurs** puis ramenés aux Canaries, et **trois corps récupérés**. Mais les **deux autres ont dû être laissés à bord** de l'embarcation de fortune, qui continuait à dériver, en raison des mauvaises conditions météorologiques dans la zone, précisent les sauveteurs espagnols. D'après l'ONG Caminando Fronteras, le canot, qui a dérivé dès le quatrième jour de navigation, comptait environ 150 personnes à bord. Le bilan pourrait ainsi s'établir à six morts et près de 80 disparus.

Ce nouveau drame illustre l'augmentation des arrivées de migrants aux Canaries enregistrée ces dernières semaines. Et le mois de juin 2024 est particulièrement dense. Du 1er au 15 juin, 1 860 personnes ont débarqué dans l'archipel, contre 1 135 pour l'ensemble du mois de mai, selon les chiffres du ministère espagnol de l'Intérieur publiés lundi 17 juin 2024. Depuis le début de l'année 2024, le nombre de débarquements aux Canaries connaît un nouveau record. Entre le 1er janvier et la mi-juin, près de 19 000 migrants à bord de 290 canots sont arrivés dans ces îles espagnoles, contre près de 6 000 répartis dans 126 embarcations à la même période de l'an dernier. En 2023 déjà, les débarquements avaient explosé dans la région : près de 40 000 migrants étaient arrivés aux Canaries, soit plus du double du chiffre enregistré l'année précédente et plus même qu'en 2006, année de la "crise des cayucos", lors de laquelle près de 32 000 personnes avaient débarqué.

Depuis 2018, les exilés tentent de rejoindre l'Espagne via les Canaries, en traversant l'Atlantique afin d'éviter les contrôles renforcés plus au nord, en Méditerranée. Si pendant longtemps les migrants prenaient la mer depuis les plages marocaines pour atteindre l'archipel espagnol, désormais ils n'hésitent plus à tenter leur chance plus au sud. Selon l'ONG espagnole Caminando Fronteras, entre janvier et mai 2024, plus de 4 800 personnes ont perdu la vie dans cette zone maritime. Un chiffre en nette augmentation : Caminando Fronteras avait comptabilisé 6 800 décès sur cette même route pour l'ensemble de l'année 2023.

Une famille originaire du Sénégal est séparée, le temps d'effectuer des tests de paternité.

Une jeune sénégalaise a pris la mer en Mauritanie pour les Canaries il y a trois mois. Après une périlleuse et difficile traversée, qu'elle ne souhaite pas évoquer, débarque à El Hierro, à l'ouest des Canaries, avec sa petite sœur, son mari et leurs trois enfants de 9, 5 et 1 an et demi. Elle attend, depuis, d'être transférée avec sa famille sur le continent européen.

"Après un mois à El Hierro, on a tous été emmenés à Las Palmas [sur l'île de Grande Canarie]. C'est là que mon mari et moi avons été séparés. Avec les enfants et ma sœur, on vit dans le centre géré par Cruz Blanca. Mon mari, lui, est dans celui de la Croix-Rouge. Les deux structures sont séparées par un grillage. La journée, on peut sortir, alors on se voit dans un petit parc dehors. C'est la seule façon d'être ensemble, car quand on se parle à travers le grillage, les gens du centre nous disent d'arrêter, que c'est interdit. C'est très difficile de ne pas être ensemble dans le centre. Les enfants ne comprennent pas pourquoi ils ne sont pas avec leur papa le soir, ou quand ils vont se coucher. Ils n'ont pas l'habitude.

Une fois aux Canaries, les familles sont soumises à des tests ADN pour vérifier leur lien de parenté, d'après la Croix-Rouge espagnole. Le but : vérifier que les mineurs voyagent bien avec des membres de leur famille. Si un enfant voyage avec une autre personne que ses parents, des exceptions peuvent être faites, avec l'aide d'un assistant social. Ces procédures peuvent prendre plusieurs semaines.

J'ai fait une demande de regroupement familial. J'ai tout raconté à l'assistante sociale, on a fait un dossier, et des tests ADN. Mais depuis, je n'ai aucune réponse. On me demande aussi prouver que ma sœur est bien ma sœur. En plus des tests ADN, j'ai donné des photos de ses fêtes d'anniversaire. J'espère qu'on va nous croire. On ne s'attendait pas à ça, car on est arrivé ensemble. Avant de venir ici, on vivait tous dans la même maison en Mauritanie. J'ai quitté le Sénégal avec mon mari en 2018, pour fuir mon père violent. J'ai pris ma petite sœur avec moi, pour nous sauver. En Mauritanie, la vie n'était pas trop difficile, mais je voulais une autre éducation pour mes enfants. Je veux qu'ils fassent des études en français, c'est mieux pour leur avenir. Moi je ne voulais pas prendre la mer, mais on n'avait pas d'autres solutions pour aller en Europe. Et rentrer au Sénégal, c'était hors de question. C'est trop dangereux pour moi et ma famille. Le temps est si long ici. Je m'inquiète, j'ai peur qu'on soit séparés encore longtemps. Quand je demande des nouvelles de mon dossier, on me dit à chaque fois : 'Il faut attendre', 'on vous tiendra au courant'. Je suis fatiguée. Et pendant ce temps, mes enfants ne vont pas à l'école. Ils jouent parfois avec les autres dans le centre, mais ils s'ennuient quand même un peu, on fait toujours la même chose. Parfois, je me mets dans un coin et je pleure. Je regrette, je me dis que je n'aurais jamais dû venir ici. Et puis je sèche mes larmes, et je me dis que ça va aller".

El Hierro

Deux migrants retrouvés mort dans une pirogue

Ce matin du 10 juillet 2024, deux corps sans vie ont été retrouvés à bord d'une embarcation, à son arrivée au port de La Restinga, sur l'île d'El Hierro. **51 autres personnes**, toutes originaires d'Afrique subsaharienne, ont été prises en charge par les secours. L'embarcation a été repérée par un pêcheur un peu avant 6h du matin, alors qu'elle se trouvait à 300 mètres de la jetée. Ce n'est que lorsque la pirogue est arrivée à quai que les autorités ont constaté la présence de deux cadavres. Deux personnes en état d'hypothermie modérée ont par ailleurs été évacuées à l'hôpital de Valverde. Parmi les survivants figurent aussi des mineurs, alors que l'hébergement des jeunes migrants dans l'archipel fait actuellement l'objet de discussions entre le gouvernement central et les autorités des îles. Près de 6 000 mineurs sont hébergés à ce jour aux Canaries, pour une capacité totale de 2 000 places.

Sur cette route migratoire en plein océan Atlantique, les drames se sont multipliés ces dernières semaines. Le 8 juillet 2024, un cadavre a été retrouvé au fond d'une pirogue arrivée deux jours avant à El Hierro avec 55 passagers, alors que des agents procédaient à son nettoyage, au port.

Melilla

Une enquête démontre un "déchaînement de violences" du Maroc contre les migrants en 2022

Dans une longue enquête, l'organisation Border Forensics revient sur le drame de Melilla lorsque des milliers de migrants, qui tentaient de pénétrer dans l'enclave espagnole en escaladant la barrière, ont été violemment frappés par les autorités marocaines, le 24 juin 2022. Ce jour-là, une vingtaine de personnes sont mortes et plus de 70 ont disparu. L'organisation démontre, images satellitaires et témoignages à l'appui, un véritable déchaînement de violences contre les migrants, que Rabat a toujours nié.

Une enquête de Border Forensics, longue d'un an, compile les témoignages d'une trentaine de personnes, des données satellitaires, des vidéos amateurs ou encore des analyses géostatistiques, pour tenter de comprendre ce qu'il s'est joué le 24 juin 2022 à la frontière entre le Maroc et Melilla. Ce jour-là, environ 2 000 migrants, en majorité soudanais, tentent de franchir la barrière séparant la ville marocaine de Nador de Melilla terrestre avec l'Union européenne (UE). Le bilan est lourd : 23 migrants meurent en essayant d'escalader la barrière frontalière la plus haute du monde ou dans des "bousculades", selon les autorités marocaines. L'Association marocaine des droits humains (AMDH) parle quant à elle de 27 morts et plus de 70 disparus et fustige le recours "excessif" à la force des policiers marocains. C'est le bilan le plus meurtrier jamais enregistré lors des tentatives de passage de migrants dans cette enclave.

L'enquête permet d'y voir un peu plus clair. Grâce à de nombreux supports techniques et technologiques, l'organisation retrace méthodiquement les événements de la journée. Et selon la chercheuse principale de l'enquête, *"ce massacre n'est pas un accident"*. Pour preuve d'après l'organisation, la veille de la tentative de passage, les exilés ont été délogés de leur campement érigé au mont Gourougou - lieu connu des migrants qui patientent dans ces forêts en attendant de passer en Espagne. Les policiers ont menacé les migrants de les tuer s'ils ne partaient pas. *"Au petit matin, les personnes vont donc décider de partir et de se diriger vers la frontière. Ensuite, contrairement aux fois précédentes, les autorités marocaines vont laisser ce grand groupe de migrants arriver jusqu'à la frontière à pied, ce qui est normalement impossible"*. En temps normal, les exilés sont repoussés avant même de pouvoir accéder au poste frontalier, mais pas ce jour-là. *"C'est à ce moment-là que les [personnes migrantes] ont compris qu'elles étaient tombées dans un piège : au moment où elles arrivent à la frontière, la répression est totale"*.

Grâce à des images satellites, Border Forensics est en mesure de prouver que la présence policière marocaine a été renforcée le long de cette frontière les jours précédents le drame. *"Le déploiement policier des deux côtés [de la frontière] laissent penser que les autorités se préparaient à réprimer"* toute tentative de passage. Très vite, les migrants se retrouvent cernés des deux côtés et tentent d'entrer en Espagne via le poste frontière de Barrio Chino. C'est dans la cour grillagée qui délimite les deux territoires que les exilés sont visés par des jets de pierre, des tirs de gaz lacrymogènes et frappés par des policiers marocains munis de matraques. Maintenus dans cet espace clos pendant plusieurs heures, les migrants se retrouvent piégés et n'ont aucune échappatoire. Certains montent sur le toit, d'autres grimpent sur les barbelés et d'autres encore tentent de forcer la porte qui donne côté espagnol. *"Les coups ont provoqué plus de dégâts que la bousculade, car ils frappaient à la tête sans pitié. Il n'y avait aucune humanité"*, affirme dans l'enquête un Soudanais de 27 ans. *"Tu ne peux pas imaginer, le sang coulait comme de l'eau. J'avais du sang qui coulait de ma tête (...) J'étais juste à côté d'un cadavre, je l'ai soulevé et je me suis caché dessous"*, témoignage un rescapé de manière anonyme. *"Pendant presque trois heures, la cour s'est transformée en un espace de déchaînement de violences. Les personnes ont été systématiquement battues jusqu'à ce qu'elles soient étendues au sol, mortes ou vivantes"*

Autant d'éléments qui prouvent, selon Border Forensics, la responsabilité de Madrid et Rabat dans le drame – les Espagnols présents de l'autre côté ont aussi déployé leur matériel anti-émeutes et ont même refoulé 470 personnes ayant réussi à fouler le sol de Melilla. *"Les morts relèvent*

de trois facteurs : la répression avec le matériel anti-émeute, la répression par les coups, et le fait que puisque les personnes étaient réprimées et ne pouvaient ni avancer ni retourner en arrière, il y a eu des bousculades".

"Au bout de plusieurs heures de lynchage, des charniers se sont formés. Les autorités [marocaines] vont empiler les corps les uns sur les autres de personnes mortes et de personnes encore vivantes mais gravement blessées", indique le rapport. Les images de corps entassés les uns sur les autres avaient choqué le monde entier.

En décembre 2023, l'ONG Amnesty international avait sorti un rapport dans lequel elle dénonçait une « *tuerie de masse sur le sol européen* ». Le Maroc et l'Espagne ont toujours nié tout usage excessif de la force. Les autorités marocains et espagnoles n'ont pas souhaité réagir à l'enquête de Border Forensics.

Le drame de Melilla s'est produit peu après le réchauffement des relations diplomatiques entre le Maroc et l'Espagne. Pendant près d'un an, Rabat a reproché à l'Espagne d'avoir accueilli sur son sol le chef du Front Polisario, opposant au gouvernement marocain sur l'épineuse question du Sahara occidental, pour qu'il s'y fasse soigner. En riposte, le Maroc avait laissé passer 8 000 migrants dans l'enclave de Ceuta en mai 2021. Début avril 2022, les deux pays se sont officiellement réconciliés, Madrid s'étant rallié à la cause marocaine. Parmi "*les questions d'intérêt commun*" affichées par les chefs d'Etat, figurait la lutte contre l'immigration illégale. Pour ne pas déplaire à son nouvel allié espagnol, le Maroc s'était engagé à enrayer les nombreux assauts des migrants à sa frontière avec Melilla et Ceuta. «*La violence à cette frontière oscille beaucoup en fonction des relations diplomatiques entre le Maroc et l'UE, et plus particulièrement entre le Maroc et l'Espagne. Et souvent la répression contre les migrants noirs s'intensifie quand les relations sont bonnes : le Maroc montre qu'il collabore dans la lutte contre l'immigration irrégulière*», analyse la chercheuse.

Depuis 2014, l'Organisation internationale des migrations a comptabilisé 900 personnes mortes à la frontière entre Melilla et le Maroc.

FINLANDE

La Finlande opère un nouveau tour de vis dans sa politique migratoire

Le bureau finlandais de l'immigration (Migri) a annoncé son intention de fermer "*certaines*" centres d'hébergement pour demandeurs d'asile et de réduire le "*nombre de places*" d'hébergement. Il justifie cette décision par la diminution du nombre de "*nouveaux demandeurs d'une protection internationale et de bénéficiaires de la protection temporaire*" au printemps. Il ajoute que des bénéficiaires d'une protection temporaire ont quitté les centres d'accueil pour s'installer dans des logements privés, ce qui a également contribué à réduire la demande d'hébergement. "*La capacité sera réduite en diminuant le nombre de places dans les unités d'accueil et en fermant certaines d'entre elles*", certains centres seront réaffectés à d'autres services de l'Etat.

Plusieurs ONG finlandaises, dont Moniheli, le Conseil finlandais pour les réfugiés et Startup Refugees, critiquent cette décision. Startup Refugees, une organisation qui aide les migrants à trouver un emploi, parle d'une "*manœuvre politique*". "*Ces politiques sont faites pour accueillir moins de demandeurs d'asile à l'avenir*", la baisse du nombre d'arrivées s'expliquerait par le fait que les migrants ne veulent plus venir en Finlande en raison des nouvelles politiques. Réagissant à cette explication, un porte-parole du Migri a affirmé que le bureau de l'immigration n'était "*pas responsable de la législation*". Il précise que le Migri s'efforce de "*veiller à ce que le fonctionnement des centres d'accueil soit rentable et que le nombre de places corresponde aux besoins actuels. Si le nombre de demandeurs augmente, nous sommes prêts à augmenter le nombre de places*". D'après les chiffres du Migri, la Finlande compte actuellement 76 centres d'accueil, dont trois sont gérés par le bureau lui-même, ainsi que 23 unités pour les migrants mineurs. Sur les quelque 28 000 demandeurs d'une protection internationale, 43 % vivent dans des logements privés, les autres dans des centres

d'hébergement. La majorité d'entre eux sont des Ukrainiens qui bénéficient de la directive européenne sur la protection temporaire.

La réduction des capacités d'hébergement va s'opérer durant l'été et l'automne 2024. Par conséquent, certaines personnes vivant dans des centres d'accueil "*pourraient devoir déménager*". "*Si nécessaire, des personnes peuvent être transférées dans une autre unité ou déménager dans un logement privé ou dans une municipalité* (les municipalités sont les différentes régions administratives que compte la Finlande, ndlr). Quant aux réfugiés ukrainiens, ils peuvent "*demandeur une municipalité de résidence*" - à condition qu'ils aient séjourné en Finlande de manière continue pendant au moins un an. Cela concernerait environ 11 000 personnes dans le système d'accueil.

La Finlande érige par ailleurs de nouvelles clôtures et mobilise davantage de patrouilles, de drones et de détecteurs de mouvements le long de ses 1 340 kilomètres de frontière avec la Russie, dans le but de fermer les nouvelles voies d'accès aux migrants. Helsinki affirme subir un afflux de demandeurs d'asile orchestré par Moscou et dénonce une "*migration instrumentalisée*" dans le but de déstabiliser la Finlande et l'Union européenne. Quelque 1 000 migrants sont arrivés dans le pays l'automne dernier sans visa, en provenance de Russie. En septembre 2023, la Finlande avait ainsi fermé ses postes-frontières terrestres. Après avoir annoncé plusieurs prolongations, le gouvernement a déclaré en avril qu'ils resteraient finalement fermés indéfiniment.

La Finlande est également en passe d'adopter une loi qui vise à autoriser les garde-frontières à refouler les migrants qui arriveraient de Russie. La loi donnera également au gouvernement le pouvoir de limiter l'accueil de demandeurs d'asile dans des zones frontalières spécifiques et uniquement pendant certaines périodes. Les députés finlandais viennent enfin de réduire l'aide financière accordée aux demandeurs d'asile. Les allocations versées actuellement s'élèvent à 348,50 euros par mois pour les personnes seules et les parents isolés (102,15 euros si la personne reçoit des repas dans son centre d'accueil). Une fois la loi en vigueur, l'aide financière se situera au niveau le plus bas autorisé par la législation de l'Union européenne. Par ailleurs, la loi prévoit que les demandeurs d'asile déboutés n'obtiendront plus de permis de séjour sur la base d'un emploi, d'un entrepreneuriat ou d'études.

GRECE

Le 11 juillet 2024, les garde-côtes ont annoncé avoir localisé 25 étrangers, dont six mineurs, sur l'îlot de Seslki, près de l'île de Symi, en mer Égée. Ils ont été conduits à Symi, où ils ont déclaré être partis de Bodrum, en Turquie, et avoir payé 4000 euros pour le passage sur un hors-bord qui serait tombé en panne. Les garde-côtes ont arrêté l'un des membres du groupe, un citoyen syrien de 37 ans, accusé de trafic.

Les garde-côtes ont également secouru 22 migrants sur un îlot à l'est de Leros, dans le sud-est de la mer Égée, mercredi 10 juillet 2024. Les médias rapportent que ce groupe a été retrouvé sur un îlot à environ quatre kilomètres de Leros. Les garde-côtes ont emmené le groupe au centre de migration fermé de l'île. La police a arrêté l'un des membres du groupe, un homme de 23 ans soupçonné d'avoir fait passer clandestinement le reste du groupe. Ils l'accusent d'entrée illégale dans le pays, de trafic de ressortissants de pays tiers et de mise en danger de vies humaines. Mercredi également, les autorités grecques ont annoncé avoir découvert un groupe de 39 migrants, dont treize enfants, près d'une plage de Symi.

Trois hommes ont été condamnés à cinq ans de prison pour avoir détenu treize migrants dans une caravane dans le cadre d'une action d'autodéfense. Ils pensaient que ces migrants étaient impliqués dans un incendie meurtrier survenu en 2023 dans le nord-est, qui a coûté la vie à près de 20 personnes. La police grecque avait arrêté les trois hommes en août 2023 pour enlèvement, après que les migrants, principalement syriens et pakistanais, aient été emmenés de force et détenus dans une caravane contre leur gré. Selon des documents judiciaires, l'affaire a été initialement traitée

comme une agression à caractère raciste. Cependant, dans son jugement, le tribunal a déclaré que les motivations des trois hommes ne pouvaient être considérées comme racistes. On pense que c'est la raison pour laquelle le tribunal a décidé de déclasser l'accusation d'enlèvement au rang de détention illégale.

Le tribunal de Mytilène, la capitale de l'île de Lesbos, a condamné 21 personnes accusées d'avoir participé à une attaque contre des migrants campant sur la place Sappho de la ville, en 2018. L'attaque avait provoqué des affrontements qui ont duré toute la nuit. Deux des accusés, rapporte *Ekathimerini*, ont été condamnés à des peines de six ans d'emprisonnement pour « *menaces, coups et blessures dangereux avec des motivations racistes* », deux autres à des peines de cinq ans et neuf mois de prison pour « *coups et blessures dangereux, également motivés par le racisme* ». Seize autres accusés ont été reconnus coupables de « *trouble à l'ordre public* » et ont été condamnés chacun à un an d'emprisonnement. Ces peines sont assorties du sursis et rachetables contre argent, mais « *c'est la première fois qu'un tribunal de Mytilène reconnaît formellement les motivations racistes d'un crime* ».

<https://www.courrierdesbalkans.fr/Refugies-Balkans-Les-dernieres-infos>

ITALIE

Détention "abusives" des migrants, notamment tunisiens

Dans un rapport publié jeudi 4 juillet, l'ONG de défense des droits humains, Amnesty International, conclue clairement: "*Certains demandeurs d'asile et migrants ont été soumis à une détention administrative sans que cette détention soit légitime ou nécessaire, dans des conditions qui ne respectaient pas le droit et les normes internationales*".

Pour son enquête, l'ONG a visité trois centres : deux CPR, celui de Ponte Galeria (près de Rome) et Pian del Lago (en Sicile), dont le but est l'expulsion des migrants qui y sont enfermés vers leur pays d'origine. Amnesty a également pu entrer dans le hotspot de Pozzallo en Sicile, un lieu fermé chargé d'identifier, d'enregistrer et d'orienter les migrants dès leur entrée sur le sol italien.

Si de nombreuses nationalités se retrouvent entre les murs des CPR (Amnesty a rencontré des Iraniens, des Georgiens, des Iraniens, des Egyptiens...), les inquiétudes de l'ONG concernent particulièrement les ressortissants tunisiens. Depuis le début de l'année, sur les 26 000 migrants arrivés sur les côtes italiennes, 3 200 étaient tunisiens. C'est la troisième nationalité d'arrivée derrière les Bangladais et les Syriens. Cette population est particulièrement visée par les rétentions "abusives", estime l'ONG, parce que les Tunisiens viennent d'un pays jugé "sûr", par Rome, de même que le Nigeria, l'Algérie, le Sénégal, le Maroc, la Côte d'Ivoire ou encore la Gambie. Une "sûreté" actée après la promulgation en novembre 2023 du décret Cutro 2, qui compile une liste de mesures pour enrayer les arrivées en Italie. Rome a même demandé que ces demandeurs d'asile originaires des pays "sûrs" soient envoyés "automatiquement en détention". Une mesure suspendue par la justice italienne. Pour rappel, selon la Convention de Genève, une procédure d'asile doit faire l'objet d'un examen propre à chaque demandeur, en tenant compte de son histoire personnelle, quel que soit son pays d'origine. Pourtant, malgré le veto des juges italiens, ces "détentions automatiques" continuent : "*Des ressortissants tunisiens, notamment, ont été transférés dans des CPR immédiatement après leur débarquement en Italie, après un passage rapide dans les hotspots [...] qui ont abouti à ce qu'ils ne soient pas considérés comme des demandeurs d'asile, même s'ils avaient l'intention de demander protection*", lit-on dans le rapport.

Certains Tunisiens ont affirmé être en danger dans leur pays en raison de leur orientation sexuelle ou de leurs opinions politiques. "*On m'a dit que je pouvais demander l'asile, mais en tant que Tunisien, je serai quand même expulsé*", a déclaré un homme de 30 ans. Plusieurs détenus tunisiens ont déclaré avoir signé des documents, sous pression policière, sans avoir eu la possibilité d'en lire le contenu : "*Les policiers auraient simplement soulevé un coin de chaque feuille, dans la*

partie à signer, sans donner la possibilité aux gens de lire son texte", écrit Amnesty. Certaines personnes ont aussi déclaré qu'elles avaient lu les documents signés dans les bus qui les conduisaient dans les CPR. C'est à ce moment-là qu'elles ont compris qu'il s'agissait d'un ordre d'expulsion, sur la base duquel leur détention a été ordonnée. Le ministère de l'Intérieur italien a plaidé la bonne foi, insistant sur le fait que "les autorités envoient régulièrement des instructions claires aux policiers, soulignant la nécessité de procéder à une évaluation minutieuse de chaque situation individuelle".

Depuis plusieurs mois, les conditions de vie dans les CPR italiens sont dénoncées par les associations de défense de migrants. Le CPR de via Corelli, à Milan, a par exemple été pointé du doigt pour son système de santé "gravement déficient". Des étrangers souffrant de problèmes psychiatriques, atteints de maladies graves, comme des tumeurs au cerveau, ou sujets à des crises d'épilepsie n'ont jamais été soumis à des examens médicaux.

Dans le CPR de Ponte Galeria, visité par Amnesty, un guinéen de 22 ans, en février a été retrouvé pendu par ses compagnons d'infortune. Sur le mur de sa cellule, le jeune garçon avait écrit ces quelques mots en français : "Je n'en peux plus, je veux rentrer chez moi".

Les migrants débarquent-ils dans les villes italiennes gérées par la gauche ?

Officiellement, l'objectif du décret phare de la politique migratoire du gouvernement d'extrême droite était de réglementer les opérations de sauvetage de migrants menées par des ONG en méditerranée. Présenté le 2 janvier 2023, le "*décret Piantadosi*" - du nom de l'actuel ministre italien de l'Intérieur - prévoit l'obligation pour le capitaine du navire de l'ONG de rejoindre sans délai le port assigné au débarquement après la première opération de sauvetage. Il se trouve que, depuis son entrée en vigueur, les ports les plus souvent assignés sont situés dans le nord de l'Italie. Une donne qui pénalise l'action humanitaire, selon la directrice des opérations de SOS Méditerranée. "*Cela nous rajoute des jours de navigation supplémentaires, et cela impacte énormément nos missions, autant du point de vue logistique qu'économique*". "*D'après nos calculs, nous avons dépensé 700 000 euros de plus en frais de carburant pour notre navire Ocean Viking depuis la mise en application de ce décret, et à cause de ces transits de plus en plus longs et lointains*". Désormais, pour pouvoir débarquer les migrants secourus en Méditerranée, l'Ocean Viking se voit systématiquement assigner des ports situés à des milliers de kilomètres des lieux de sauvetage. Par rapport à la Sicile, la région la plus méridionale de l'Italie, le trajet vers les ports du nord du pays peut nécessiter jusqu'à six jours de navigation en plus. "*C'est absurde en termes de kilomètres, d'impact sur l'environnement, mais surtout cela pénalise et ralentit nos opérations*, poursuit-elle. "*Avec ces temps de transit rallongés, nous avons perdu au total 92 jours de navigation, soit 92 jours durant lesquels nous ne pouvons porter secours en mer*." "*On veut clairement nous éloigner des zones de sauvetage*."

En un an et demi, aucun débarquement de migrants n'a été enregistré à Palerme tandis que près de 15 000 personnes ont été débarquées dans des villes comme Carrare, Bari, Livourne, Ortona, ou Ravenne. Des villes pour la plupart administrées par des élus de gauche.

Un membre du Parti démocrate (centre-gauche), la deuxième force politique du pays, et maire de Ravenne depuis 2016 indique que, située au nord-est de la péninsule à moins de 150 kilomètres de Venise, sa ville n'avait jamais vu d'opération de débarquement de migrants avant l'arrivée au pouvoir de l'exécutif le plus à droite que l'Italie ait connu depuis la période fasciste. "*Avant le gouvernement Meloni, on n'avait jamais eu de débarquement ici*, confie-t-il. "*Personne ne nous a avertis que le gouvernement avait décidé ce changement de stratégie et il n'y a eu aucune rencontre avec les mairies concernées, comme nous l'avions sollicité à plusieurs reprises. On nous a simplement prévenus, deux jours avant, qu'un navire de migrants devait débarquer dans notre port et on s'est mis à organiser l'accueil*." Le premier navire est arrivé le 31 décembre 2022, deux mois après l'arrivée au pouvoir de Giorgia Meloni, et alors qu'une bonne partie du personnel municipal était en vacances. "*C'était une situation nouvelle, il fallait tout coordonner, trouver un endroit pour*

les faire dormir, cela a été stressant et humainement difficile, raconte le maire. Lors de ce premier débarquement, il y avait beaucoup d'enfants, notamment des filles de 12 ans qui avaient subi des violences sexuelles. Le docteur qui les a examinées m'a dit qu'il n'avait jamais vu des situations de ce genre en 30 ans de carrière." Depuis ce premier débarquement à Ravenne, il dénonce "une gestion démentielle du phénomène migratoire par le gouvernement Meloni."

Et lorsqu'on lui demande s'il se sent ciblé, en tant qu'élus de gauche, par cette politique, il répond de manière catégorique : *"S'il faut accueillir ces navires on le fait volontiers, car c'est un devoir humanitaire. Je suis clairement en faveur de l'accueil des exilés dans notre pays. Mais nous voyons bien que nous sommes utilisés par ce gouvernement pour dévier les navires des ONG et laisser la Méditerranée sans surveillance. Nous contestons ce choix."*

Une douzaine de débarquements ont eu lieu à Ravenne depuis décembre 2022. *"À l'arrivée de chaque navire, nous montons à bord pour distribuer des vêtements et repérer les cas qui nécessitent une prise en charge immédiate",* confie le président de la Croix-Rouge de Ravenne, qui fait partie des organisations qui interviennent sur place lorsqu'il y a des débarquements. *"Au cas par cas, quand on nous prévient qu'un débarquement est imminent, on évalue nos besoins en matière de renforts, ajoute-t-il. Cela dépend du nombre de migrants qui devront être pris en charge."* *"La procédure est désormais rodée, même si c'est un défi logistique à chaque fois",* indique le préfet de Ravenne qui organise les opérations de débarquement. *"Lorsque le ministère de l'Intérieur me communique l'arrivée prochaine d'un navire humanitaire, j'échange avec la capitainerie du port, puis je convoque une réunion de coordination avec les forces de l'ordre, le personnel médical, les volontaires, les services sociaux et la police. Et enfin, la région décide où seront répartis les migrants identifiés."*

La région, en l'occurrence, c'est l'Émilie-Romagne. Elle est également dirigée par un gouverneur de gauche. *"Il est indéniable que la grande majorité des communes choisies pour ces débarquements lointains sont gouvernées par la gauche, même si le gouvernement peut très bien argumenter qu'il s'agit de ports importants",* note un analyste senior à l'Institut d'études en politique internationale (Ispi). Selon le préfet, les raisons qui poussent le ministère de l'Intérieur à assigner cette ville si éloignée pour des débarquements de migrants est simple : il faut *"une rotation des ports pour ne pas saturer le sud du pays"*. Un argument que reprend le vice-président du Conseil des ministres, membre de la coalition de droite au pouvoir. Il nie que le gouvernement tente de cibler la gauche à travers le choix des ports pour les débarquements de migrants secourus par les ONG. *"Ce n'est pas une question de villes gérées par la gauche ou par la droite. On ne peut pas envoyer tous les immigrés qui arrivent d'Afrique dans le sud de l'Italie parce que ce serait trop lourd pour le Mezzogiorno (ensemble des régions continentales et insulaires de l'Italie du Sud), qui, pendant des années a vécu au rythme des débarquements."* *"Il fallait arrêter cette dynamique et notre gouvernement l'a fait."*

Le gouvernement Meloni ne semble avoir aucune intention de changer sa stratégie des ports lointains. Une stratégie mortifère, selon SOS Humanity. Cette association de sauvetage allemande affirme dans un rapport publié le 19 juin 2024 qu'en entravant la surveillance exercée en mer par les ONG, les décrets du gouvernement italien ont contribué à rendre la route migratoire de la Méditerranée plus dangereuse. Depuis 2014, près de 30 000 migrants ont disparu en essayant de traverser la mer Méditerranée pour atteindre l'Europe.

Un travailleur agricole immigré meurt dans des conditions inhumaine

Un travailleur agricole indien de 31 ans, en Italie depuis trois ans, travaillait dans une ferme à Borgo Santa Maria. C'est là qu'une machine agricole a tranché son bras droit, fracturé ses jambes et provoqué un traumatisme crânien. Son patron, qui l'employait au noir, n'a pas appelé les secours. Il l'a transporté, ensanglanté, dans une camionnette et déchargé comme un sac d'ordures devant le domicile où il vivait avec sa femme. Quarante-huit heures après, le jeune Indien est décédé à l'hôpital San Giacomo de Rome. Une enquête a été ouverte par le parquet de Latina pour omission de secours et homicide involontaire.

Les réactions s'enchaînent. La ministre du Travail dénonce, "*un acte de barbarie*". Le Parti démocrate fustige les conditions dans lesquelles les immigrés sont contraints de travailler et demande un plus grand nombre d'inspecteurs du travail. "*Nous réclamons vérité et justice*" pour la mort du travailleur, a écrit mercredi 19 juin 2024, une responsable du Parti démocrate. Dès lundi, la Fédération des travailleurs de l'industrie agricole (FLAI) avait signalé qu'un travailleur indien "*qui s'occupait de couper le foin a eu un bras arraché par une machine et a subi d'autres fractures graves*". "*Outre l'horreur de l'accident, il faut ajouter le fait qu'au lieu d'être secouru par ses employeurs, il a été déchargé comme un sac d'ordures à proximité de son domicile*", avait-elle dénoncé. Quant au Syndicat CGIL, équivalent italien de la CGT, il rappelle que des milliers de travailleurs indiens sont exploités dans la province de Latina et exhorte les institutions à intervenir.

Calabre : douze nouveaux corps ont été retrouvés

Les garde-côtes italiens ont porté à 34 le nombre de morts après que 14 nouveaux corps ont été retrouvés vendredi 21 juin 2024. Plus de 60 personnes sont par ailleurs toujours portées disparues.

Les recherches continuent sur les lieux du drame. Jeudi 21 juin 2024, les garde-côtes italiens ont retrouvé 12 nouveaux corps, après le naufrage du voilier à 200 km de la Calabre. "*Des femmes et des enfants*" figurent parmi les dernières dépouilles retrouvées. D'après un autre proche de disparu interrogé par l'agence, une trentaine de personnes originaires du Kurdistan autonome se trouvaient parmi les passagers. Dans un Irak instable, le Kurdistan a toujours affiché une rutilante façade de prospérité et de stabilité. Mais la région, comme le reste du pays extrêmement riche en pétrole, souffre aussi d'une corruption endémique, du clientélisme des clans au pouvoir, et des difficultés économiques qui alimentent la désillusion de la jeunesse. En 2022, deux habitants sur trois au Kurdistan jugeaient les temps difficiles pour trouver un emploi.

La secrétaire du Parti démocrate (centre gauche), a fustigé de son côté le "*silence ignoble*" du gouvernement italien depuis le drame. "*Les jours passent*" et l'absence de réaction de Rome "*persiste face à une énième tragédie migratoire*", a-t-elle déclaré, déplorant des "*morts invisibles, des morts qui n'ont pas d'importance*".

À ce jour, 46 personnes, dont des enfants, sont toujours portées disparues.

Calabre : Six nouveaux corps ont été retrouvés

Six nouveaux corps ont été retrouvés à l'endroit où a sombré, le 17 juin 2024, un voilier à environ 200 km de la Calabre (voir lettre 85). Les autorités n'ont pas précisé la nationalité des cadavres repêchés, ni leur âge. Après cette découverte, 58 exilés restent portés disparus. "*Les opérations de recherche se poursuivent*" dans cette zone avec des navires et des moyens aériens, alors que le voilier est toujours visible à la surface de l'eau. Le jour du naufrage, les garde-côtes italiens ont pu secourir 11 personnes, dont deux femmes et deux enfants de 12 ans. Une femme, d'abord secourue, est finalement décédée pendant le sauvetage. Les survivants, tous pris en charge dans les hôpitaux de la région, "*se trouvent dans un état grave avec de multiples traumatismes, des brûlures et une grave déshydratation*".

Une jeune fille de 12 ans, accueillie à l'hôpital de Locri, a perdu ses parents et sa petite sœur dans le drame. "*Elle demande des nouvelles de ses parents, nous n'avons pas encore eu le courage de lui dire qu'ils ne sont pas là*", regrette une membre de la Croix-Rouge. "*L'un des naufragés est arrivé inconscient. Quand il s'est réveillé, il s'est mis à pleurer, il ne pouvait pas s'arrêter, il répétait toujours les mêmes mots dans une langue que personne ne comprenait*, raconte le médecin aux urgences de Polistena. *Un autre survivant, qui parlait un peu anglais, nous a alors expliqué que son compagnon de route demandait où il était, s'il était déjà mort et s'il était dans l'au-delà*".

Un point d'information a par ailleurs été installé au port de Roccella Ionica, pour porter assistance aux proches des victimes qui commencent à arriver en Calabre.

Le 18 juin, selon un communiqué du HCR, de l'OIM et de l'Unicef, les passagers étaient originaires d'Iran, de Syrie et d'Irak. L'embarcation était partie de Turquie huit jours auparavant. *"Le bateau prenait l'eau depuis trois ou quatre jours"* quand les secours sont arrivés, a précisé la médiatrice interculturelle de Médecins sans frontières (MSF). D'après les témoignages des survivants, le navire a commencé à couler après l'explosion du moteur, qui a provoqué un incendie à bord. À mesure que l'embarcation s'enfonçait dans l'eau, ils ont raconté avoir tenté de *"grimper jusqu'au point le plus haut du voilier"*, *"pour essayer de sauver les plus petits"*. C'est un voilier français, naviguant dans la zone, qui a donné l'alerte. *"Ces derniers incidents [le naufrage en Calabre et les 10 corps retrouvés au large de la Libye] génèrent un sentiment de profonde frustration en raison des appels répétés et inédits pour un renforcement des ressources et des capacités pour les opérations de recherche et de sauvetage en mer en soutien aux garde-côtes italiens, ont déploré le HCR, l'OIM et l'Unicef. Chaque naufrage représente un échec collectif, un signe tangible de l'incapacité des États à protéger les personnes les plus vulnérables."*

"Trois jours après la Journée mondiale des réfugiés qui commémore la tragédie de 120 millions de personnes contraintes de fuir la guerre, la violence et les persécutions, ces nouveaux incidents en mer, impliquant réfugiés et migrants, sont plus inacceptables que jamais", s'insurgent encore les institutions, qui réclament *"des itinéraires sûrs et réguliers dans l'Union européenne pour les migrants et les réfugiés, afin qu'ils ne soient pas obligés de risquer leur vie en mer"*.

La police italienne a annoncé mercredi 26 juin 2024 avoir **arrêté un Irakien**, survivant du voilier, accusé d'avoir **violé et tué une adolescente irakienne** avant que l'embarcation ne sombre en mer Méditerranée. Il aurait *"déversé sa violence sur une jeune Irakienne de 16 ans, fille d'une autre survivante, entraînant sa mort par suffocation"*. Selon un journal italien, *"la mère de la jeune fille, avec beaucoup de courage et de clarté, a fourni aux enquêteurs tous les détails des violences. L'homme a été extrait de l'hôpital où il était hospitalisé et emmené à la prison de Catanzaro"*, chef-lieu de la Calabre.

Plus de 90 morts au large de Cutro

Les exilés impliqués dans le naufrage ont emprunté la route de la Calabre à bord d'embarcations vétustes, généralement des voiliers. Les migrants prennent la mer depuis la Turquie et contournent les îles grecques de la mer Égée pour arriver directement dans le sud de l'Italie. Cette voie maritime, plus longue, est aussi très dangereuse.

Lampedusa

Deux Égyptiens ont été arrêtés

Arrivés, avec d'autres passagers, sur l'île de Lampedusa le 17 juin 2024, deux passeurs égyptiens ont été arrêtés en Italie. Ils sont accusés d'avoir fait entrer illégalement 54 personnes originaires du Pakistan et du Bangladesh en Italie à bord d'un canot inadapté à la traversée. Ils sont surtout suspectés d'être responsables de la mort de dix personnes lors de ce terrible périple en mer Méditerranée. Les trafiquants ont fait voyager les candidats au départ à bord d'un bateau en bois surchargé, parti de Libye. Ces conditions de voyage ont conduit à la mort par asphyxie de dix personnes qui se trouvaient dans la cale du bateau. Plusieurs autres passagers ont également été blessés.

Les deux passeurs présumés ont été identifiés après que les juges italiens ont interrogé l'ensemble des rescapés placés dans le hotspot de Lampedusa. Leurs témoignages ont permis de reconstituer la chronologie des faits, du départ des côtes libyennes jusqu'aux côtes italiennes. L'un des deux accusés a été formellement identifié comme ayant organisé l'entrée des migrants dans le bateau ainsi que les entrées et sorties de la cale. Les personnes décédées ont été empêchées de sortir sur le pont, le passeur présumé les menaçant avec un couteau.

EUROPE

LA HONGRIE A LA TETE DU CONSEIL DE L'UE ET MIGRATION

Le 1er juillet 2024, la Hongrie, à la tête du Conseil de l'UE présente ses priorités pour les six prochains mois : Durcissement de l'immigration et élargissement "équilibré"

"Autre priorité qui annonce de probables débats houleux à Bruxelles : les migrations illégales", commentent Les Echos. La Hongrie réclame en effet *"des retours plus efficaces et des solutions innovantes pour les procédures d'asile"*, du moins dans un sens plus restrictif que ce que prévoit le nouveau Pacte migratoire adopté par l'UE en mai dernier, explique le quotidien économique.

A noter par ailleurs que la Cour de justice de l'UE a tout récemment infligé une *"amende de 200 millions d'euros à la Hongrie pour non-respect du droit d'asile"*, rappelle Le Monde. Une décision dénoncée par Viktor Orbán comme étant *"scandaleuse"* et *"inacceptable"*, fait savoir le journal du soir.

ALBANIE

Les Albanais sont assez partagés sur l'installation de camps de rétention

Les Albanais sont assez partagés sur l'installation de camps de rétention gérés par les autorités italiennes sur leur territoire. Mais dans l'ensemble, sur place, les habitants sont plutôt mécontents et surtout inquiets de voir leur région transformée en un "hotspot" de la question migratoire. C'est le cas dans le modeste village agricole de Gjadër, là où se construit actuellement l'un des deux centres de rétention prévus par l'accord entre Rome et Tirana, et encore plus à Shëngjin, la ville portuaire où vont débarquer ces milliers de personnes secourues en mer par les navires italiens. La cité balnéaire de Shëngjin est en effet l'un des poumons économiques du nord du pays, et les entrepreneurs locaux craignent que l'arrivée des exilés dans leur région ait un impact sur la fréquentation touristique. Ils prennent pour exemple ce qu'il s'est passé à Lampedusa en Italie ou à Lesbos en Grèce. Mais si la plupart des habitants se disent opposés au projet, bien peu osent critiquer ouvertement les choix du tout-puissant Premier ministre albanais. À Tirana, certains activistes ont tout de même organisé des manifestations pour dénoncer la perte de souveraineté de leur pays.

Des oppositions donc, mais certains sont sensibles aux arguments du Premier ministre. Il a mis en avant la relation particulière de l'Albanie avec son voisin italien, et surtout une *"dette"* qui oblige son pays à répondre à la demande de l'Italie. Il fait référence aux années 90, quand des centaines de milliers d'Albanais ont traversé l'Adriatique afin de fuir le chaos politique qui a suivi l'effondrement de la dictature à Tirana. Aujourd'hui, beaucoup de ces Albanais se rappellent l'aide qu'ils ont pu obtenir à l'époque en Italie pour construire une nouvelle vie. Dans une Albanie où tout le monde a de la famille partie travailler à l'étranger, ils sont aussi nombreux à se montrer solidaires des personnes qui traversent la Méditerranée. La société albanaise est particulièrement tolérante, multiconfessionnelle, où l'extrême-droite politique est quasiment inexistante. Selon l'accord signé entre Rome et Tirana, les centres devaient ouvrir le 20 mai 2024, en pleine campagne des européennes. Mais le chantier a pris du retard, et lors de sa dernière visite sur place, la monstre italienne a annoncé cette fois-ci la date du 1^{er} août 2024.

BOSNIE- HERZEGOVINE

Selon une évaluation menée par l'Organisation internationale des Migrations (OIM), les migrants qui pénètrent illégalement en Bosnie-Herzégovine y restent moins longtemps mais plus souvent victimes de la traite des êtres humains. 1400 exilés se trouveraient en ce moment en Bosnie-Herzégovine, tous désireux de poursuivre leur voyage vers l'Europe occidentale. En moyenne, ils ne restent en Bosnie-Herzégovine qu'environ un mois car les trafiquants d'êtres humains et les passeurs ont déjà assuré la poursuite de leur voyage.

Parmi les migrants interrogés par l'OIM, 74% eux avaient déjà tenté de traverser la frontière avec la Croatie au moins une fois, et 71% ont déclaré qu'ils n'y étaient pas parvenus parce que les autorités les avaient interceptés et renvoyés. Seules trois personnes interrogées ont déclaré qu'elles ne tenteraient plus de traverser la frontière. Tous ont utilisé les réseaux sociaux et les messages instantanés pour organiser leurs voyages en Europe occidentale, et les plateformes WhatsApp, Facebook et Viber sont le plus souvent utilisées.

La majorité des migrants sont des citoyens syriens, afghans, marocains, népalais et pakistanais, et leur objectif ultime est l'Allemagne, la France ou l'Italie. L'OIM suggère aux autorités de Bosnie-Herzégovine de réfléchir à la manière dont elles pourraient employer au moins une partie des migrants, car ce pays souffre déjà d'une pénurie de main-d'œuvre.

<https://www.courrierdesbalkans.fr/Refugies-Balkans-Les-dernieres-infos>

ROYAUME-UNI

Plus de 14 000 migrants sont arrivés au Royaume-Uni depuis le début de l'année

Entre le 1er janvier et le 10 juillet 2024, un total de 14 058 migrants sont arrivés illégalement par la Manche sur le sol britannique. Un chiffre en augmentation de 10 % par rapport à l'année dernière à la même période. Dans le détail en ce début du mois de juillet : 419 personnes ont été secourues par la Border force le 9 juillet, 65, la veille, 85, le 2 juillet. Un chiffre en augmentation de 10 % par rapport à celui enregistré à la même période l'année dernière (12 772) et de 6 % par rapport à la même période en 2022 (13 318). Depuis plusieurs années, les traversées de la Manche sont devenues le principal moyen pour les migrants de rejoindre l'Angleterre. Le renforcement des patrouilles policières et des moyens de surveillance sur terre - notamment autour de l'Eurotunnel et des ports - ont poussé les exilés à tenter leur chance par la mer. Les bateaux traversant la Manche sont généralement surchargés, leur interception en mer est jugée dangereuse pour les passagers. C'est pour cette raison que les navires de la marine française, qui croiseraient leur route n'interviennent pas - ou alors seulement en cas de difficulté, par exemple si leur bateau commence à couler. Une politique qui explique en partie le succès des "petits bateaux" qui finissent par atteindre le Royaume-Uni.

Les prévisions du nouveau Premier ministre sur l'immigration : le projet du Rwanda est abandonné

Le nouveau Premier ministre, chef des travaillistes, ancien avocat spécialiste des droits humains a promis d'incarner le "*changement*" et "*un renouveau national*". En particulier sur le volet migratoire. Cette question sera plus particulièrement à la charge d'Yvette Cooper, nommée à la tête du Home office, l'équivalent du ministère de l'Intérieur. Cette dernière s'occupe du sujet depuis 2021 au sein du Labour, après avoir déjà occupé ce poste entre 2011 et 2015. Le premier ministre a déclaré samedi 6 juillet 2024 que le projet d'expulsions des demandeurs d'asile vers le Rwanda imaginé par le précédent gouvernement "*était mort et enterré avant même de commencer*". "*Il n'a jamais été dissuasif (...), je ne suis pas prêt à continuer avec des mesures gadget*". Mais le Rwanda, mardi 9 juillet 2024 a indiqué : "*L'accord que nous avons signé ne stipulait pas que nous devrions rendre l'argent*", alors que le Labour aurait bien aimé que les 240 millions de livres sterling (280 millions

d'euros) investis au Rwanda revienne dans les caisses de l'État.

Le Labour affiche une position plus humaine avec la suppression du Plan Rwanda, mais prévoit de déployer des moyens inspirés de la lutte antiterroriste pour contrer les groupes de passeurs. Et il veut encore renforcer et multiplier les accords européens et bilatéraux, pour enrayer les départs de migrants depuis les côtes françaises.

Il s'engage à réaffecter les fonds du programme rwandais – dont le coût a été estimé à 541 millions de livres sterling sur cinq ans – à la création d'un nouveau "commandement d'élite de la sécurité des frontières". Il entend ainsi faire du Royaume-Uni un "territoire hostile" pour les réseaux de trafiquants qui organisent les périlleuses traversées de la Manche. "Nous vous trouverons, nous vous arrêterons, nous protégerons vos victimes".

Pour ce faire, le nouveau Premier ministre prévoit une augmentation des contrôles à la frontière franco-britannique, inspirées de la lutte anti-terroriste. "J'utiliserai le MI5 [le service de renseignement responsable de la sécurité intérieur du pays] pour aider à démanteler les réseaux de passeurs, qui ne valent pas mieux que les terroristes", a-t-il déclaré le 9 mai. "Nous utiliserons ces nouveaux pouvoirs pour accéder aux comptes bancaires, surveiller l'utilisation d'internet et suivre les mouvements des criminels au sein des gangs". L'embauche de centaines d'agents spécialisés dans la lutte contre le trafic d'êtres humains, d'agents de renseignement, et de policiers transfrontaliers supplémentaires, sont donc à l'étude.

Par ailleurs, le parti travailliste prévoit de "rebâtir l'intégrité et les règles du système d'asile" britannique. Ainsi, des centaines de travailleurs sociaux seront recrutés pour une nouvelle unité chargée d'étudier les demandes d'asile. "Nous maintiendrons la tradition dont nous sommes fiers en tant que nation, qui consiste à soutenir ceux qui fuient les persécutions".

Selon un récent rapport parlementaire qui dresse un bilan s'arrêtant en juin 2023, 215 500 demandeurs d'asile sont en attente d'une réponse à leur dossier. Un chiffre qui a "plus que doublé" par rapport à 2015. Parmi ces dossiers, 138 000 attendaient une première réponse à leur demande de protection. Le chef du Labour avait annoncé qu'il mettra fin à l'usage d'hôtels pour héberger les demandeurs d'asile, "qui coûte au contribuable près de 8 millions de livres sterling par jour".

Près de 900 migrants ont traversé la Manche en une journée

Alors que l'immigration figure parmi les sujets majeurs de la campagne des élections à venir au Royaume-Uni, des centaines de migrants continuent d'arriver chaque semaine sur les côtes anglaises. Pour la seule journée de mardi **18 juin 2024**, 882 exilés répartis dans 15 embarcations ont débarqué à Douvres, dans le sud du pays. La veille déjà, dans la nuit de lundi 18 à mardi 19 juin, 85 exilés ont été secourus par la Royal Navy, au large de Douvres. D'après les autorités, des enfants en bas âge figurent parmi les rescapés. Ces sauvetages font suite à plusieurs jours sans aucune arrivée, les dernières remontant au 13 juin 2024, lorsque 105 personnes avaient débarqué au Royaume-Uni, sur deux embarcations distinctes. La veille, trois bateaux transportant 79 migrants avaient eux aussi atteint le littoral britannique.

Ces chiffres donnent tort au parti conservateur du Premier ministre, qui avait pourtant fait de la lutte contre l'immigration son cheval de bataille. À l'approche du scrutin le 4 juillet, les conservateurs sont d'ailleurs attaqués sur ce thème par le parti d'extrême droite "Reform UK", dont la progression dans les sondages constitue l'un des faits marquants de la campagne. Les travaillistes (centre gauche), favoris pour remporter les élections, ont adopté eux aussi une position ferme sur le sujet. S'ils veulent abandonner la loi sur les expulsions vers le Rwanda, dispositif qu'ils jugent onéreux, cruel et non efficace, ils comptent tout de même renforcer le contrôle de la Manche et faire baisser l'immigration légale.

Augmentation des départs en Baie de Somme

Côté français aussi, des interceptions d'exilés ont eu lieu, sur la terre ferme cette fois. Ce

mardi, 36 migrants ont été arrêtés dans une forêt entre Monchaux et Quend Plage, à près de 100 km au sud de Calais, alors qu'ils se dirigeaient vers les plages en vue d'un départ. Ils ont été conduits à la gendarmerie d'Abbeville pour une étude de leur situation administrative. Les gendarmes ont aussi saisi deux véhicules dans lesquels se trouvaient une embarcation et un moteur. Leurs conducteurs ont pris la fuite.

Depuis plusieurs mois, les départs d'embarcations se font de plus en plus loin des côtes anglaises. *"Si avant, les migrants mettaient six ou huit heures pour aller de Calais à Douvres, désormais ils partent de Berck, du Touquet... Ils doivent donc doubler voire tripler ce temps de trajet en mer"*, s'était inquiétée l'association Utopia 56. En 2021, pour la première fois une embarcation avait fait naufrage et avait été secourue au large des plages de Quend. Un événement resté très rare. Mais désormais, la pression exercée par les forces de l'ordre pousse les exilés à chercher d'autres voies de passage, notamment dans la Somme. Le 4 juin 2024, 31 migrants ont été arrêtés sur une plage de Cayeux-sur-Mer, en Baie de Somme, alors qu'ils tentaient de mettre un bateau à l'eau à destination des côtes anglaises. Un peu plus tôt, un autre groupe de 42 personnes a été découvert à l'intérieur d'un fourgon sur une route départementale, toujours en Baie de Somme.

De cette région jusqu'au littoral de Dunkerque, des milliers de migrants continuent, malgré les effectifs policiers déployés à cet endroit, à prendre la mer pour l'Angleterre. Depuis le début de l'année, plus de 12 000 personnes ont traversé la Manche depuis les côtes françaises, soit une hausse de 18% par rapport à la même période l'an dernier. Les naufrages sont également nombreux. Au moins 16 exilés sont morts dans le détroit en 2024.

SERBIE

Belgrade a signé un nouvel accord mardi avec l'agence européenne de surveillance des frontières afin de lutter contre les flux migratoires irréguliers. Ce pays des Balkans est un point de transit pour de nombreux migrants en route vers la Hongrie, porte d'entrée de l'UE.

La Serbie a signé mardi 25 juin 2024 un accord avec l'agence européenne de garde-frontières Frontex visant à renforcer la *"coopération opérationnelle"* entre l'Union européenne et le pays des Balkans, qui est depuis longtemps un point de transit pour les migrants souhaitant entrer en Europe. L'année dernière, près de 100 000 migrants ont emprunté cette route, selon Frontex. Pour rappel, une même personne peut être comptabilisée plusieurs fois, à chacune de ses tentatives. Selon cet accord, l'agence des garde-frontières sera autorisée à lancer des opérations conjointes avec les gardes serbes pour surveiller les frontières albanaises, macédoniennes et celles du Monténégro.

"Le renforcement de la gestion des frontières tout au long de la route migratoire est essentiel pour réduire les arrivées irrégulières, compte tenu également de l'évolution du mode opératoire des passeurs et des risques liés au trafic d'armes à feu et à la criminalité organisée", a déclaré la Commission européenne dans un communiqué.

Depuis plusieurs mois, Belgrade lutte contre des réseaux criminels, souvent surarmés. En novembre 2023, une opération nationale d'envergure avait mené à l'arrestation de trafiquants et de 4 500 migrants. Ce coup de filet d'envergure faisait suite à une fusillade meurtrière du 27 octobre 2023 lors de laquelle trois migrants avaient été tués non loin de la frontière hongroise. Les tirs avaient eu lieu dans une ferme abandonnée près du village frontalier de Horgos, où viennent souvent camper les migrants qui tentent d'entrer en Hongrie, selon les médias.

En juillet 2022, un migrant avait été tué et au moins six autres - dont une adolescente - blessés près de la frontière hongroise dans un échange de tirs entre groupes de passeurs, avait rapporté la radio-télévision publique serbe RTS.

"La Serbie protège ses frontières, mais ce faisant, elle assure également la sécurité et la stabilité de toute l'Europe. C'est pourquoi nous avons besoin d'une réponse et d'un soutien unifiés", a déclaré le ministre serbe de l'Intérieur, aux journalistes, à l'issue de la signature de l'accord. La Serbie, qui est candidate à l'adhésion à l'UE depuis 2012, se trouve le long de la route des Balkans, empruntée par les migrants qui se dirigent vers l'Union européenne.

Par le passé, les autorités serbes ont aussi été accusées d'avoir agressé des migrants, en particulier en Février 2024 (voir Les Migrants). Frontex s'est déjà déployé dans les Balkans. Voir l'accord du 25 octobre 2022 : l'Union européenne avait alors décidé d'augmenter son aide financière et humaine : *"Nous sommes déterminés à aider nos partenaires des Balkans occidentaux [...] Nous proposons de négocier des accords [...] ce qui permettrait à des équipes Frontex d'être déployées dans chacun des quatre pays partenaires et d'y exercer leur mandat dans son intégralité, afin que les frontières de ces pays continuent d'être respectées et protégées conformément aux bonnes pratiques européennes* ». Le lendemain, le 26 octobre 2023, l'UE et la Macédoine du Nord avaient aussi signé un accord de coopération avec l'agence européenne. *"Frontex sera en mesure de déployer des équipes du contingent permanent afin de travailler main dans la main avec les garde-frontières de Macédoine du Nord, de prévenir la criminalité transfrontière, en particulier le trafic de migrants et la traite des êtres humains",* avait aussi déclaré la commissaire aux affaires intérieures. Entre 2021 et 2024, l'UE a également augmenté de 60% ses financements en faveur des pays des Balkans occidentaux, pour atteindre au moins 350 millions d'euros. Des aides destinées à mettre en place des systèmes efficaces de gestion des migrations, y compris d'asile et d'accueil.

ASIE

IRAK

Naufrage en Calabre : quatre passeurs arrêtés au Kurdistan d'Irak

Quatre passeurs soupçonnés de "trafic d'êtres humains" ont été arrêtés au Kurdistan d'Irak, ont annoncé mardi les autorités locales. Les quatre hommes sont poursuivis pour leur implication dans le naufrage d'un voilier le 17 juin au large des côtes italiennes, qui a fait 34 morts et des dizaines de disparus.

"Quatre personnes considérées comme des pontes du trafic d'êtres humains ont été arrêtées" au Kurdistan d'Irak, ont annoncé mardi 25 juin 2024 dans un communiqué, les Assayech, forces de sécurité du Kurdistan. Les quatre hommes ont été arrêtés dans la province de Souleimaniyeh, deuxième ville de la région autonome, a indiqué un responsable de sécurité s'exprimant sous couvert de l'anonymat. Ces quatre passeurs sont *"soupçonnés d'être impliqués dans le voyage, de manière illégale, d'habitants de la région du Kurdistan vers les côtes italiennes, ce qui a conduit au naufrage de leur yacht.*

LIBAN

Les réfugiés fuyant la guerre ou la misère tentent de gagner le continent européen à tout prix et le Liban est un point de passage, notamment pour les Syriens. Car depuis 2019 et la grave crise politique et économique qui touche le pays du cèdre, de plus en plus de réfugiés tentent de rejoindre Chypre. Le président chypriote s'est rendu par deux fois à Beyrouth, appelant le gouvernement libanais à contrôler davantage ses frontières maritimes. Mais les Libanais ont peu apprécié qu'on leur fasse cette leçon, alors que la pression grandit au Liban sur les réfugiés syriens.

TURQUIE

Un radeau de sauvetage transportant des migrants en mer Égée s'est écrasé mardi 6 juillet 2024 contre des rochers près de Çeşme, sur la côte égéenne de la Turquie. Au moins sept personnes à bord sont mortes, ont indiqué les garde-côtes turcs. 19 personnes, dont des enfants, ont été secourues au large de la province turque d'Izmir alors que les recherches pour retrouver une personne disparue

sont en cours, a déclaré le ministre turc de l'Intérieur. Mardi, les garde-côtes avaient reçu des informations faisant état de migrants sur une petite île turque au large de la côte, près d'Izmir, ont indiqué les garde-côtes sur leur site Internet. Un pêcheur a sauvé une personne, soupçonnant que d'autres étaient encore dans l'eau. Les garde-côtes ont sauvé 18 autres personnes de l'île, mais une personne reste portée disparue.

« Nous ne voulons plus de Syriens ! » Les autorités turques ont arrêté 484 personnes après des émeutes anti-syriennes dans plusieurs villes déclenchées à la suite de l'arrestation d'un Syrien soupçonné de harcèlement sur une enfant de son entourage, a annoncé mardi 2 juillet 2024 le ministre de l'Intérieur. Depuis l'arrestation d'un Syrien soupçonné de harcèlement sur une enfant, les tensions se sont accrues en Turquie contre la communauté syrienne. Des groupes d'hommes ont pris pour cible, dimanche soir 7 juillet 2024, des commerces et des biens appartenant à des Syriens à Kayseri, dans le centre de la Turquie. Les violences se sont ensuite propagées à d'autres villes lundi soir, dont Istanbul. Le président a condamné lundi cette vague de violence à l'encontre de l'importante communauté de réfugiés syriens en Turquie.

<https://www.courrierdesbalkans.fr/Refugies-Balkans-Les-dernieres-infos>

AFRIQUE

ALGERIE

Trente-huit corps de migrants retrouvés ces derniers jours dans le désert algérien

Douze migrants syriens et deux algériens ont été retrouvés morts en plein désert près de la frontière avec la Libye, a indiqué lundi 8 juillet 2024 un ressortissant syrien, qui a été chargé par son ambassade de suivre le dossier sur place. *"Les victimes étaient parties mardi (2 juillet 2024) de Libye à bord d'un véhicule en direction de l'Algérie (...) Elles ont été retrouvées samedi (6 juillet 2024) après s'être égarées dans le désert"*. Les corps sont actuellement à l'hôpital Bordj Omar Idriss (1 300 km au sud-est d'Alger). L'association algérienne de recherche et de sauvetage, ONG spécialisée dans le sauvetage des personnes perdues dans le désert algérien, a publié les identités des victimes. L'une d'elles, avait 10 ans. Un autre garçon, avait 16 ans. Les corps ont été retrouvés à environ 70 km de la commune de Bordj Omar Driss, dans la province méridionale d'Illizi, par l'Association algérienne de recherche et sauvetage. Cinq autres personnes sont portées disparues, a ajouté le ressortissant qui a accusé les autorités libyennes d'avoir *"expulsé tous les migrants irréguliers, y compris les Syriens"*. *"D'autres Syriens vont être expulsés de Libye de la même manière vers l'Algérie et je crains que nous devions nous préparer à d'autres tragédies"*, a-t-il mis en garde. Il accuse donc la Libye d'être responsables de leur mort. Ce n'est pas la première fois que le pays est pointé du doigt pour ses renvois forcés. Les autorités avaient déjà expulsé en décembre 2023 près de 1 000 migrants égyptiens et nigériens qui séjournaient illégalement dans le pays, avaient indiqué à l'époque des journalistes de l'AFP. En juin de la même année, des médias libyens avaient diffusé des vidéos, non authentifiées, montrant des centaines d'Égyptiens expulsés par les autorités de l'Est et contraints de rejoindre la frontière égyptienne à pied, sous la garde de militaires. En 2021, des migrants soudanais avaient aussi été expulsés de Libye, dans le désert du Sahara, le long de la frontière avec le Soudan *"sans aucun respect des procédures légales"*, s'était alors alarmée l'ONU.

Sur Facebook, l'association algérienne a publié des communiqués sur deux autres drames similaires : mardi 9 juillet 2024, une publication fait état de la mort de 16 personnes découvertes dans une voiture en plein désert algérien toujours, mais de l'autre côté du pays. Cette fois-ci, le véhicule a été retrouvé dans la région de Tanzeouft, à la frontière malienne. À l'intérieur, les membres de l'association ont retrouvé trois Algériens et 13 Africains. Les corps ont été emmenés dans la ville de Tamanrasset, dans le sud de l'Algérie.

L'association algérienne a signalé la mort de 8 autres migrants de nationalité africaine, découverts vers Aïn Salah, en plein centre du pays. Parmi les victimes se trouvait une femme. Il est difficile de savoir pour l'heure les causes de la mort de ces dernières personnes. Venaient-elles du Mali, du Niger ? Se sont-elles elles aussi perdues dans l'immensité du Sahara ? Ont-elles été expulsées ? Beaucoup de questions sans réponses.

La Tunisie aussi expulse les exilés hors de ses frontières. Les migrants qui y vivent, dans leur immense majorité, ne souhaitent pas y rester. Ils patientent le temps de réunir l'argent pour traverser la Méditerranée et tenter de rejoindre l'Europe. Tunis déporte les migrants depuis plusieurs mois vers les pays voisins, dont la Libye et l'Algérie. L'été dernier, notamment, a été marqué par le refoulement de milliers de migrants vers des zones désertiques. Emmenés de force par la garde nationale tunisienne dans le désert, croulant sous la chaleur, en manque d'eau ou de nourriture, plus d'une centaine d'entre eux sont morts de faim et de soif.

A l'instar de la Tunisie et de la Libye, l'Algérie est aussi sous le feu des critiques. En 2023, plus de 22 250 migrants noirs ont été expulsés à Assamaka, au Niger, par les autorités algériennes, selon l'ONG Médecins sans frontières. Et depuis le début de l'année 2024, plus de 10 000 autres ont déjà été abandonnés au point Zéro, à la frontière algéro-nigérienne. Depuis des années, les associations d'aide aux étrangers dénoncent les rafles par les autorités algériennes dans les villes du pays. Aujourd'hui, la situation empire, *"on arrête les Noirs dans leur appartement, dans la rue, sur leur lieu de travail, sur les terrains de sport et puis on les envoie vers Point zéro"*, explique notamment l'organisation Alarme Phone Sahara, qui vient en aide aux étrangers expulsés au Niger. Il existe aussi des renvois "dominos". La Tunisie par exemple, expulse vers l'Algérie et *"quand les autorités algériennes constatent que des Noirs ont traversé la frontière, ils les arrêtent"*. Puis ces migrants *"sont expulsés à leur tour"* vers le Niger.

LIBYE

7 millions d'habitants et 2,5 millions de migrants

Le 10 juillet 2024 le ministre de l'Intérieur du gouvernement d'Union nationale a évoqué les répercussions de la migration clandestine sur la Libye. Un événement organisé à l'occasion de la préparation d'un Forum international sur la migration en Méditerranée qui aura lieu à Tripoli le 17 juillet. La Libye compte 7 millions de citoyens, et aussi, selon le ministre, 2,5 millions de migrants, dont 70 % à 80 % seraient en situation irrégulière. Le ministre de l'Intérieur libyen, a tiré la sonnette d'alarme en réaffirmant qu'une installation définitive de ces migrants en Libye *"est inacceptable"*. La Libye peine à trouver des solutions au problème de migration, afin de réguler leur présence sur le territoire, a-t-il déclaré. *"Cela relève de notre sécurité nationale"*. Les passeurs et les trafiquants ont profité du climat d'instabilité qui règne en Libye depuis 2011, pour développer leur réseau et acheminer encore plus de migrants vers l'Europe. Car cette migration avait été maîtrisée sous l'ancien régime de Mouammar Kadhafi : les migrants subsahariens y venaient plutôt pour travailler, alors qu'actuellement la majorité est en transit.

Depuis les accords passés avec l'Union européenne, qui cherche à endiguer l'arrivée de migrants en partance des côtes libyennes, les garde-côtes du pays interceptent les migrants e mer depuis 2017 et les ramènent en Libye. Ils sont ensuite placés dans des camps de rétention où ils sont victimes de multiples exactions. Une situation dénoncée depuis des années par les ONG internationales des droits humains. Des milliers de personnes, surtout des Subsahariens, se retrouvent bloqués en Libye. Des milliers d'autres trouvent également la mort en traversant la Méditerranée. Venant du Tchad, du Soudan, du Niger ou d'Égypte, la Libye est, de fait, une destination majeure pour les migrants cherchant à traverser la Méditerranée pour rejoindre le continent européen. Ce pays en proie à l'insécurité et au chaos continue à maltraiter les migrants qui y subissent des violations flagrantes et généralisées perpétrées à grande échelle, selon l'ONU. Pourtant, l'Union européenne a passé des accords avec ce pays pour intercepter ces migrants, au grand dam des ONG de droits humains qui dénoncent l'hypocrisie européenne.

Selon un chercheur spécialiste de la migration, l'Union européenne, qui sous-traite cette question à la Libye et à la Tunisie, va encore prendre davantage de mesures pour endiguer la migration. *"Je pense qu'il faudra surtout attendre malheureusement des mesures encore plus restrictives en termes de fermetures des frontières, estime-t-il au micro de RFI. Je pense que la Libye va essayer d'obtenir encore davantage de financements de l'Union européenne pour retenir, en quelque sorte les migrants chez elle. La Libye est en train de jouer un peu sur deux tableaux : d'un côté, elle se plaint d'avoir trop de migrants chez elle, mais d'un autre côté, elle demande de l'argent de l'Union européenne pour les retenir en Libye"*. Une installation définitive de ces migrants en Libye est une chose inacceptable, a prévenu Tripoli, afin de mettre sous pression l'Union européenne.

MAURICE

Levée de boucliers contre la fin des quotas d'embauche de main-d'œuvre étrangère

« À Maurice, nous sommes tous descendants de migrants. » Rassemblés devant la Cathédrale de Port-Louis, des ouvriers de l'industrie sucrière, du textile et du port-franc ainsi que les grands syndicats de travailleurs écoutent avec attention le fervent défenseur de la cause ouvrière, dirigeant du mouvement Rezistans ek Alternativ (Résistance et Alternative). Il réclame un moratoire sur la suppression des quotas de recrutement pour la main-d'œuvre étrangère. *« Nous voulons un débat national sur l'immigration et ses conséquences pour Maurice. »* Maurice emploie environ 42 000 étrangers, principalement d'Inde, du Bangladesh, du Népal et de Madagascar. La loi limite leur nombre : en général, 1 étranger pour 3 Mauriciens. Le gouvernement a annoncé la suppression de cette limite dans les secteurs de la joaillerie, du port-franc, de l'informatique et des centres d'appels. Des manifestants disent : *« Non à 100% de travailleurs étrangers. On n'est pas contre les travailleurs étrangers, mais il faut savoir qu'il y a un taux de chômage à Maurice »*. *« Les travailleurs migrants aujourd'hui à Maurice, leurs conditions ne sont pas correctes. Notre manifestation, elle se fait aussi pour protéger le droit des travailleurs migrants et aussi des travailleurs mauriciens »*. Maurice compte 37 300 chômeurs, soit 6,3 % de la population active. Les manifestants souhaitent la création d'une *« agence nationale de l'emploi »* pour mieux concilier chômage locale et l'apport de travailleurs étrangers.

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20240707-maurice-lev%C3%A9e-de-boucliers-contre-la-fin-des-quotas-d-embauche-de-main-d-%C5%93uvre-%C3%A9trang%C3%A8re>

SENEGAL

Le Premier ministre sénégalais a exhorté la jeunesse sénégalaise

Les corps de 89 personnes (voir ci-dessus Canaries) ont « été retrouvés jeudi 4 juillet dans un grand bateau de pêche traditionnel qui a chaviré au large des côtes atlantiques de la Mauritanie, en début de semaine. Quelques jours après ce drame, le Premier ministre sénégalais a appelé les jeunes à ne pas emprunter la périlleuse route de l'Atlantique vers l'Europe. *"Un énième naufrage s'est passé au large de nos côtes et qui aurait coûté, en attendant d'avoir les chiffres exacts, la vie à beaucoup de jeunes"*, a-t-il déclaré samedi 6 juillet 2024. *"C'est dommage, c'est déplorable. Je lance encore un appel à la jeunesse : votre solution ne se trouve pas dans les pirogues"*. Or, *"les pays que certains jeunes veulent aller rejoindre, je peux vous assurer qu'ils sont eux-mêmes en crise ou en début de crise"*. *"L'avenir du monde est en Afrique, et vous devez en être conscients, vous les jeunes. Le seul continent qui a encore une marge de progression et de croissance importante, c'est l'Afrique"*, a-t-il estimé.

SOUDAN

Au Soudan, le conflit entre l'armée et les paramilitaires des Forces de soutien rapide, qui a éclaté le 15 avril 2023, a engendré la plus grande crise humanitaire au monde et le **déplacement de plus de 9 millions de personnes**. Plus de 650 000 personnes ont trouvé refuge au Soudan du sud, pays voisin. Un trajet dangereux et chaotique pour se retrouver dans l'un des pays les plus pauvres du monde.

TUNISIE

Environ 3 500 personnes, Gambiens, les Burkinabé et les Guinéens, ont demandé un "retour volontaire" depuis la Tunisie vers leur pays d'origine entre le 1er janvier et le 25 juin 2024, soit une augmentation de 200% par rapport à 2023 à la même période. Une augmentation qui n'a rien d'étonnant pour Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux (FTDES), association de défense des droits des étrangers : la situation est délétère pour les Africains subsahariens qui vivent dans le pays. Victimes d'une politique raciste menée par le président tunisien, des milliers d'entre eux ont perdu leur emploi, leur logement, après un discours virulent du chef de l'État, en février 2023, qui les a accusés de "violences et de crimes". Il les rend aussi responsables d'un "*plan criminel*" - sorte de théorie du grand remplacement - qui viserait à "*changer la composition du paysage démographique*" de la Tunisie. Selon le ministère de l'Intérieur tunisien, pourtant, 23 000 migrants irréguliers seraient actuellement présents dans le pays, soit 0,2 % de la population.

Partout en Tunisie, les Noirs sont de plus en plus empêchés de travailler, de louer des appartements et même "*d'utiliser les transports publics*", selon FTDES. Depuis l'été 2023, des opérations de la police tunisienne ont même eu lieu pour vider Sfax, au centre du pays, de sa population noire. Une majorité de migrants résident dans la région qui est le point de départ vers Lampedusa, la petite île italienne, à 150 km de distance. Des exilés subsahariens ont été raflés chez eux, ou dans la rue, puis abandonnés dans le désert à la frontière libyenne ou algérienne. Certains ont raconté avoir été interceptés en mer au large de Sfax puis déposés en car hors du pays.

Depuis plusieurs mois, le gouvernement tunisien espérait ces départs en masse. L'Italie et la Tunisie en avril 2024 s'étaient déjà engagés à miser sur les "*retours volontaires*" pour lutter contre cette immigration irrégulière en "*impliquant les organisations internationales*". Les migrants rapatriés bénéficient du "*programme d'assistance au retour volontaire et à la réintégration*" de l'OIM, ce qui signifie une prise en charge du billet retour ainsi qu'une aide à la réintégration dans leur pays. L'Union européenne a sa part de responsabilité dans ces retours. "*L'UE a donné tous les moyens financiers, logistiques et techniques*" à la Tunisie pour mettre en place cette politique "*anti-migrants*", lors de l'accord UE-Tunisie de 127 millions d'euros, signé le 14 juillet 2023.

Cet accord et les opérations anti-migrants qui ont suivi ont eu un double effet : elles poussent de plus en plus de migrants, exténués par cette politique raciste, à rebrousser chemin et à rentrer chez eux, mais elles incitent aussi de nombreux migrants à tenter la traversée de la Méditerranée au plus vite, quelles que soient les conditions de sécurité. Les départs depuis les côtes de Sfax ont enregistré une augmentation record durant les premiers mois de l'année 2024, avec plus de 21 000 personnes ayant quitté clandestinement le pays par ses frontières maritimes, a indiqué la Garde nationale tunisienne. Des départs qui s'effectuent dans des conditions plus que précaires : les exilés utilisent des canots en métal, inaptés aux traversées. Les autorités tunisiennes manœuvrent dangereusement près des embarcations, provoquant des vagues et des naufrages. Certains accusent aussi la Marine tunisienne de voler les moteurs de leurs canots.

En 2023, plus de 157 000 personnes, venues de Tunisie principalement, ont débarqué en Italie, contre 105 000 en 2022, selon les chiffres de l'Intérieur italien. Cette même année, plus de 1300 migrants – subsahariens mais aussi tunisiens - sont morts en mer près des côtes tunisiennes, selon FTDES.